VEOLIA

2014

RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE

Communauté d'Agglomération de Montpellier / Secteur Périphérique

Maera

Une année de performance et de gestion durable de votre service public de l'assainissement *(Conforme au décret 2005-236 du 14 mars 2005)*

REPERES DE LECTURE

Notre mémoire explicatif intègre différents repères visuels destinés à faciliter sa lecture.
Vous trouverez ci-dessous une explication quant à l'usage de chacun des pictogrammes utilisés.

Repère visuel	***Objectif***
ENGAGEMENT	***Identifier rapidement nos engagements clé***
FOCUS	***Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants***
RESPONSABILITÉ	***Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale***

Rédacteur	**Valideur**	**Date**
Renaud DECROUEN	Didier BENARD	29/04/15

L’édito

Veolia – Rapport annuel du délégataire 2014

Dans un marché en profonde mutation, Veolia Eau France s'emploie quotidiennement à faire évoluer ses métiers en plaçant l'innovation et les progrès des nouvelles technologies au cœur de sa stratégie de développement, et en se positionnant comme un véritable partenaire des territoires, grâce à une organisation de proximité tournée vers vos attentes.

Le rapport annuel constitue pour les équipes de Veolia, l’occasion de vous présenter les différentes composantes techniques, économiques, sociales et environnementales qui structurent la gestion de votre service public de l’assainissement. Il constitue ainsi un outil de synthèse et de pilotage intelligent vous permettant de juger et de vous approprier en toute transparence la performance de votre service.

Soyez assurés que nous veillons jour après jour à respecter et renforcer les engagements que nous avons pris dans le cadre du contrat qui nous lie et nous avons à cœur de conserver votre confiance dans nos équipes.

Vos interlocuteurs privilégiés sont à votre disposition pour venir vous présenter en détail le bilan annuel de votre contrat.

Alain Franchi
Directeur Général de Veolia Eau France

Sommaire

1. L'ESSENTIEL DE L'ANNEE **7**
- 1.1. Le contrat 8
- 1.2. L'essentiel de l'année 2014 9
- 1.3. Les chiffres clés de l'année 2014 11
- 1.4. Le prix du service public de l'eau 13
- 1.5. Le Centre Languedoc-Roussillon 16
- 1.6. Une organisation au service des usagers 18

2. LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE A VOTRE SERVICE **19**
- 2.1. L'efficacité de la collecte et de la depollution des eaux usées 20

3. LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE **33**
- 3.1. L'inventaire des biens du service 34
- 3.2. La gestion du patrimoine 36
- 3.3. Les recommandations de Veolia sur les évolutions à prévoir 48
- 3.4. Les indicateurs de suivi du patrimoine 52

4. LES ENGAGEMENTS DE VEOLIA **55**
- 4.1. Les services aux clients 56
- 4.2. Les équipes et moyens au service du patrimoine 61
- 4.3. L'empreinte environnementale 64
- 4.4. Veolia, acteur économique et social du territoire 69

5. LE RAPPORT FINANCIER DU SERVICE **71**
- 5.1. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE) 72
- 5.2. Le patrimoine du service 74
- 5.3. Les investissements et le renouvellement 75
- 5.4. Les engagements à incidence financière 76

6. ANNEXES **81**
- 6.1. Inventaire des linéaires de réseau par diamètre, nature et par commune 82
- 6.2. Le bilan énergétique du patrimoine 85
- 6.3. Le bilan de conformité détaillé par usine 89
- 6.4. Annexes financières 95
- 6.5. Les nouveaux textes réglementaires 104
- 6.6. Glossaire 110
- 6.7. Autres annexes 116

1.

L'ESSENTIEL DE L'ANNEE

1.1. Le contrat

→ ***Délégataire :***	VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux
→ ***Périmètre du service :***	CASTRIES, GRABELS, JACOU, MONTFERRIER SUR LEZ, SAINT JEAN DE VEDAS, VENDARGUES
→ ***Numéro du contrat***	J3601
→ ***Nature du contrat :***	Affermage
→ ***Prestations du contrat :***	Dépollution, Entretien et maint. postes relèvement, Gestion clientèle, Assistance technique, Collecte des eaux usées

→ ***Durée du contrat***

Date de début : 01/01/2008

Date de fin : 30/06/2015

→ ***Liste des avenants***

→ ***Les engagements vis-à-vis des tiers***

VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux assume les engagements suivants d'échanges d'effluents (réception ou déversement) avec les collectivités voisines ou les tiers :

1.2. L'essentiel de l'année 2014

SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT - **COMMUNE(S) DESSERVIE(S) CASTRIES, GRABELS, JACOU, MONTFERRIER SUR LEZ, SAINT JEAN DE VEDAS, VENDARGUES**

LES CHIFFRES DU SERVICE

Habitants desservis	Abonnés (clients)	Installation(s) de dépollution	Capacité de dépollution (EH)	Longueur de réseau (km)	Volume traité (m^3)
36 196	14 114	1	7 000	235	322 332

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE

Service

- Les intempéries exceptionnelles du 07 octobre 2014 ont provoqué des inondations sur les ouvrages suivants :

- PR Grabels Mosson
- PR Sigaliès
- PR RN113
- PR Fon de Pontou
- PR Marquerose

La continuité de service a été assurée suite à cet événement.

- Le 28 novembre 2014, une défaillance d'un transformateur EDF a généré une coupure d'alimentation de la station d'épuration de Castries entre 1h43 et 10h24.

La mise en place d'un groupe électrogène a permis le redémarrage de la station à 10h24.

Le transformateur a été remis en service par les services d'EDF le 29/11/2014 à 16h24.

Les volumes arrivant à la station étant très important (période d'intempéries), il n'a pas été possible de quantifier les volumes rejetés au milieu. Il faut noter l'importante dilution des eaux d'arrivée dues aux intrusions d'eaux parasites.

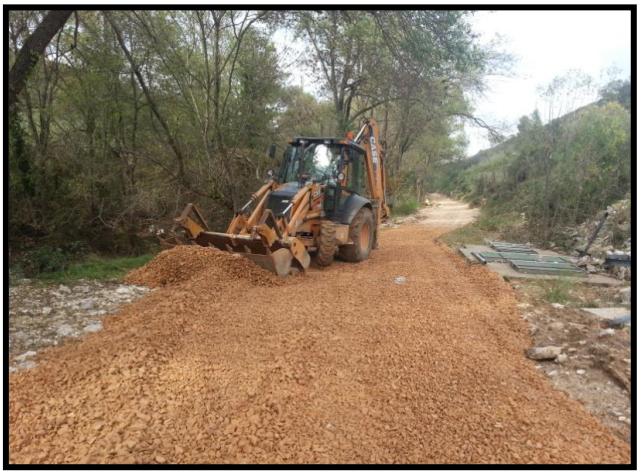
Valorisation

L'ensemble des boues issues de la STEP de CASTRIES sont valorisées en compost agricole normé NF.

Responsabilité

Curage des réseaux pluviaux de la commune de Grabels et nettoyage de la voirie suite aux événements pluvieux du 07 octobre 2014

Recalibrage du chemin d'accès au P.R principale de la commune de Grabels, où 200 tonnes de ballast ont été répandus en urgence dans la nuit du 09 au 10 octobre 2014, en collaboration avec les services municipaux. Ceci a permis le curage du réseau, complètement saturé par la crue de la Mosson.



1.3. Les chiffres clés de l'année 2014

PRIX DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT		PRODUCTEUR	VALEUR
[D204.0]	Prix du service de l'assainissement seul au m^3 TTC (assainissement seul)	Délégataire	1,32 €uro/m3
LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE		**PRODUCTEUR**	**VALEUR**
[P201.1]	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (2)	- %
[P203.3]	Conformité de la collecte des effluents	Police de l'eau	-
[P255.3]	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (1)	90
[P204.3]	Conformité des équipements d'épuration	Police de l'eau	-
[P254.3]	Conformité des performances des équipements d'épuration	Délégataire	100 %
[P205.3]	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration	Police de l'eau	
	Conformité réglementaire des rejets (arrêté préfectoral)	Délégataire	100 %
	Conformité réglementaire des rejets (directive européenne)	Délégataire	100,00 %
[P206.3]	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes	Délégataire	100 %
LA GESTION DU PATRIMOINE		**PRODUCTEUR**	**VALEUR**
	Nombre de branchements eaux usées et/ou unitaires	Délégataire	**11 410**
	Nombre de branchements eaux pluviales	Délégataire	-
	Nombre de branchements neufs	Délégataire	42
	Linéaire du réseau de collecte	Collectivité (2)	**234 521** ml
[P202.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte	Délégataire	30
[P252.2]	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage pour 100 km de réseau	Délégataire	7,68 u/100 km
[P253.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (2)	0,07
	Nombre de postes de relèvement	Délégataire	**32**
	Nombre d'usines de dépollution	Délégataire	**1**
	Capacité de dépollution en équivalent-habitants	Délégataire	**7 000** EH
COLLECTE DES EAUX USEES		**PRODUCTEUR**	**VALEUR**
	Nombre de désobstructions sur réseau	Délégataire	**335**
	Longueur de canalisation curée	Délégataire	**41 075** ml
LA DEPOLLUTION		**PRODUCTEUR**	**VALEUR**
	Volume arrivant (collecté)	Délégataire	**326 012** m3
	Charge moyenne annuelle entrante en DBO5	Délégataire	**204** kg/j
	Charge moyenne annuelle entrante en EH	Délégataire	**3 405** EH
	Volume traité	Délégataire	**322 332** m3
L'EVACUATION DES BOUES ET DES DECHETS		**PRODUCTEUR**	**VALEUR**
[P203.0]	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	Délégataire	**90,1** t MS
	Masse de refus de dégrillage évacués	Délégataire	**10,7** t
	Masse de sables évacués	Délégataire	t
	Volume de graisses évacuées	Délégataire	m3

LES CLIENTS DU SERVICE ET LEUR CONSOMMATION		PRODUCTEUR	VALEUR
	Nombre de communes desservies	Délégataire	**6**
[D201.0]	Nombre d'habitants desservis total (estimation)	Collectivité (2)	**36 196**
	Nombre total d'abonnés (clients)	Délégataire	**14 114**
	- Nombre d'abonnés du service	Délégataire	**14 114**
	- Nombre d'autres services (réception d'effluent)	Délégataire	
	Assiette totale de la redevance	Délégataire	**2 372 198** m3
	- Assiette de la redevance des abonnés du service	Délégataire	**2 372 198** m3
	- Assiette de la redevance « autres services» (réception d'effluent)	Délégataire	m3
[D202.0]	Nombre d'autorisations de déversement	Collectivité (2)	
QUALITE DU SERVICE A L'USAGER		**PRODUCTEUR**	**VALEUR**
[P251.1]	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	Délégataire	0,00 u/1000 habitants
[P258.1]	Taux de réclamations	Délégataire	0,00 u/1000
[P257.0]	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	Délégataire	0,10 %
[P207.0]	Abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	-
	- Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	-
	- Montant d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	2
LA SATISFACTION DES USAGERS ET L'ACCES A L'EAU		**PRODUCTEUR**	**VALEUR**
	Existence d'une mesure de satisfaction clientèle	Délégataire	Mesure **statistique d'entreprise**
	Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Délégataire	92,40 %
	Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Délégataire	Oui
	Existence d'une Commission Fonds Solidarité Logement	Délégataire	Oui
LES CERTIFICATS		**PRODUCTEUR**	**VALEUR**
	Obtention de la certification ISO 9001	Délégataire	Non
	Obtention de la certification ISO 14001 (usine)	Délégataire	0 usine(s)
	Obtention de la certification ISO 14001 (réseau)	Délégataire	Non
	Liaison du service à un laboratoire accrédité	Délégataire	Oui

(1) Le délégataire fournit dans le corps du rapport les informations en sa possession en fonction de la prise en compte dans son contrat de délégation de l'arrêté du 22 juin 2007
(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport
En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

1.4. Le prix du service public de l'eau

LA GOUVERNANCE DU SERVICE : ROLES ET RESPONSABILITES DES ACTEURS

Le contrat précise les rôles et responsabilités de l'autorité publique et de l'opérateur, les obligations de résultats, les objectifs de performance à atteindre et le prix du service ainsi que son évolution sur la durée du contrat.

Dans ce cadre, la gouvernance du service public de l'eau repose sur deux parties prenantes clés :

- L'autorité organisatrice publique souveraine : la collectivité locale fixe le niveau d'ambition pour le service public, définit les objectifs de performance à atteindre et contrôle l'opérateur,
- L'opérateur : Veolia gère le service, respecte ses engagements contractuels et assure l'amélioration continue de la performance. Il rend compte à la collectivité et facilite sa mission de contrôle.

Veolia respecte la gouvernance mise en œuvre et veille à développer des outils et des pratiques permettant à chacun d'exercer pleinement son rôle.

LE PRIX DU SERVICE

A titre indicatif sur la commune de SAINT JEAN DE VEDAS l'évolution du prix du service de l'assainissement (redevances comprises, mais hors eau) par m^3 **[D102.0]** et pour 120 m^3, au 1er janvier est la suivante :

SAINT JEAN DE VEDAS **Prix du service de l'assainissement collectif**	**Montant** **Au 01/01/2014**	**Montant** **Au 01/01/2015**	**N/N-1**
Prix TTC du service au m3 pour 120 m3	**1,32**	**1,32**	**0,00%**

LA FACTURE 120 M^3

En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. Cette dernière représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 4 personnes.

Facture concernant la commune de Castries

	Qté	Euro 01/01/2014 Prix Unitaire HT	Euro 01/01/2014 Montant HT	Euro 01/07/2014 Prix Unitaire HT	Euro 01/07/2014 Montant HT	Variation %
Collecte et traitement des eaux usées						
Consommation						
Consommation (part Intercommunale) (m3)	120	1.2199	146.39	1.2199	146.39	0.00 %
Consommation Collecte & Traitement (part distributeur) (m3)	120	0.2001	24.01	0.2001	24.01	0.00 %
TOTAL COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			**170.40**		**170.40**	**0.00 %**
Organismes publics						
(taxes et redevances)						
Modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau) (m3)	120	0.1500	18.00	0.1500	18.00	0.00 %
TOTAL ORGANISMES PUBLICS			**18.00**		**18.00**	**0.00 %**

TOTAL HT de la Facture	**en Euro**	**188.40**		**188.40**	**0.00 %**
TOTAL TTC de la Facture	**en Euro**	**207.24**		**207.24**	**0.00 %**
	Soit en Franc	*1359.40*		*1359.40*	
Prix TTC du m3 hors abonnement	**en Euro**	**1.73**		**1.73**	**0.00 %**

Facture concernant la commune de Grabels, Jacou, Montferrier-sur-Lez, Saint-Jean-de-Védas, Vendargues

	Qté	Euro 01/01/2014 Prix Unitaire HT	Euro 01/01/2014 Montant HT	Euro 01/07/2014 Prix Unitaire HT	Euro 01/07/2014 Montant HT	Variation %
Collecte et traitement des eaux usées						
Consommation						
Consommation (part Intercommunale) (m3)	120	0.8503	102.04	0.8503	102.04	0.00 %
Consommation Collecte (part distributeur) (m3)	120	0.2001	24.01	0.2001	24.01	0.00 %
TOTAL COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			**126.05**		**126.05**	**0.00%**
Organismes publics						
(taxes et redevances)						
Modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau) (m3)	120	0.1500	18.00	0.1500	18.00	0.00 %
TOTAL ORGANISMES PUBLICS			**18.00**		**18.00**	**0.00 %**

TOTAL HT de la Facture	**en Euro**	**144.05**		**144.05**	**0.00 %**
TOTAL TTC de la Facture	**en Euro**	**158.46**		**158.46**	**0.00 %**
	Soit en Franc	*1039.38*		*1039.38*	
Prix TTC du m3 hors abonnement	**en Euro**	**1.32**		**1.32**	**0.00 %**

1.5. Le Centre Languedoc-Roussillon

1.5.1. Vos Interlocuteurs Privilegies

Didier Benard
Directeur du Centre Régional Languedoc-Roussillon

765 rue Henri Becquerel
CS 29045
34967 Montpellier Cedex 2

Vos interlocuteurs privilégiés :
des professionnels disponibles et proches de vous

Arnaud Lavalette
Directeur de l'Exploitation

Serge Bourdon
Directeur du Développement

Jean-François Lluch
Directeur Territorial Pyrénées-Orientales

Gérard Lacombe
Directeur Territorial Aude

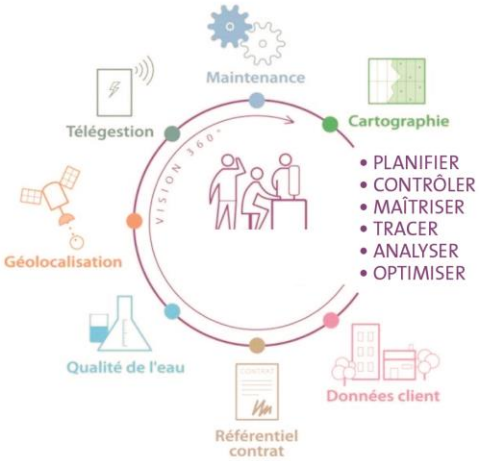
Philippe Forey
Directeur du Service Ouest-Hérault et Eau potable Montpellier Métropole

Stéphane Lefebvre
Directeur du Service Est-Hérault et Assainissement Montpellier Métropole

Renaud Orsucci
Directeur du Service Cévennes-Lozère

Manuel Hernandez
Directeur du Service Gard-Sud

1.5.2. LES SERVICES SUPPORT DE LA DIRECTION DES OPERATIONS



Charles-Henri Galmiche
Responsable Pivo

- Qualification et hiérarchisation des demandes d'intervention,
- Elaboration des feuilles de route des agents
- Optimisation de la planification des interventions

Nicolas Picard
Responsable du Service d'Aide à l'Exploitation

- Soutien technique à la performance d'exploitation des usines et des réseaux
- Assistance à la gestion dynamique du patrimoine,
- Contrôle qualité des Eaux
- Reporting technique

Sonia Eisenstaedt
Responsable Ingénierie - Bureau d'Études Techniques

- Expertise technique, process,
- Suivi des grands travaux
- Modélisation et diagnostic des réseaux

Luc Devèze
Responsable Qualité Environnement

- Gestion du système de management intégré
- Pilotage de l'ensemble des certifications
- Animation de la politique développement durable

Anthony Chauvin
Responsable Sécurité

- Déploiement de la politique sécurité et de son plan d'action
- Mise en place des formations sécurité
- Animation de la démarche sécurité au travail

Jean-Charles Brégeon
Responsable Méthodes

- Déploiement des méthodes auprès des exploitations
- Mise en place de nouveaux outils d'exploitation

1.6. Une organisation au service des usagers

TOUTE VOS DEMARCHES SANS VOUS DEPLACER

Pour toutes les questions relatives aux abonnements contactez-nous du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 9h à 12h.

Les abonnés peuvent également déposer directement leur relevé de consommation d'eau au **0 969 323 552** (services disponibles 24h/24, 365 jours par an).

Votre service client en ligne est accessible :

- www.service-client.veoliaeau.fr
- sur votre smartphone via nos applications Android et Apple

VOS URGENCES

7 JOURS SUR 7, 24H SUR 24

Pour tout débordement, obstruction, incident ou fait anormal, touchant le réseau, un branchement, un poste de relèvement ou une usine de dépollution, nous intervenons jour et nuit.

VEOLIA

2.

LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE A VOTRE SERVICE

2.1. L'efficacité de la collecte et de la depollution des eaux usées

Le niveau d'efficacité des services d'assainissement résulte de l'alliance de l'expertise des hommes et des femmes, du savoir-faire de Veolia et de l'existence d'une véritable démarche de management de la performance.

2.1.1. L'EFFICACITE DE LA COLLECTE

→ *La maîtrise des entrants*

La connaissance des raccordements domestiques et des déversements non domestiques dans le réseau de collecte, et leur surveillance étroite, sont indispensables à la bonne gestion de toute la filière en amont du système de traitement. En effet, elle est un des principaux moyens pour maîtriser les charges polluantes en entrée d'usine de dépollution, par temps sec comme en épisode pluvieux, et d'identifier les rejets accidentels.

→ *L'avancement des politiques d'assainissement collectif est mesuré par le taux de desserte.*

Le taux de desserte est le nombre d'abonnés (clients) desservis – au sens où le réseau existe devant l'immeuble - rapporté au nombre potentiel d'abonnés de la zone relevant de l'assainissement collectif (art. R 2224-6 du CGCT). Le nombre d'abonnés (clients) desservis ou abonnés sur le périmètre du service figure au tableau suivant, permettant à la collectivité de calculer ce taux.

	2013	2014	N/N-1
Nombre d'abonnés (clients) desservis sur le périmètre du service	13 326	14 114	5,9%

→ *La conformité des branchements*

Contrôle des branchements existants	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Nombre de contrôles effectués	341	347	1,8%
Nombre de non-conformités identifiées	18	9	-50,0%
Nombre de Mises en Conformité	46	29	-37,0%
Nombre cumulé de non-conformités en fin d'exercice	-27	-47	74,1%

Communes	**Nombre de contrôles effectués**	**Nombre de contrôles conformes**	**%**	**Nombre de Non Conformités identifiées**	**%**
Castries	65	51	78,5%	3	21,5%
Grabels	36	30	83,3%	6	16,7%
Jacou	42	40	95,2%	2	4,8%
Montferrier	58	54	93,1%	4	6,9%
Saint Jean de Védas	98	91	92,9%	7	7,1%
Vendargues	48	44	91,7%	4	8,3%
Total	**347**	**310**	**89,34%**	**37**	**10,66%**

→ *Le contrôle des établissements non domestiques*

Les effluents non domestiques peuvent présenter des caractéristiques physico-chimiques particulières ne permettant pas un traitement similaire à celui effectué dans un système de collecte et de traitement collectif des eaux usées domestiques classiques.

L'impact de ces effluents, s'ils ne sont pas maîtrisés, peut être important sur le fonctionnement et la gestion du système d'assainissement collectif, mais aussi sur le milieu naturel.

Le renforcement de la maîtrise des rejets non domestiques dans les réseaux publics d'assainissement contribue à :

- améliorer le fonctionnement du système de collecte,
- renforcer la fiabilité des ouvrages et pré erver le patrimoine de la Collectivité,
- garantir les performances du système de traitement,
- garantir la qualité des boues, et leur innocuité,
- respecter la réglementation.

→ *L'identification des rejets d'eaux usées d'origine non domestique*

Chaque année, un plan d'action est défini afin de cibler les établissements à contrôler en priorité dans l'année :

- A la demande de la Collectivité ou des industriels eux-mêmes : les services de l'Etat (DRIRE, ARS…) sont souvent à l'origine de la démarche des industriels,
- Après détection de substances pouvant nuire à la valorisation agricole des boues : l'identification des établissements pouvant être à l'origine de la pollution est réalisée.
- Après constats d'anomalies sur le réseau de collecte : plaintes d'usagers, opérations d'autocontrôle du réseau, contrôles de conformité des branchements,
- Sur la base des éléments de l'Agence de l'Eau tels que le type d'activité ou la consommation d'eau.

Le recueil des données tient compte de :

- La localisation à l'échelle de la Collectivité de l'ensemble des établissements déversant dans les réseaux des eaux usées autres que domestiques,
- L'évaluation des principaux apports - synthèse des données existantes (Etudes, autocontrôles, données Agence de l'Eau, consommations d'eau, …),
- La définition des capacités et charges du système d'assainissement (Etudes dimensionnement, constatations d'exploitation, bilans de fonctionnement, …),
- La caractérisation de la qualité des boues en métaux lourds, HAP et PCBs,
- L'établissement de la liste des établissements à risques.

Afin de s'adapter aux constatations de terrain, le plan d'action pourra être modifié en cours d'année à la demande de la Collectivité.

→ *Le bilan 2014 des Arrêtés d'Autorisation de Déversement (AAD) et des Conventions Spéciales de Déversement (CSD)*

Le tableau ci-dessous présente le détail par commune des autorisations de déversement établies conformément au règlement du service avec les clients concernés :

CONTRAT	Communes	D.022 - Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des EU (Arrêté en vigueur au 31 décembre 2014)	Autres industriels, dont l'AAD est en cours de notification
PERIPH. MAERA	Grabels	5 (AIDER Valsière, CHU Cuisine, CHU Blanchisserie, HORIBA AB,XIBM)	
	Montferrier sur lez	1 (Garage Miette)	2
	St Jean de Vedas	2 (Norauto, Piscine Amphytrite CAM)	1
	Vendargues	5 (Isobox, Sita, Belmonte, Kawneer, Chabaud)	2
	Castries	1 ISDND CASTRIES (CAM)	0
	Jacou	1 (Piscine A. jany CAM)	1
TOTAL		**15**	**6**

→ *La surveillance du réseau de collecte*

Les inspections télévisées des canalisations

Interventions d'inspection et de contrôle	2013	2014	N/N-1
Longueur de canalisation inspectée par caméra (ml)	3 254,00	1 937,50	-40,5%

En 2014, ce sont près de 1 937,50 ml de réseaux d'assainissement des communes du contrat « Périphérique MAERA » qui ont fait l'objet d'opérations d'inspection par passage caméra.

Ainsi, les tronçons inspectés en 2014 sont les suivants :

Date	Commune	Voie	Longueur inspectée en ml
27/01/2014	Jacou	La Draille	506,10
20/01/2014	Montferrier	Chemin Neuf	160,30
24/03/2014	Grabels	Rue du Grand Champ	526,30
07/04/2014	Montferrier	Chemin Neuf	49,30
22/04/2014	Saint Jean de Vedas	Rue de La Gare	39,9
28/04/2014	Castries	Rue des Combes	349,2
24/06/2014	Jacou	Rue des Jardins	21,4
30/06/2014	Saint Jean de Vedas	Rue des Peupliers	70,9
01/09/2014	Castries	Rue Saint Catherine	214,1

Ces opérations donnent lieu à un rapport transmis à la collectivité. Elles sont déclenchées pour répondre à une problématique d'exploitation des réseaux et permettent d'apporter des élements de réponse à certains désordres constatés sur le terrain.

Les enquêtes réseaux :

A la demande de la collectivité, nous avons effectué tout au long de l'année, des contrôles branchements et contrôle raccordement au réseau de collecte. Comme pour les inspections télévisées, ces opérations donnent lieu à un rapport transmis à la collectivité

Chemin neuf - Montferrier

Lieu de l'enquête :
Le collecteur est situé en partie privée entre la rue Mas du chemin neuf et l'impasse grand fond.

Détail des opérations :
RV7 à RV11 = voir rapport caméra, pénétration de racines dans les cheminées de RV10 et RV11.

ITV n°1 :

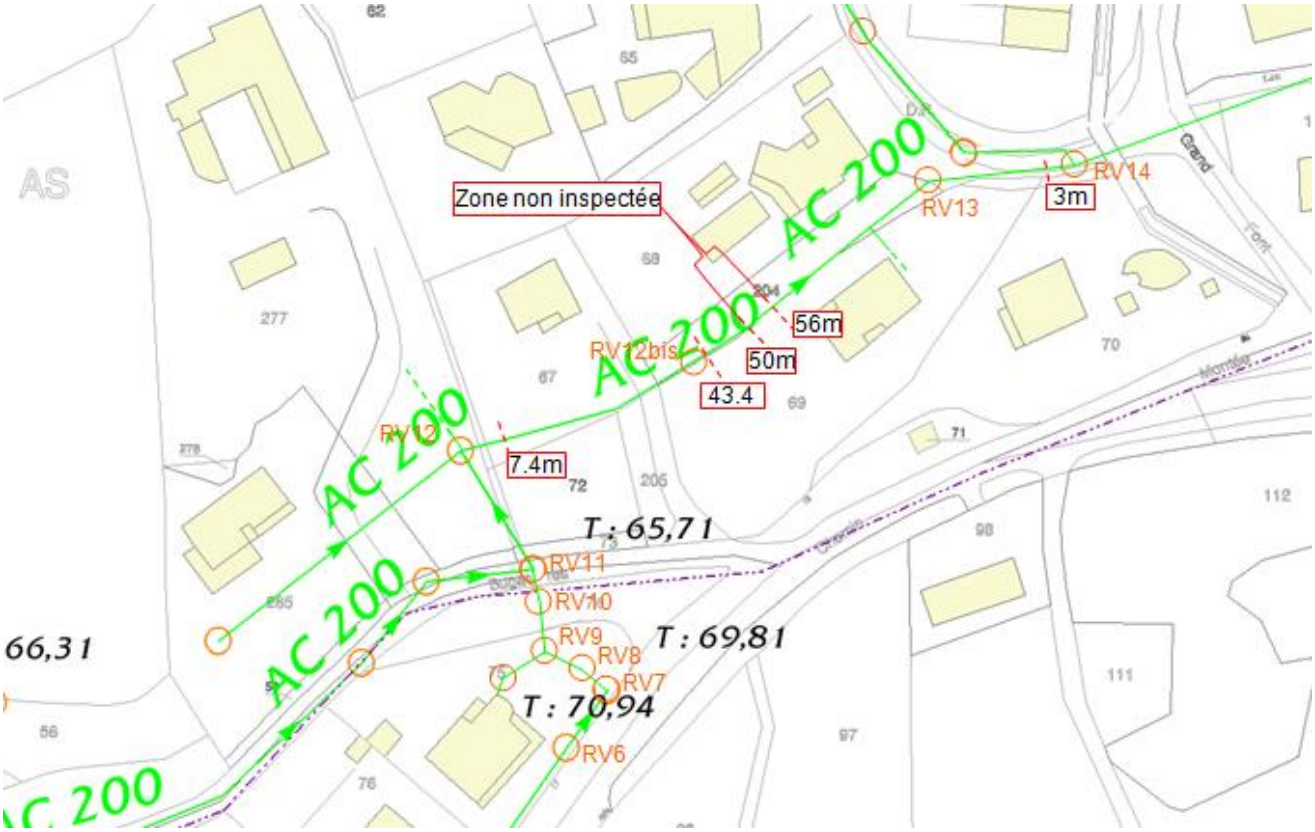
De RV11 à RV12	*Nature canalisations*	*Diamètre canalisations*	*Diamètre et Nature regards*	*Etat regards*	*Désordres constatés*
COLLECTEUR	PVC	∅200mm	2 regards fonte ∅800mm	Bon état	R.A.S.

ITV n°2 :
L'inspection télévisuelle a été faite à partir de RV12 vers RV13. L'ITV s'arrête à 50m de RV12. L'ITV montre à 42m la présence d'un regard de visite RV12bis.

De RV12 vers RV13	*Nature canalisations*	*Diamètre canalisations*	*Diamètre et Nature regards*	*Etat regards*	*Désordres constatés*
COLLECTEUR	AC	∅200mm	1 regard fonte ∅800mm	Bon état	- Pénétration de racines à 7.4m et 43.4m de RV12 - Pénétration de racines dans RV12bis

ITV n°3 :
L'inspection télévisuelle a été faite à partir de RV14 vers RV12. L'ITV s'arrête à 56m de RV14. L'ITV montre à 26m la présence d'un regard de visite RV13.

De RV14 vers RV12	*Nature canalisations*	*Diamètre canalisations*	*Diamètre et Nature regards*	*Etat regards*	*Désordres constatés*
COLLECTEUR	AC	∅200mm	1 regard fonte ∅800mm	Bon état	- Pénétration de racines à 3m de RV14



→ *La maîtrise des transferts et des déversements vers le milieu naturel*

La surveillance des déversements, identification des points de rejets

Nombre de points de rejet	**2013**	**2014**
Nombre d'usines de dépollution	1	1
Nombre de trop-pleins de postes de refoulement	7	7

Les déversoirs d'orage et les « trop plein » des postes de relèvement permettent de maîtriser les déversements d'effluents au milieu naturel par les réseaux unitaires en temps de pluie.

Il existe 7 trop plein sur les postes de refoulement. Il s'agit des postes de refoulement suivants :

- PR GRABELS Mosson
- PR MONTFERRIER Peugeot
- PR MONTFERRIER Pidoule
- PR St JEAN DE VEDAS Les Près
- PR St JEAN DE VEDAS RN 113
- PR CASTRIES Les Oliviades
- PR CASTRIES Candinères

Dans le cadre de la mise en place de l'autosurveillance du réseau du Système MAERA fin 2010, trois des trop pleins précédents ont été équipés d'une mesure de volume déversé.

Ouvrage équipé de débitmétrie	**Volume déversé 2014**
PR PIDOULE	18 435 m3
PR MOSSON	2 392 m3
PR PEUGEOT	11 m3

Le volume déversé en 2014 sur ces 3 points de mesure est de 20 838m3, dont la quasi-totalité a été déversée durant les épisodes pluvieux intenses du 4e trimestre.

Il y a eu 2 déversements accidentels en 2014 sur le périmètre du contrat, tous deux liés à une coupure du réseau électrique :

- PR Pidoule le 05/02/2014
- PR Grabels Mosson le 21/11/2014.

La connaissance fine de ces points de rejet et l'évaluation de la pollution rejetée sont nécessaires pour maîtriser l'impact environnemental du réseau d'assainissement. L'indicateur « Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées » **[P255.3]** (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet de mesurer l'avancement de cette politique.

Cet indicateur est à établir par la Collectivité avec l'appui du délégataire. Les informations dont nous disposons et qui sont utiles au calcul de l'indicateur sont les suivantes :

	2013	**2014**
Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte	90	90

→ *Le curage*

Le plan de curage préventif et son suivi

Interventions de curage préventif	2013	2014	N/N-1
Longueur de canalisation curée (ml)	34 028	41 075	20,7%

En 2014, les équipes de Veolia Eau ont réalisé 41 075 ml de curages préventifs, ce qui représente 18,02% du linéaire total connu au 31 décembre 2014.

En accord avec la direction de l'eau et de l'assainissement de la communauté d'agglomération de Montpellier, les objectifs de performance concernant le curage préventif, sont calculés sur l'ensemble du territoire des contrats de Veolia Eau.

Commune	Linéaire de curage (ml)
Castries	10 339
Grabels	5 804
Jacou	3 757
Montferrier sur Lez	3 557
Saint Jean de Védas	11 532
Vendargues	6 086
Total	**41 075**

Le détail des 34 028 ml de réseau curés en 2013 est présenté par commune en annexe.

Les désobstructions

Interventions curatives	2013	2014	N/N-1
Nombre de désobstructions sur réseau	221	335	51,6%
sur branchements	147	200	36,1%
sur canalisations	74	135	82,4%
Longueur de canalisation curée dans le cadre d'une opération de désobstruction (ml)	588	812	38,1%

En 2014 le taux de curage curatif sur branchements et canalisations est de **28,60 / 1000 abonnés.**

Concernant le réseau de collecte, le nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage **[P252.2]** permet d'évaluer l'état d'exploitation et d'identifier les défauts structurels et les améliorations prioritaires à apporter.

	2013	2014	N/N-1
Nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage, par 100 km	4,69	7,68	63,8%
Nombre de points concernés sur le réseau	11	18	63,6%
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchements (ml)	234 472	234 521	0,0%

→ *Les points noirs*

Ces points sensibles du réseau se répartissent comme suit pour les communes qui composent le contrat « Périphérique MAERA » :

Communes	Nb de point nécessitant des interventions fréquentes de curage
CASTRIES	2
GRABELS	5
JACOU	2
MONTFERRIER SUR LEZ	2
SAINT-JEAN DE VEDAS	3
VENDARGUES	4

Les points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage, appelés aussi points noirs du réseau, sont reportés dans le tableau ci-après :

Communes	Voies	Nombres Interventions
CASTRIES	AV DE LA GARE	2
CASTRIES	AVENUE DE LA CADOULE	2
GRABELS	RESEAU BORD DE LA MOSSON - PR	4
GRABELS	RUE DES GRILLONS	2
GRABELS	RUE DES APHILANTES	2
GRABELS	RUE DES CIGALES	2
GRABELS	RUE DU PLATEAU	2
JACOU	RUE DE LA CHAPELLE	2
JACOU	RUE SIMONE BEAUVOIR	6
MONTFERRIER SUR LEZ	ROUTE DE MENDE	4
MONTFERRIER SUR LEZ	RUE DU FOUR	2
SAINT JEAN DE VEDAS	IMPASSE COULONDRE	3
SAINT JEAN DE VEDAS	ROUTE DE BEZIERS	3
SAINT JEAN DE VEDAS	TOURTOUREL	2
VENDARGUES	RUE DE LA GARENNE	6
VENDARGUES	AVENUE DES BIGOTS	9
VENDARGUES	RUE DES PINS	2
VENDARGUES	RUE DU SALAISON	2

Les nombreuses interventions « Rue de la Garenne » et « Avenue des Bigots » à Vendargues sont ne sont pas dues à un dysfonctionnement du réseau mais aux nombreux chantiers à proximité, responsables des nombreux dépôts dans les collecteurs.

2.1.2. L'EFFICACITE DU TRAITEMENT

La performance d'un système d'assainissement se mesure par sa contribution à la préservation de l'environnement. Un système efficace permet de préserver la qualité de l'eau des rivières et des ressources en eau et de produire des boues valorisables. En 2011, Veolia a réalisé une première mondiale industrielle en produisant des bioplastiques à partir de boues d'épuration : une nouvelle forme de valorisation innovante et créatrice de valeur pour les industriels.

La conformité des systèmes de traitement aux prescriptions réglementaires, tant concernant les ouvrages eux-mêmes que la qualité des rejets et leur impact sur le milieu naturel, est appréciée au travers d'indicateurs introduits par le décret du 2 mai 2007 :

→ ***La conformité de la performance des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau :***

Cet indicateur **[P 254.3]**, qui concerne uniquement les usines d'épuration de plus de 2000 EH, correspond au nombre de bilans conformes aux objectifs de rejet spécifiés par l'arrêté préfectoral ou, par défaut, selon les règles d'évaluation de la conformité identifiées avec la Police de l'Eau, rapporté au nombre total de bilans réalisés sur 24 heures. Pour calculer cet indicateur seul les bilans respectant les conditions normales de fonctionnement (CNF) sont pris en compte selon la réglementation en vigueur.

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

Conformité des performances des équipements d'épuration	**2013**	**2014**
Performance globale du service (%)	**100**	**100**
CASTRIES	100	100

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

Le taux de conformité des rejets d'épuration, produit les années précédentes, est présenté dans le tableau suivant pour permettre d'apprécier l'évolution de la conformité des bilans. Ce taux fait appel à l'ensemble des bilans qu'ils soient en domaine de traitement garanti (CNF) ou non.

Conformité des rejets d'épuration	**2013**	**2014**
Performance globale du service (%)	**100,00**	**100,00**
CASTRIES	100,00	100,00

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

→ ***La conformité des équipements d'épuration aux prescriptions définies en application de l'arrêté du 22 juin 2007 :***

Cet indicateur **[P 204.3]** est à établir par la Police de l'eau, qui doit l'adresser à l'exploitant en vertu de l'art. 17 de l'arrêté du 22 juin 2007. Le mode de calcul n'a pas été communiqué à la date d'établissement du présent rapport.

Veolia est en attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

→ *La conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions définies en application de l'arrêté du 22 juin 2007 :*

Cet indicateur **[P205.3]** est à établir par la Police de l'eau, qui doit l'adresser à l'exploitant en vertu de l'art. 17 de l'arrêté du 22 juin 2007, ce mode de calcul n'ayant pas été communiqué à la date d'établissement du présent rapport.

En l'absence de réception à la date d'établissement du présent rapport annuel, Veolia présente l'indicateur approché – relatif à la conformité réglementaire des rejets - issu de ses registres d'autosurveillance, sur la base des données de référence fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation ou, à défaut, à partir des données constructeur. Son évaluation est réalisée d'après les bilans conformes aux conditions normales de fonctionnement (CNF).

Les indices suivants mesurent la conformité par rapport à la réglementation (arrêté du 22 juin 2007 transposant la Directive ERU) et à l'arrêté préfectoral d'autorisation le cas échéant.

Conformité réglementaire des rejets	**à la directive Européenne**	**à l'arrêté préfectoral**
Performance globale du service (%)	**100,00**	**100,00**
CASTRIES	100,00	100,00

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

→ *La performance des usines de traitement du service*

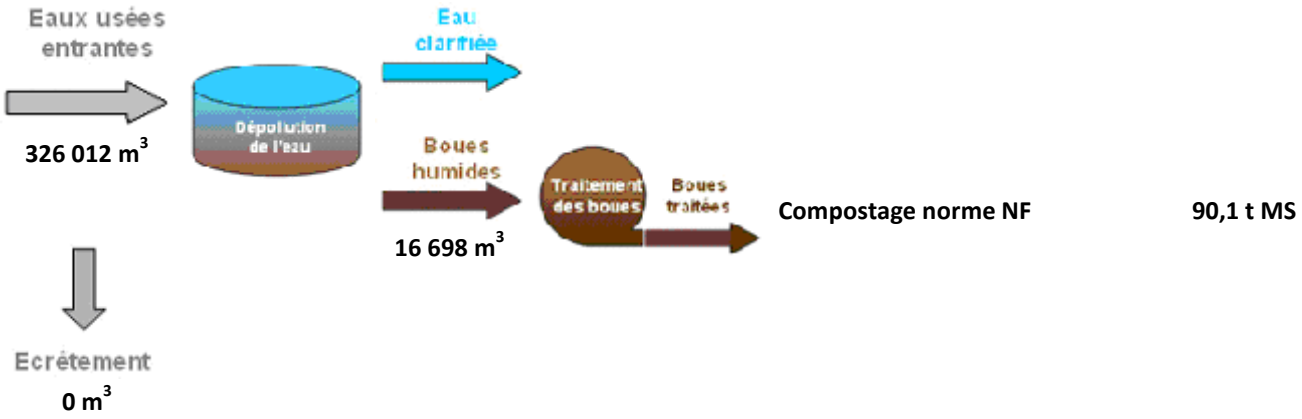
Pour garantir un haut niveau de rendement épuratoire de ses usines une démarche de maintenance préventive assistée par ordinateur a été développée afin de planifier de manière optimisée les tâches d'exploitation courante et les opérations d'entretien. Les files de traitement des eaux usées sont ainsi placées sous étroite surveillance.

Les données de conformité, et notamment les bilans mensuels, sont détaillés en annexe 6.4 du présent document.

Les autres données d'auto-surveillance sont consultables sur les registres d'autosurveillance, tenus à jour conformément à l'arrêté du 22 juin 2007.

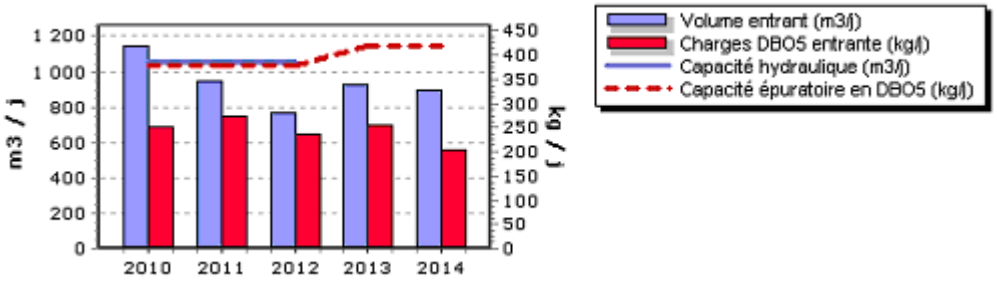
CASTRIES

Les volumes entrants sur le système de traitement s'élèvent pour l'année à 326 012 m3, soit un débit moyen journalier de 893 m3/j. Le maximum atteint est de 3 370 m3/j. Les valeurs sont établies sur la base de 12 bilans d'autosurveillance journaliers disponibles. Il est à noter que la capacité de l'usine définie dans l'arrêté préfectoral est de 378 kg de DBO5 par jour.



Evolution de la charge entrante sur le système de traitement

	2013	2014
Volume entrant (m3/j)	**928**	**893**
Capacité hydraulique (m3/j)	1 050	1 050
Charge DBO5 entrante (kg/j)	**254**	**204**
Capacité épuratoire en DBO5 (kg/j)	378	420

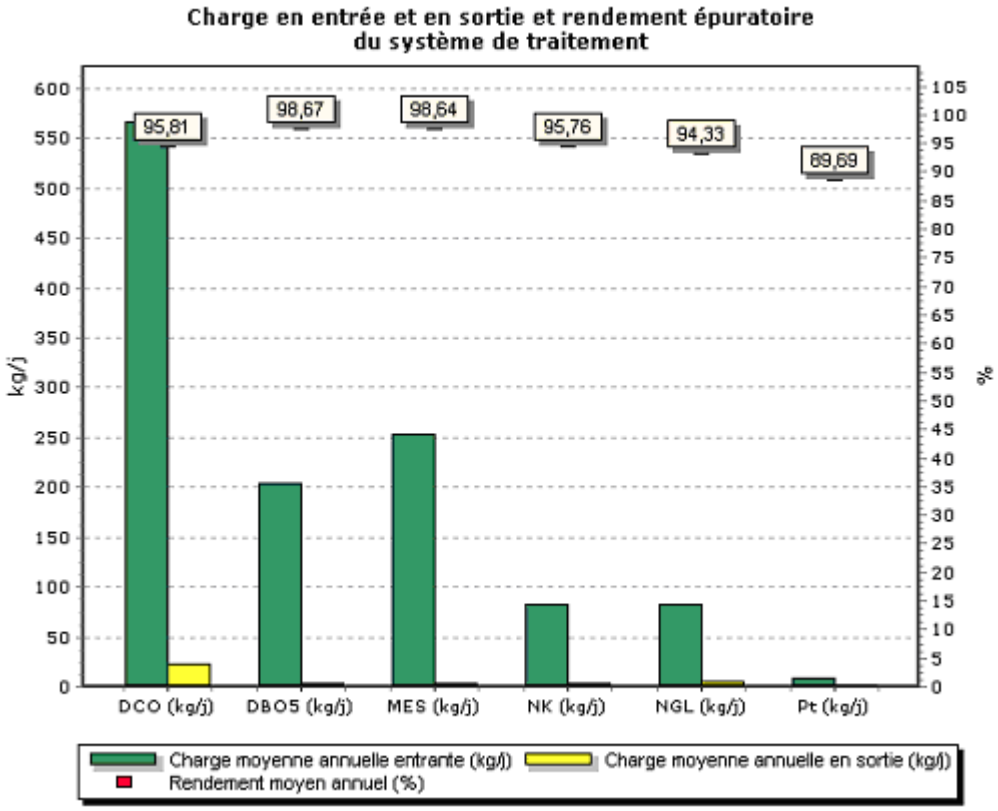


Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement

	DCO	DBO5	MES	NK	NGL	Pt
Nombre de bilans disponibles	12	12	12	4	4	4
Charge moyenne annuelle entrante (kg/j)	566	204	254	82,0	82,3	8,9
Charge moyenne annuelle en sortie (kg/j)	23,7	2,7	3,5	3,5	4,7	0,9
Rendement moyen annuel (%)	95,81	98,67	98,64	95,76	94,33	89,69
Prescription de rejet - Rendement minimal par bilan (%)	75,00	80,00	90,00			
Prescription de rejet - Rendement moyen annuel minimal (%)					70,00	80,00

Concentration moyenne annuelle en sortie (mg/l)	26,9	3,1	3,9	3,9	5,3	1,0
Prescription de rejet - Concentration maximale par bilan (mg/l)	125,00	25,00	35,00			
Prescription de rejet - Concentration moyenne annuelle maximale (mg/l)					15,00	2,00

Les valeurs moyennes observées (concentration, charge et rendement) ne permettent pas de mesurer le respect de la prescription lorsque celle-ci s'applique bilan par bilan. L'évaluation de taux de respect fait l'objet de l'indicateur de conformité présenté dans la suite de la présente section.



Conformité des performances des équipements d'épuration

Cette évaluation ne concerne que les paramètres évalués sur chaque bilan et ne tient pas compte de ceux évalués en moyenne annuelle.

	2013	**2014**
Pour information, nombre de bilans en CNF (*)	12	11
Nombre de bilans en CNF(**) conformes / nombre de bilans en CNF (%)	100,0	100,0
Charge moyenne DBO5 (kg/j)	254	204

(*) hors bilans inutilisables (panne sur un préleveur par exemple)
(**) Conditions Normales de Fonctionnement

Conformité de la performance des ouvrages d'épuration

Evaluations réalisées sur la base des bilans en Conditions Normales de Fonctionnement (CNF). Comme précisé dans le guide de définition de la DERU, pour la conformité à la Directive Européenne des usines de moins de 2000 EH notre calcul est réalisé par rapport aux normes fixées dans l'arrêté du 22 juin 2007.

	2013	2014
Conformité à la Directive Européenne	100 %	100 %
Conformité à l'arrêté préfectoral	100 %	100 %

Boues évacuées

CASTRIES	Produit brut (t)	Matières sèches (t)	Siccité (%)	Destination (%) *
Compostage norme NF	606,3	90,1	14,86 %	100,00 %
Total	**606,3**	**90,1**	**14,86 %**	**100,00 %**

* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches

Taux de boues évacuées selon des filières conformes

	2013	2014
Taux de boues évacuées selon des filières conformes (%)	100	100

Sous-Produits évacués par destination et par an

	2013	2014
Refus de dégrillage évacués en incinération (t)	7,3	10,7

3.

LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE

3.1. L'inventaire des biens du service

L'inventaire des équipements et installations qui constituent le patrimoine du service, permet d'en connaître l'état et d'en suivre l'évolution. Il distingue :

- les biens financés par la Collectivité et mis à la disposition du délégataire au début et en cours du contrat,
- les biens financés par le délégataire dans le cadre du contrat en précisant s'il s'agit de biens de retour ou de biens de reprise.

L'inventaire englobe les canalisations, les branchements, le matériel électromécanique et le génie civil. Il comporte également, dans la mesure du possible, une description sommaire.

Le patrimoine de la collectivité, géré dans le cadre du service de l'assainissement est composé :

- des usines d'épuration
- des postes de relèvement
- des réseaux de collecte
- des équipements du réseau
- des branchements

→ ***Les installations et ouvrages de collecte***

Usines de dépollution	**Capacité épuratoire en DBO5 (kg/j)**	**Capacité équivalent habitant (EH)**	**Capacité hydraulique (m3/j)**	**Qualification**
CASTRIES	420	7 000	1 050	Bien de retour
Capacité totale :	**420**	**7 000**	**0**	

Capacité épuratoire en kg de DBO5 / j et capacité hydraulique en m3/j selon les données du constructeur, capacité en EH établie sur une base de 60 g de DBO5 par habitant et par jour.

Poste de relèvement / refoulement	**type**	**Débit des pompes (m3/h)**	**Qualification**
CASTRIES PR CADOULE	Refoulement	70	Bien de retour
CASTRIES PR CANDINIERES	Refoulement	20	Bien de retour
CASTRIES PR CHATEAU	Refoulement	13	
CASTRIES PR GYMNASE	Refoulement	12	Bien de retour
CASTRIES PR LA RESERVE	Refoulement	22	Bien de retour
CASTRIES PR LES OLIVIADES	Refoulement	70	Bien de retour
CASTRIES PR RN 110	Refoulement	50	Bien de retour
CASTRIES PR VILLEMAGNE	Refoulement	21	Bien de retour
GRABELS PR GRABELS MOSSON	Refoulement	112	Bien de retour
GRABELS PR MAS DE MATOUR	Refoulement	36	Bien de retour
GRABELS PR PLEIN SOLEIL	Refoulement	16	Bien de retour
JACOU PR CLEMENT ADER	Refoulement	30	Bien de retour
JACOU PR LES SYLVAINS	Refoulement	25	Bien de retour
MONTFERRIER PR AIGUEILLIERES	Refoulement	15	Bien de retour
MONTFERRIER PR FESCAU	Refoulement	9	Bien de retour
MONTFERRIER PR PEUGEOT	Refoulement	76	Bien de retour
MONTFERRIER PR PIDOULE	Refoulement	180	Bien de retour
ST JEAN PR CONDAMINE	Refoulement	100	Bien de retour
ST JEAN PR DASSAULT	Refoulement	30	Bien de retour

ST JEAN PR FERNANDEL	Refoulement	144	Bien de retour
ST JEAN PR FONT PONTOU	Refoulement	34	Bien de retour
ST JEAN PR LA LAUZE	Refoulement	50	Bien de retour
ST JEAN PR LES COMBES	Refoulement	21	Bien de retour
ST JEAN PR LES PRES	Refoulement	80	Bien de retour
ST JEAN PR MARCELLIN	Refoulement	5	Bien de retour
ST JEAN PR MARQUEROSE	Refoulement	130	Bien de retour
ST JEAN PR MAS DE GRILLE	Refoulement	25	Bien de retour
ST JEAN PR RN 113	Refoulement	8	Bien de retour
ST JEAN PR SIGALIES	Refoulement	47	Bien de retour
ST JEAN PR ST JEAN LE SEC	Refoulement	21	Bien de retour
ST JEAN PR ZAC DASSAULT	Refoulement	10	Bien de retour
VENDARGUES PR CREPUSCULE	Refoulement	10	Bien de retour

→ *Les réseaux de collecte*

Canalisations		**Qualification**
Canalisations gravitaires (ml)	218 295	Bien de retour
dont eaux usées (séparatif)	218 295	Bien de retour

Canalisations de refoulement (ml)	16 226	Bien de retour
dont eaux usées (séparatif)	16 226	Bien de retour

→ *Les équipements du réseau*

Equipements de réseau		**Qualification**
Nombre de regards	6 478	Bien de retour

→ *Les branchements en domaine public*

Branchements		**Qualification**
Nombre de branchements eaux usées séparatifs ou unitaires	11 410	Bien de retour

Nombre de branchements par Commune:

Communes	Nombre de branchements
CASTRIES	1 897
GRABELS	1 605
JACOU	1 986
MONTFERRIER-SUR-LEZ	804
ST JEAN DE VEDAS	3 047
VENDARGUES	2 071
TOTAL	11 410

3.2. La gestion du patrimoine

La réalité du quotidien de l'exploitation consiste en un ensemble d'actions complexes et coordonnées pour garantir le fonctionnement 24h/24 du service et apporter aux clients une qualité de service irréprochable.

A ce titre deux types d'interventions sont mis en œuvre:

- des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale de ses équipes et qui, avec l'aide de procédures d'intervention parfaitement décrites et expérimentées, permettent en particulier que les interruptions du service restent l'exception.

La réalisation de ces interventions peut conduire à faire appel à des moyens mutualisés et aux équipes régionales et nationales d'experts.

De nouveaux outils informatiques de maintenance des installations (GAMA) et de gestion des interventions (PICRU) ont été déployés et viennent en appui des équipes locales pour optimiser les programmes d'intervention.

PivO, ou la gestion centralisée des interventions

La cellule Méthodes et Planification PivO assure le pilotage centralisé de toutes les interventions de nos techniciens, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné, ou de la maîtrise d'un déversement d'eaux usées.

Connectée aux différents systèmes d'information, la cellule PivO dispose d'une vision à 360° de l'exploitation, ainsi que des demandes et besoins d'interventions.

3.2.1. LA MAINTENANCE DU PATRIMOINE EXISTANT

Pour maintenir en valeur ce patrimoine dans la durée, il est nécessaire d'avoir une connaissance précise du tracé du réseau, des éléments qui le constituent, de son fonctionnement hydraulique, des évènements d'exploitation ou encore de son vieillissement. Cette capitalisation des informations permet d'intervenir efficacement au quotidien et de construire une stratégie optimisée de l'exploitation et du renouvellement.

→ *Installations*

L'exploitation des ouvrages comprend notamment l'entretien électromécanique, la réalisation des contrôles annuels du matériel d'autosurveillance, les analyses sur les effluents et les boues, l'entretien des espaces verts, ainsi que le nettoyage des ouvrages.

- Entretien électromécanique (graissage, vidange)
- Contrôle annuel du dispositif d'autosurveillance de la station d'épuration de Castries y compris le contrôle métrologique : Mise à disposition des rapports sur le portail technique Véolia/CAM et sur le portail AERMC.
- Contrôles annuels obligatoire des armoires électriques.

INSTALLATIONS	CONTRÔLE	DATE
PR LES CANDINIERES CASTRIES	Installation Electrique	10/12/2014
PR LA CADOULE CASTRIES	Installation Electrique	10/12/2014
PR LES OLIVIADES CASTRIES	Installation Electrique	11/12/2014
PR CHATEAU CASTRIES	Installation Electrique	10/12/2014
STEP CASTRIES	Installation Electrique	12/12/2014
PR RN 110 CASTRIES	Installation Electrique	11/12/2014
PR VILLEMAGNE CASTRIES	Installation Electrique	12/12/2014
PR GYMNASE CASTRIES	Installation Electrique	12/12/2014
PR RESERVE CASTRIES	Installation Electrique	11/12/2014

- Contrôles annuels obligatoire des appareils de levage.

INSTALLATIONS	CONTRÔLE	DATE
PR LES CANDINIERES CASTRIES	Appareils de levage	11/12/2014
PR LA CADOULE CASTRIES	Appareils de levage	10/12/2014
PR LES OLIVIADES CASTRIES	Appareils de levage	11/12/2014
PR CHATEAU CASTRIES	Appareils de levage	10/12/2014
STEP CASTRIES	Appareils de levage	12/12/2014
PR RN 110 CASTRIES	Appareils de levage	11/12/2014
PR VILLEMAGNE CASTRIES	Appareils de levage	12/12/2014

- Analyses sur les effluents et les boues : déclaration mensuelle des données d'autosurveillance, et édition du rapport annuel de la station de Castries. Envoi par messagerie électronique, mise à disposition sur portail technique VEOLIA et dépôts sur portail AERMC.

- Entretien des espaces verts. Planning des interventions 2014 ci-dessous.

Station Castries		
1 Intervention	05/05/2014	Fauchage + Désherbant
2 Intervention	19/05/2014	Fauchage des zones traitées au désherbant
3 Intervention	01/07/2014	Fauchage
4 Intervention	01/10/2014	Fauchage+ Désherbant + Taille

- En 2014, 33 interventions de nettoyage de cuve ont été réalisées par camion hydrocureur sur les postes de refoulement du contrat « Périphérique MAERA ».

Poste de relèvement / refoulement	Curage 2014
PR CADOULE	3
PR CANDINIERES	1
PR CHATEAU	1
PR GYMNASE	1

PR LA RESERVE	1
PR LES OLIVIADES	1
PR RN 110	1
PR VILLEMAGNE	1
PR MAS DE MATOUR GRABELS	0
PR MOSSON GRABELS	4
PR PLEIN SOLEIL GRABELS	1
PR CLEMENT ADER JACOU	1
PR LES SYLVAINS JACOU	1
PR DES AIGUEILLERES MONTFERRIER	1
PR FESCAU MONTFERRIER	1
PR PEUGEOT MONTFERRIER SUR LEZ	2
PR PIDOULE MONTFERRIER	0
PR FERNANDEL SAINT JEAN DE V	0
PR FON DE PONTOU SAINT JEAN DE V	0
PR LA CONDAMINE SAINT JEAN DE V	1
PR LA LAUZE SAINT JEAN DE V	1
PR LES COMBES SAINT JEAN DE VEDAS	1
PR LES PRES SAINT JEAN DE V	0
PR MARCEL DASSAULT SAINT JEAN DE V	1
PR MARCELLIN SAINT JEAN DE V	1
PR MARQUEROSE SAINT JEAN DE V	2
PR MAS DE GRILLE SAINT JEAN DE V	2
PR RN 113 SAINT JEAN DE V	0
PR SAINT JEAN LE SEC SAINT JEAN DE V	1
PR SIGALIES SAINT JEAN DE V	1
PR ZAC MARCEL DASSAULT SAINT JEAN DE V	0
PR DU CREPUSCULE VENDARGUES	1

→ *Réseaux et branchements*

Travaux d'entretien sur le réseau	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Nombre de réparations de collecteurs	20	7	-65,0%
Nombre de mise à niveau de tampons	0	0	0%

Interventions diverses sur les réseaux et les branchements :

Date	Commune	Désignation Chantier	Adresse	Unité	DN	Linéaire
23/04/2014	CASTRIES	Scellement tampon fonte de regard de visite	219 rue de l'argile	1	800	
23/04/2014	CASTRIES	Scellement tampon fonte de regard de visite	5 rue de l'argile	1	800	
07/07/2014	CASTRIES	Réparation collecteur	avenue du 8 mai	1	200	création d'un regard de visite - tegra 600
09/07/2014	CASTRIES	Réparation collecteur	rue des combes	1	200	2
24/07/2014	CASTRIES	Scellement tampon fonte de regard de branchement	1 av du pic st loup	1	40*40	
16/09/2014	CASTRIES	Réparation regard de branchement	1 avenue du pic st loup	1	315	
10/10/2014	CASTRIES	Scellement tampon fonte de regard de branchement	323 rue de la pierre bleue	1	40*40	
13/11/2014	CASTRIES	Scellement tampon fonte de regard de visite	2 avenue de sommières	1	800	
13/11/2014	CASTRIES	Scellement tampon fonte de regard de visite	7 avenue de sommières	1	40*40	
13/11/2014	CASTRIES	Scellement tampon fonte de regard de branchement	4 avenue de sommières	1	800	
18/11/2014	CASTRIES	Scellement tampon fonte de regard de branchement	1 et 3 avenue de la république	2	40*40	
08/12/2014	CASTRIES	réparation branchement	26 rue lou castel	1	160	
14/03/2014	GRABELS	Renouvellement tampon fonte de regard de visite	11 Rue Faubourg	1	800	suppression d'une chasse
26/03/2014	GRABELS	Scellement tampon fonte de regard de visite	8 rue du château	1	800	
26/03/2014	GRABELS	Scellement tampon fonte de regard de visite	18 rue du château	1	800	
26/03/2014	GRABELS	Scellement tampon fonte de regard de visite	370 route de bel air	1	800	

10/09/2014	GRABELS	Renouvellement tampon fonte de regard de visite	31 rue rio	1	800	
21/10/2014	GRABELS	Réparation collecteur	rue du plateau	2	160	1.60 ML et 1.80 ML
23/01/2014	JACOU	Réparation branchement	2 Rue du Belvedère	1	160	1,2
31/03/2014	JACOU	Scellement tampon fonte de regard de branchement	3 rue de Neptune	1	40*40	
31/03/2014	JACOU	Scellement tampon fonte de regard de branchement	19 rue de Neptune	1	40*40	
31/03/2014	JACOU	Scellement tampon fonte de regard de branchement	13 rue de Neptune	1	40*40	
29/04/2014	JACOU	Scellement tampon fonte de regard de branchement	15 impasse des aubépines	1	40*40	
29/04/2014	JACOU	Scellement tampon fonte de regard de visite	15 impasse des aubépines	1	800	
03/12/2014	JACOU	Réparation branchement	11 rue de la frigoule	1	160	
13/03/2014	MONTFERRIER LE LEZ	Création regard de branchement	431 chemin de Versailles	1	315	
02/04/2014	MONTFERRIER LE LEZ	Réparation collecteur	impasse grand fond	1	100	1
02/04/2014	MONTFERRIER LE LEZ	Création regard de branchement	impasse grand fond	2	315	
17/04/2014	MONTFERRIER LE LEZ	Réparation collecteur	Chemin neuf	3	160	fraisage plus pose de manchettes en résine
03/12/2014	MONTFERRIER LE LEZ	Scellement tampon fonte de regard de branchement	350 chemin du pouget	1	40*40	
17/12/2014	MONTFERRIER LE LEZ	Réparation regard de branchement	203 route de Montpellier	1	315	
20/06/2014	ST JEAN DE VEDAS	Réparation branchement	rue Alexandre Fleming	1	160	3,3
24/07/2014	ST JEAN DE VEDAS	Scellement tampon fonte de regard de branchement	2 rue des sigalies	1	40*40	

29/08/2014	ST JEAN DE VEDAS	Renouvellement tampon fonte de regard de visite	RD 132	2	800	
07/01/2014	VENDARGUES	Réparation collecteur	22 Boulevard Frédéric Mistral	1	125	1
09/01/2014	VENDARGUES	Réparation collecteur	39 rue de la monnaie	1	160	
10/01/2014	VENDARGUES	Renouvellement tampon fonte de regard de branchement	1 Rue des Devèses	1	40*40	
12/02/2014	VENDARGUES	Scellement tampon fonte de regard de branchement	12Bis Rue de la Cave	1	40*40	
04/03/2014	VENDARGUES	Renouvellement branchement	13 rue marcel pagnol	1	160	3
21/03/2014	VENDARGUES	Renouvellement branchement	3 Rue de l'aficion	1	160	3,5
29/04/2014	VENDARGUES	Scellement tampon fonte de regard de branchement	8 rue de la cave coopérative	1	40*40	
26/09/2014	VENDARGUES	Scellement tampon fonte de regard de branchement	3 rue des porches	1	40*40	

Chemin neuf - Montferrier - Réhabilitation EU par procédé de fraisage et par procédé de pose de manchettes :

Fraisage d'un branchement Pénétrant

Pose d'une manchette

Casse collecteur – 39 rue de la monnaie - Vendargues

Les interventions de curage préventif, d'inspection télévisée, de contrôle des branchements et désobstruction de réseaux et de branchements figurent dans la partie « La performance et l'efficacité opérationnelle ».

3.2.2. LES RENOUVELLEMENTS REALISES

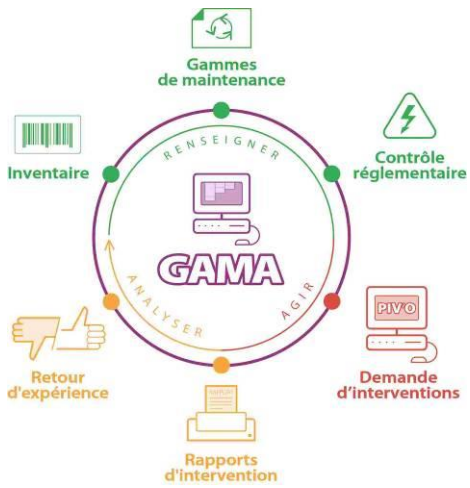
Le renouvellement des installations techniques du service est un aspect important de l'exploitation d'un service d'eau ou d'assainissement : il conditionne l'avenir de court et long termes du service et, sur un cycle de vie complet des installations, représente près de 10 % des coûts. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines…) ainsi que les équipements de réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : compteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

De façon générale, la sélection des équipements se base sur l'expérience des hommes de terrain, des experts métier, des équipes support, avec l'appui de plateformes de tests et de programmes de R&D, visant à retenir le meilleur rapport qualité/fiabilité/coût/durée de vie.

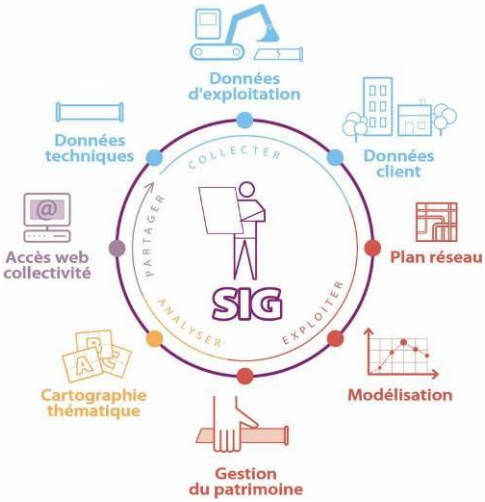
Le développement d'outils avancés de gestion du patrimoine a permis la gestion de plus de 2000 installations de dépollution, des 70.000 km de réseaux d'assainissement et des équipements associés. Si nécessaire, des outils de modélisation peuvent être utilisés pour dimensionner très précisément les installations lors de leur remplacement.



GAMA, le patrimoine installation

Notre logiciel de gestion des équipements, GAMA, permet de connaitre à tout moment l'inventaire du patrimoine et l'historique des interventions sur chacun des équipements, qu'il s'agisse des interventions d'exploitation, de maintenance, des contrôles réglementaires ou de sécurité. En fonction des opérations réalisées ou à venir, nos équipes sont alors en mesure de proposer des renouvellements.

GAMA fournit ainsi des informations objectives pour déterminer les meilleurs choix entre, par exemple, un renforcement de la maintenance d'un équipement sensible ou son remplacement total ou partiel.



Le SIG, le patrimoine réseau

Notre Système d'Information Géographique permet de connaitre à tout moment le patrimoine réseau et ses caractéristiques. Des éditions de plans et des extractions de données contribuent à évaluer l'état du réseau et décider des renouvellements à réaliser si besoin.

Le SIG rassemble les données techniques et d'exploitation nécessaires à la modélisation du fonctionnement du réseau. Il fournit aussi les informations utiles à l'établissement des plans prévisionnels de renouvellement des canalisations et des branchements.

→ *Installations et ouvrages de collecte*

Le renouvellement électromécanique réalisé en 2014 sur les ouvrages du contrat « périphérique MAERA » par Veolia Eau est présenté dans le tableau ci-dessous :

CAM PERIPHERIQUE MAERA RENOUVELLEMENT 2014

CAM PERIPHERIQUE MAERA RENOUVELLEMENT 2014

COMMUNE	SITE	EQUIPEMENT
CASTRIES	STEP Castries	ROUE PONT RACLEUR
CASTRIES	STEP Castries	AGITATEUR SILO
CASTRIES	STEP Castries	CAPTEUR US SILO A BOUES
CASTRIES	STEP Castries	POMPE POLYMERES DILUES
ST JEAN DE VEDAS	PR Mas de Grille	POMPE 2

COMMUNE	SITE	EQUIPEMENT
JACOU	PR Clément Ader	POMPE 2

CAM PERIPHERIQUE MAERA RENOVATION 2014

COMMUNE	SITE	EQUIPEMENT
CASTRIES	PR RN 110	ARMOIRE ELECTRIQUE (Sonde de niveau)

→ *Réseaux et branchements*

En 2014, Veolia Eau a réalisé 15 opérations de renouvellement ayant pour but direct de répondre aux problématiques d'exploitation

Le détail de ces opérations est porté dans le tableau suivant :

Date	Commune	Désignation Chantier	Adresse	Unité	DN	Linéaire
12/02/2014	CASTRIES	Renouvellement regard de branchement	92 Rue de la Tramontane	1	315	
27/05/2014	CASTRIES	Renouvellement regard de branchement	impasse du romarin	1	315	
11/09/2014	CASTRIES	Création regard de branchement	ancienne gare - rue de l'argile	1	315	
27/02/2014	JACOU	Renouvellement regard de branchement	impasse de la bastide	1	315	
28/02/2014	JACOU	Renouvellement branchement	20 rue simone signoret	1	160	
05/02/2014	ST JEAN DE VEDAS	Renouvellement branchement	2d et 4 rue tourtourel	2	160	6
14/02/2014	ST JEAN DE VEDAS	Création regard de branchement	14b rue des cades	1	315	

28/05/2014	ST JEAN DE VEDAS	Renouvellement regard de branchement	1 rue du petit parc	1	351	
01/07/2014	ST JEAN DE VEDAS	Renouvellement regard de branchement	1 allée des pins	1	315	
21/07/2014	ST JEAN DE VEDAS	Renouvellement regard de branchement	14 rue des peupliers	1	315	
07/03/2014	ST JEAN DE VEDAS	Renouvellement tampon fonte de regard de visite	14k rue fontaine hospital	1	800	
13/01/2014	VENDARGUES	Renouvellement branchement	21 rue des cistes	1	125	2,9
04/03/2014	VENDARGUES	Renouvellement branchement	13 rue marcel pagnol	1	160	3
21/03/2014	VENDARGUES	Renouvellement branchement	3 Rue de l'aficion	1	160	3,5

92 Rue de la Tramontane - Castries

3.2.3. LES TRAVAUX NEUFS REALISES

→ *Installations et ouvrages de collecte*

Travaux réalisés par le délégataire :

Il n'y a pas eu de travaux neufs sur les installations, sur le périmètre de ce contrat en 2014.

→ *Réseaux et branchements*

Canalisations	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Longueur totale du réseau (km)	234,5	232,7	-0,8%
Canalisations gravitaires (ml)	218 248	218 216	-0,0%
dont eaux usées (séparatif)	218 248	218 216	-0,0%
Canalisations de refoulement (ml)	16 224	14 442	-11,0%
dont eaux usées (séparatif)	16 224	14 442	-11,0%
Branchements	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Nombre de branchement s eaux usées séparatifs ou unitaires	11 368	11 411	0,38%
Ouvrages annexes	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Nombre de regards	6 478	6 478	0,0%

En 2014, Veolia Eau a réalisé 42 branchements neufs selon la répartition suivante :

Communes	**Nombre de branchements neufs réalisés**
Castries	5
Grabels	6
Jacou	4
Montferrier-sur-Lez	4
Saint Jean de Vedas	14
Vendargues	9

Les principales opérations réalisées par le délégataire figurent au tableau suivant :

Commune	**Adresse des travaux**	**Nombre de branchement**	**DN (en mm)**
CASTRIES	209 CHEMIN DE FONDESPIERRE	1	160
CASTRIES	101 IMPASSE DES CORNEILLES	1	160
CASTRIES	182 IMPASSE DES ECUREUILS	1	160
CASTRIES	5 AVENUE DE LA CAVE COOPERATIVE RES, CASTEL FLORA	1	200
CASTRIES	186 IMPASSE DES CORNEILLES DOMAINE DE VILLEMAGNE	1	160
GRABELS	ROUTE DE BEL AIR SCTION BL 59	1	160
GRABELS	ROUTE DE MONTPELLIER	1	200
GRABELS	RUE DE LA COLLINE	1	160
GRABELS	RUE DE FON DE COMBE	1	160
GRABELS	453 RUE DE LAS COUSTIERRASSAS	1	160
GRABELS	CH DE RICHAUDA	1	160
JACOU	8 RUE SAINT EXUPERY	1	160
JACOU	3 RUE DES GENETS	1	160
JACOU	ESPACE BOCAUD LOT N°5	1	160
JACOU	15 RUE DE L'HOTEL DE VILLE	1	160
MONTFERRIER SUR LEZ	556 RUE DES CARDONILLES	1	160
MONTFERRIER SUR LEZ	CHEMIN DE L'AYRE DES MASQUES	1	160
MONTFERRIER SUR LEZ	CHEMIN DE L'AYRE DES MASQUES PARCELLE AC 33	1	160
MONTFERRIER SUR LEZ	633 CHEMIN DES OLIVETTES VILLA N°2	1	160
SAINT JEAN DE VEDAS	AV DE LA LIBERATION NOUVELLE ZAC FACE ROQUE FAISSE	1	160
SAINT JEAN DE VEDAS	25 BIS RUE DES TOURTOURELS	1	160
SAINT JEAN DE VEDAS	23 BIS RUE DU PIOCH	1	160

SAINT JEAN DE VEDAS	69 ROUTE DE BEZIERS	1	160
SAINT JEAN DE VEDAS	7 RUE DES FRENES	1	160
SAINT JEAN DE VEDAS	6 RUE DES FRENES	1	160
SAINT JEAN DE VEDAS	4 RUE DES GENEVRIERS	3	160
SAINT JEAN DE VEDAS	RUE DONNAT	1	160
SAINT JEAN DE VEDAS	3 ALLE DU BOIS	2	160
SAINT JEAN DE VEDAS	36 RUE DES SIGALIES	1	160
SAINT JEAN DE VEDAS	30 Av G EORGES CLEMENCEAU	1	160
VENDARGUES	140 RUE DE LA GARENNE SYSTEME U PARC HERMES	1	160
VENDARGUES	RUE VIEILLE	2	160
VENDARGUES	20 ROUTE DE SOMMIERES	1	160
VENDARGUES	12 T RUE DU PEYROU	1	160
VENDARGUES	ZAC POMPIDOU LOT 187 B	1	160
VENDARGUES	350 RUE DE LA GARENNE ZI DU SALAISON	1	160
VENDARGUES	RUE DE L'OLIVETTE LOCAL OM	1	160
VENDARGUES	RUE DE LA GARENNE ZI DU SALAISON	1	160

3.3. Les recommandations de Veolia sur les évolutions à prévoir

L'expertise développée par Veolia permet soit d'apporter les conseils à la Collectivité utiles à l'établissement de ses priorités patrimoniales, soit d'optimiser le renouvellement dont elle a la charge dans une perspective de gestion durable du service.

La Collectivité pourra être conseillée afin d'avoir une vision d'ensemble sur le patrimoine et ainsi les évolutions à apporter pour une bonne adaptation du service public de l'eau.

→ ***La situation des biens***

COMMUNE	INSTALLATIONS	LOCALISATION	ETAT	ACTIONS
CASTRIES	PR CANDINIERES	Pompage	Fonctionnement correct mais état vétuste.	Pompes à installer sur pied d'assises.
CASTRIES	PR LA CADOULE		Fonctionnement correct mais état vétuste.	Poste vétuste dans son ensemble.
CASTRIES	STEP	Poste de relevage bassin d'orage	Fonctionnement correct	Adapter les pieds d'assise pour homogénéisation du matériel
CASTRIES	STEP	Prétraitement	Dégraisseurs : fonctionnement correct Dégrilleur rotatif : fonctionnement correct	Tous les refus vont dans la même benne ce qui posera à court terme des problèmes pour la destination des refus
CASTRIES	STEP	Filtre à bandes	Etat vétuste Fonctionnement préoccupant Capacité de traitement réduite	Un entretien et un remplacement régulier de certains organes sont nécessaires
CASTRIES	STEP	Armoires électriques	Etat vétuste	Remise en état partielle à prévoir. Le remplacement des organes défectueux se fait au fil de l'eau.
CASTRIES	STEP	Etat général	Problème vieillissement du génie civil.	Des fissures importantes apparaissent sur les murs du bâtiment d'exploitation. Après une inspection commune réalisée avec le maitre d'ouvrage, les fissures du bâtiment d'exploitation semblent stabilisés, et superficielles dans le local.
GRABELS	PR GRABELS MOSSON	pompage		Saturation du PR en temps de pluie
MONTFERRIER SUR LEZ	PR PEUGEOT	Pompage	Capacité insuffisante	En temps de pluie, ouverture du tampon en amont du PR par client car saturation collecteur,

				et saturation du PR.
MONTFERRIER SUR LEZ	PR PIDOULE	Pompage	Capacité insuffisante	Saturation du PR en temps de pluie.
St JEAN de VEDAS	PR CONDAMINE	Accessibilité		Difficulté d'accessibilité à la chambre de vannes située sur trottoir.
St JEAN de VEDAS	PR MARQUEROSE	Accessibilité		Difficulté d'accessibilité au poste par camion du fait d'un portail trop étroit.
St JEAN de VEDAS	PR SIGALIES	Accessibilité		Compteur EDF sur voirie à protéger des véhicules qui l'endommagent fréquemment.
St JEAN de VEDAS	PR MARCEL DASSAULT	Accessibilité		Dangerosité de l'accès aux trappes, projet CAM de daller la surface du PR resté en suspens
St JEAN de VEDAS	PR ZAC MARCEL DASSAULT	Accessibilité		Suite à l'implantation des entreprises dans la zone, pose d'enrochement sur le chemin d'accès créant des difficultés d'accès aux véhicules d'intervention, et ravinement du terrain des entreprises vers le poste.
St JEAN de VEDAS	PR MARCELLIN	Accessibilité		Poste situé en bord de route dangereux d'accès pour les interventions

→ *Insuffisances et propositions d'amélioration*

La liste des observations sur le réseau d'assainissement est présentée ci-dessous :

- **CASTRIES** – Liaison rue du Vieux Puits et RN 110 : Ce réseau de collecte est inaccessible. La création d'un accès est à étudier.
- **GRABELS** – Le Rieumassel : le recalibrage à venir du cours d'eau nommé "le Rieumassel" sur la commune de Grabels impacte le réseau EU existant situé dans le lit de ce ruisseau. La traversée du ruisseau comporte un important flash (de façon générale, le tronçon comporte quelques flashs avec contre pente et des intrusions de racines). La globalité du tronçon pose la difficulté de son accès. Ce réseau a été complétement découvert lors des évènements pluvieux du 07 octobre 2014.

- **GRABELS** – Rue du Rio : le lotissement du Rio se jette dans le Rieumassel et pose des problèmes liés à l'intrusion de racines.

- **GRABELS** – Rue des Aphyllantes : ce réseau a fait l'objet d'une Inspection Télévisuelle mettant en évidence de nombreuses contre-pentes.
- **GRABELS** – Rue des Lavandins : ce réseau est sujet à 'intrusion de racines. Il a fait l'objet d'une Inspection Télévisuelle.
- **GRABELS** – Berges de la Mosson : le réseau qui longe la Mosson sur la commune de Grabels pose, de façon générale, un problème d'accès. Ce réseau a été complétement découvert lors des évènements pluvieux du 07 octobre 2014

- **JACOU** – Collecteur de « La Mayre » : une partie de ce réseau de collecte est inaccessible. La création d'un accès est à étudier, notamment sur la partie se trouvant au niveau du parc Boccaud.
- **MONTFERRIER SUR LEZ** – Route de Mende : ce réseau présente de nombreuses intrusions de racines. ITV réalisée.
- **MONTFERRIER SUR LEZ** – Chemin neuf : ce réseau présente de nombreuses intrusions de racines. ITV réalisée + réparation avec manchettes (2014)
- **SAINT-JEAN-DE VEDAS** – Route de Béziers : ce réseau, situé en point bas, est saturé par temps de pluie. Il fait l'objet d'un curage préventif régulier.
- **SAINT-JEAN DE VEDAS** – Allée de la Condamine : présence de racines dans plusieurs cheminées.
- **SAINT-JEAN-DE VEDAS** – Rue des Peupliers : ce réseau fait l'objet de nombreuses contre-pentes qui obligent un nombre plus important d'intervention préventive pour éviter tout engorgement.
- **SAINT-JEAN-DE VEDAS** – Route de Saint-Jean- de Védas vers Lattes : ce réseau à fait l'objet d'une Inspection Télévisuelle qui met en évidence le très mauvais état du tuyau.
- **SAINT-JEAN-DE VEDAS** - Aval rue Font de l'Hôpital : ce réseau alimenté par les postes de relevage des Près et celui de Marquerose est sujet aux attaques d'H2S. Les cheminées présentent un viellissement prématuré (béton + fonte). Le réseau en PVC reste en bon état. De plus, ce réseau est difficillement accessible en camion sur un long tronçon (ronciers…).
- **SAINT-JEAN DE VEDAS** – zone de la Lauze : le réseau en provenance de la rue Jean Mermoz est en partie inaccessible (aval bassin de rétention). Suite à trois réparations en 2013, le renouvellement du refoulement est à étudier
- **VENDARGUES** – Liaison RN 113 et ancienne station d'épuration : ce réseau est inaccessible par temps de pluie (réseau situé en bordure de champs). La création d'un accès convenable est à étudier.
- **VENDARGUES** – Réseau longeant la voie ferrée (Zone Industrielle) : ce réseau est inaccessible et son entretien impossible. La création d'un accès est à étudier.

3.4. Les indicateurs de suivi du patrimoine

Branchements, réseaux, postes de relèvement, usines de dépollution, installations de traitement des boues, bâtiments…, constituent un patrimoine physique et financier considérable pour la Collectivité.

Dans le cadre d'une responsabilité partagée – selon le cadre défini par le contrat - une démarche de gestion durable et optimisée de ce patrimoine est mise en œuvre afin de garantir le maintien en bon état des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance du patrimoine et d'un système d'information géographique. L'analyse de ces données permet d'apporter à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état. Veolia est à même de procéder au bon moment aux arbitrages entre réparation et renouvellement, et de proposer à la Collectivité, pour les opérations à sa charge, les éléments justifiant les priorités en matière de travaux d'investissement et de renouvellement.

3.4.1. INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RESEAUX ET SYNTHESE DES OPERATIONS REALISEES [P202.2]

La loi de Grenelle 2 s'inscrit dans le plan national d'adaptation au changement climatique de 2011.

Rappels des obligations réglementaires issues de la loi Grenelle 2

Le décret du 27 janvier 2012 (« limitation des pertes en eau sur les réseaux ») précise qu'à l'échéance initiale du 31 décembre 2013, les collectivités doivent avoir établi un descriptif détaillé des réseaux d'eau et d'assainissement.

L'article 36 de la loi de finances rectificative du 29 décembre 2014 reporte au 31 décembre 2014 (et non plus au 31 décembre 2013) l'échéance à laquelle les collectivités doivent avoir établi le descriptif détaillé de leurs réseaux et précise les conditions à satisfaire par le service pour que, le cas échéant, évite le doublement de la redevance prévu au décret du 27 janvier 2012.

L'arrêté du 2 décembre 2013 (JO du 19 décembre 2013) assure l'articulation entre l'obligation de réaliser un descriptif détaillé introduite par le décret du 27 janvier 2012 et l'arrêté du 2 mai 2007 sur le Rapport sur le Prix et la Qualité du Service à travers un nouveau barème sur 120 points de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (précédent barème sur 100 points). Pour s'assurer que le service dispose du descriptif détaillé, l'indice devra atteindre un total de 40 points sur les 45 premiers points accessibles.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale

Calculée sur le barème de 120 points, la valeur de cet indice P202.2 pour l'année 2014 est de :

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	2013	2014
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux	30	30

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	Valeur si pas de seuil	Valeur officielle
ICGPR Existence d'un plan des réseaux	10	10
ICGPR Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5
ICGPR Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	15

ICGPR Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	0	0
ICGPR Existence information géographique précisant altimétrie canalisations	0	0
ICGPR Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	0
ICGPR Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	0
ICGPR Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux	0	0
ICGPR Localisation des autres interventions	10	0
ICGPR Définition mise en oeuvre plan pluriannuel enquête et auscultation réseau	0	0
ICGPR Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	0	0
Total:	60	30

Il n'atteint pas le seuil des 40 points. En conséquence, le service ne peut prétendre disposer du descriptif détaillé tel qu'exigé par le décret « pertes en eau » du 27 janvier 2012.
En conséquence, un plan d'actions est à mettre en œuvre pour que :

- D'une part, la valeur de l'indice atteigne la valeur seuil de 40 points afin que le service dispose durablement du descriptif détaillé ;
- D'autre part, le service puisse bénéficier des points additionnels compris entre les cotations 45 et 120 points du nouveau barème en vigueur ; points additionnels d'ores et déjà accessibles pour le service mais non comptabilisables compte-tenu de la toute nouvelle réglementation.

Ce plan d'action qui n'a pu être mis en œuvre en 2013 du fait de la publication tardive de l'arrêté du 2 décembre 2013 (JO du 19 décembre 2013, au regard d'une échéance fixée au 31 décembre 2013) visera à compléter l'inventaire des canalisations par des informations relatives à leur date de pose (à défaut, leur période de pose) et/ou à leur matériau et diamètre. Les modalités d'accès aux informations à recueillir, ou la confirmation de celles partielles disponibles mais sujettes à de fortes incertitudes, seront à définir selon l'historique des informations dont dispose vos services. A titre d'exemple, la période de pose des canalisations peut être indirectement identifiée par le biais des phases successives d'urbanisation du territoire.

Dans le cadre de sa mission de délégataire du service, VEOLIA procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses missions et interventions ainsi que les informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.

3.4.2. TAUX MOYEN DE RENOUVELLEMENT DES RESEAUX [P253.2]

Pour l'année 2014, le taux moyen de renouvellement des réseaux **[P253.2]** est de 0,07 %. Le tableau suivant permet à la collectivité de calculer le taux moyen de renouvellement des réseaux d'assainissement, en ajoutant aux valeurs de la longueur renouvelée par le délégataire (ml), le linéaire renouvelé sous sa maîtrise d'ouvrage, en moyennant sur 5 ans et en divisant par la longueur totale du réseau :

Canalisations	**2013**	**2014**
Taux moyen de renouvellement des réseaux (%)	**0,07**	**0,07**
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchement (ml)	234 472	234 521

4.

LES ENGAGEMENTS DE VEOLIA

4.1. Les services aux clients

Une relation multiple est proposée aux clients du service de l'eau. Afin d'offrir plus de conseils, plus d'informations et aussi plus de réactivité dans le cas de situations exceptionnelles, des points de contact variés et complémentaires sont accessibles aux clients :

Les services proposés aux clients sont donc l'accueil de proximité, le Centre d'appel, le choix des différents modes de paiement, les propositions de rendez-vous dans une plage horaire définie et limitée à deux heures.

Tout incident sur le service d'assainissement est pris en compte rapidement de manière à perturber le moins possible les usagers du service. Toute interruption importante du service donne lieu à une intervention d'un technicien :

- au préalable, dans le cas d'opérations programmées dans les deux heures en zone urbaine
- dans les quatre heures en zone rurale, lorsqu'il s'agit d'interventions accidentelles.

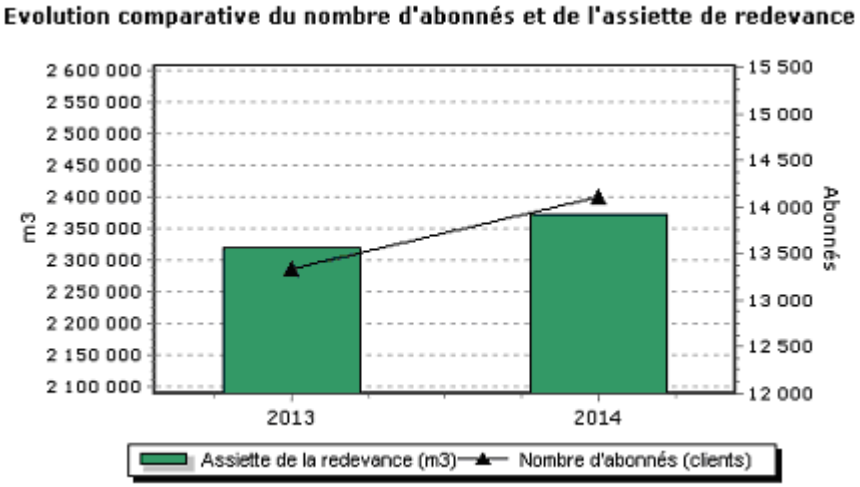
En cas de crise, nous avertissons les clients concernés via un système d'alerte téléphonique.

4.1.1. LES CLIENTS DU SERVICE ET LEUR CONSOMMATION

→ *Les abonnés du service et l'assiette de la redevance*

Le nombre d'abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens du décret du 2 mai 2007, et le nombre d'habitants desservis **[D201.0]** figurent au tableau suivant :

	2013	2014	N/N-1
Nombre d'abonnés (clients) desservis	**13 326**	**14 114**	**5,9%**
Abonnés sur le périmètre du service	13 326	14 114	5,9%
Assiette de la redevance (m3)	**2 319 535**	**2 372 198**	**2,3%**
Effluent collecté sur le périmètre du service	2 319 535	2 372 198	2,3%
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	**35 494**	**36 196**	**2,0%**



Les données par commune:

CASTRIES	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	5 832	5 927	1,6%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	2 219	2 288	3,1%
Assiette de la redevance (m3)	321 611	361 446	12,4%
GRABELS	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	6 521	6 654	2,0%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	1 855	2 132	14,9%
Assiette de la redevance (m3)	381 571	326 664	-14,4%
JACOU	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	5 015	5 313	5,9%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	2 258	2 329	3,1%
Assiette de la redevance (m3)	355 968	356 293	0,1%
MONTFERRIER SUR LEZ	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	3 509	3 548	1,1%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	1 085	1 309	20,6%
Assiette de la redevance (m3)	270 968	266 164	-1,8%
SAINT JEAN DE VEDAS	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	8 960	8 875	-0,9%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	3 480	3 579	2,8%
Assiette de la redevance (m3)	595 179	590 645	-0,8%
VENDARGUES	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	5 657	5 879	3,9%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	2 429	2 477	2,0%
Assiette de la redevance (m3)	394 238	470 986	19,5%

L'assiette de la redevance correspondant à la réception d'effluents en provenance d'autres services se détaille de la façon suivante :

→ *Les principaux indicateurs de la gestion clientèle*

	2013	2014	N/N-1
Nombre d'interventions avec déplacement chez le client	2 237	2 100	-6,1%
Nombre annuel de demandes d'abonnement	553	637	15,2%
Taux de mutation	4,2 %	4,5 %	7,1%

4.1.2. LA SATISFACTION DES CLIENTS

Pour adapter les services proposés aux abonnés et aux habitants, Veolia réalise un baromètre semestriel de satisfaction.

Il porte à la fois sur :

- la qualité de la relation avec l'abonné : accueil par les conseillers du Centre d'appel, par ceux de l'accueil de proximité,…
- la disponibilité et la ponctualité des équipes d'intervention clients : respect des plages de rendez-vous,
- la qualité de l'information adressée aux abonnés.

Les résultats pour notre Région en décembre 2014 sont :

	2014
Satisfaction globale	92,40
La continuité de service	95,42
Le niveau de prix facturé	55,08
La qualité du service client offert aux abonnés	86,94
Le traitement des nouveaux abonnements	88,75
L'information délivrée aux abonnés	75,44

Des indicateurs de performance permettent d'évaluer de manière objective la qualité du service rendu au client :

→ *Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers [P251.1]*

En 2014, le taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers est de 0,00u/ 1000 abonnés.

→ *Taux de réclamations écrites [P258.1]*

En 2014, le taux de réclamations écrites **[P258.1]** pour votre service est de 0,00/ 1000 abonnés.

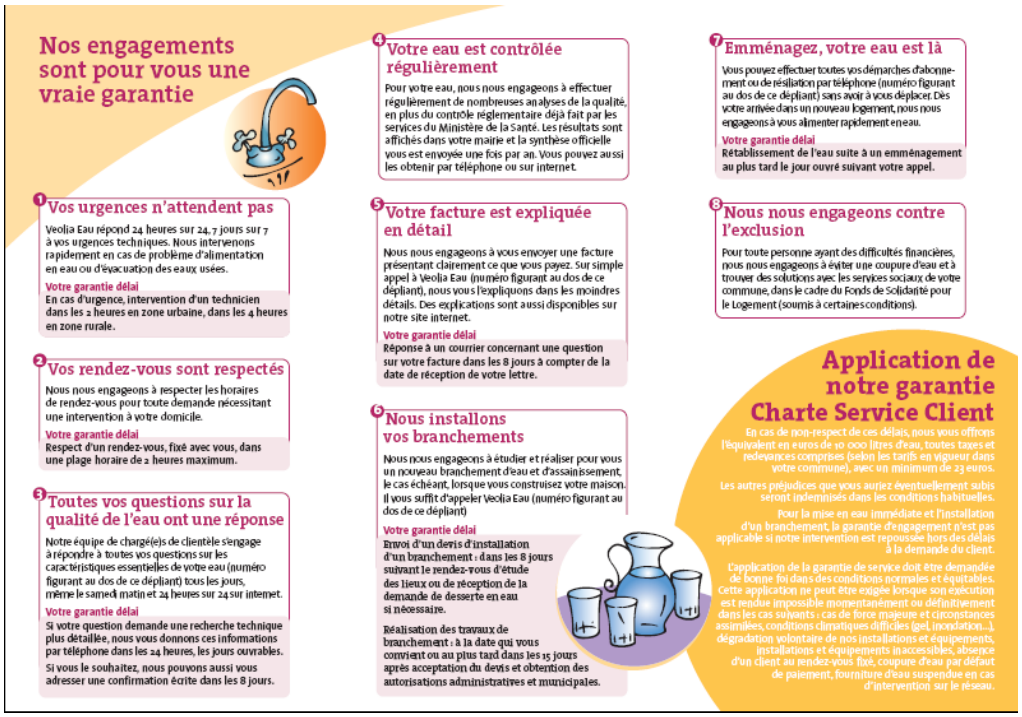
→ *Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente [P257.0]*

Le taux d'impayé est de 0,10 **%.** Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année 2014 sur les factures émises au titre de l'année précédente.

	2013	2014
Taux d'impayés	**0,03 %**	**0,10 %**
Montant des impayés au 31/12/N en € TTC (sur factures N-1)	770	2 765

→ *La charte Eau +, les engagements de Veolia*

Les engagements de service auprès des abonnés du service public sont formalisés dans une Charte. Elle regroupe les huit engagements pris pour apporter chaque jour aux habitants un service public de qualité.



En cas de non-respect de la Charte, Veolia offre à l'abonné l'équivalent de 10 m^3 d'eau. . Le nombre d'indemnisations charte accordées en 2014 s'élève à : **0**

4.1.3. L'ACCES AUX SERVICES ESSENTIELS

Assurer l'accès de tous au service public est une priorité pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

- Urgence : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation, mandat-compte sans frais,…) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau.
- Accompagnement : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées pour faciliter l'accès à l'eau.
- Assistance : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré du Fonds de Solidarité Logement départemental.

→ *Montant des abandons de créance et total des aides accordées [P207.0]*

Le montant des créances abandonnées par Veolia au titre du Fonds de Solidarité Logement pour le département de l'Hérault s'élève à 26 603 € pour l'année 2014.

Le conseil départemental a décidé d'utiliser cette enveloppe chronologiquement en fonction de la date de traitement des dossiers d'aide jusqu'à épuisement du solde.

Le tableau ci-dessous donne le montant des créances abandonnées au titre du contrat :

	2013	2014
Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité par le délégataire (€)	143,47	2,38
Assiette totale (m3)	2 319 535	2 372 198

Ces éléments permettent à la Collectivité de calculer l'indicateur du décret **[P 207.0]**, en ajoutant à ce montant ses propres versements et en divisant par l'assiette de la redevance.

	2013	2014
Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année	125	152

4.2. Les équipes et moyens au service du patrimoine

4.2.1. UNE ORGANISATION REACTIVE

Des moyens nationaux, régionaux et locaux sont mobilisés pour vous apporter toute leur expertise et garantir une haute performance de service dans le domaine de l'eau.

→ *Les fonctions support : des services experts*

Chaque Direction Régionale de Veolia dispose de services experts dans les domaines de :

- la clientèle
- la maîtrise technique et l'aide à l'exploitation
- la qualité, la sécurité et l'environnement
- les ressources humaines et la formation
- la finance
- l'informatique technique et de gestion
- la communication
- la veille juridique et réglementaire.

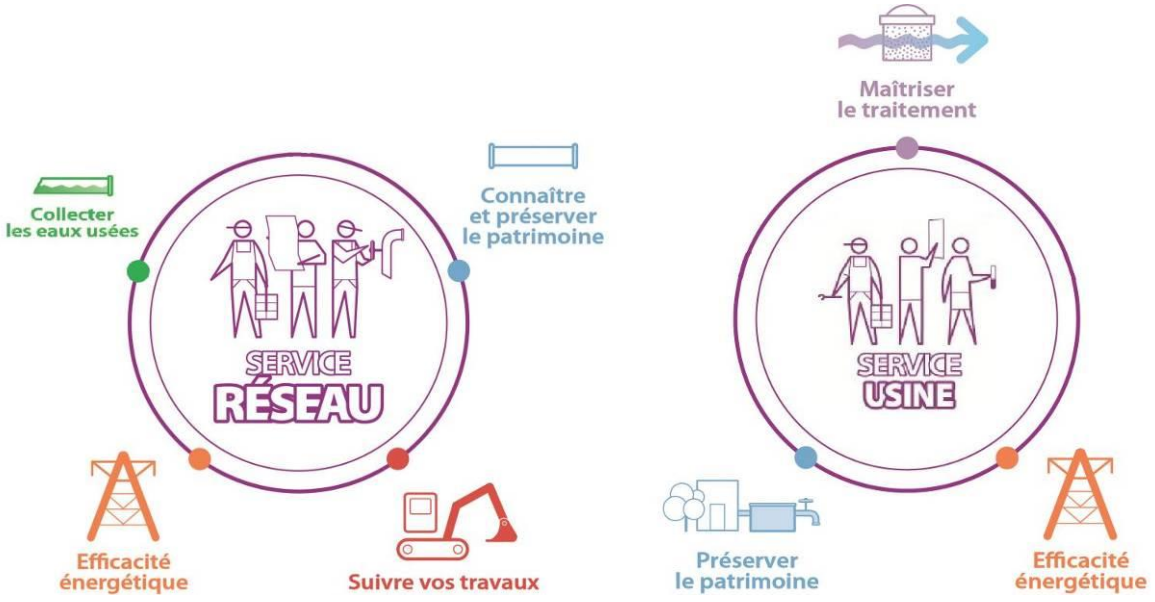
Garante de la bonne exécution des contrats de gestion déléguée, la Direction Régionale, en lien avec la Direction Nationale, détermine les orientations et les objectifs de performance durable tout en améliorant la qualité du service.

→ *L'organisation locale : mettre nos compétences au plus près du terrain*

En 2012, Veolia a développé une nouvelle vision métier en organisant ses compétences au plus près du terrain.

Deux filières métiers ont été créées :

- une filière dédiée à la clientèle,
- une filière exploitation structurée autour de services réseaux et usines, eau et assainissement,



Afin de renforcer la proximité avec vos équipes, un Responsable de Contrat permet à votre Collectivité de disposer d'un interlocuteur dédié. Il répondra à toutes vos questions et est garant de la qualité de notre reporting.

→ *L'organisation de l'astreinte*

Le service d'astreinte peut être mobilisé sur simple appel au Centre d'appel.

Le numéro de l'astreinte sur votre territoire est : **0 969 323 552**
A ce numéro, 7 jours/7 et 24h/24, un interlocuteur est à votre disposition pour prendre en charge toute demande d'intervention ou pour vous renseigner sur la nature et la localisation des incidents en cours de réparation sur votre commune.

4.2.2. DES MOYENS GARANTS DE LA PERFORMANCE

→ *Les outils informatiques d'exploitation :*

Nous utilisons des applications informatiques adaptées à nos besoins, pour l'ensemble de nos tâches d'exploitation :

- La gestion patrimoniale du réseau
- La maintenance des équipements électromécaniques
- Le Système d'Information Géographique (SIG)
- La télésurveillance et la télégestion des installations
- L'autosurveillance de la qualité des rejets
- Le diagnostic permanent du réseau
- La planification et le suivi des interventions terrain
- La gestion clientèle

→ *Les bureaux mobiles :*

Les techniciens de terrain disposent de Smartphones, tablettes graphiques ou Netbook (mini ordinateurs portables).

Sur ces « bureaux mobiles », ils peuvent :

- Accéder à des informations techniques, à leur planning d'intervention ou encore la procédure de maintenance d'un équipement,
- Etre alertés d'un dysfonctionnement, notamment par notre application de télésurveillance
- Agir à distance, par exemple, en modifiant la consigne d'un équipement télégéré (ouverture d'une vanne, régulation du débit d'une pompe…)
- Alimenter à tout moment et en tout lieu nos applications informatiques. Ils saisissent directement un rapport d'intervention, signalent un dysfonctionnement non urgent nécessitant une action corrective.

Ces outils renforcent leur réactivité. Ils facilitent les opérations de maintenance et le reporting.

4.2.3. LA CERTIFICATION DU SERVICE

L'intégralité des périmètres opérationnels de Veolia est certifiée ISO 9001. La majeure partie des activités en France est également certifiée ISO 14001.

Cette action a été concrétisée dans le département de l'Hérault par l'obtention des certificats selon la norme ISO 14001 sur les sites suivants :

- Production d'eau potable Source du Lez et usine François Arago en 2007,
- Production d'eau potable Source d'Issanka et usine du quai des Moulins à Sète en 2011,
- Système de collecte et de traitement des eaux usées de Lunel en 2005,
- STEP Maera et son émissaire en mer en 2007,
- STEP de Mireval en 2009 étendu au réseau de collecte des eaux usées de Mireval en 2011,
- STEP de Baillargues St Brès en 2012.

Parallèlement à cette certification, VEOLIA EAU a souhaité s'investir, dans le département de l'Hérault, en matière de systèmes de management de l'énergie, par l'obtention du certificat selon la norme ISO 50001 sur le site suivant :

- STEP de Baillargues St Brès en 2013.

VEOLIA EAU détient par ailleurs les premiers certificats OSHAS 18001 et ILO-OSH 2001 de la profession qui concernent le système de management de la santé et de la sécurité du personnel.

ISO 9001 BUREAU VERITAS Certification

ISO 50001 BUREAU VERITAS Certification

ISO 14001 BUREAU VERITAS Certification

4.3. L'empreinte environnementale

Le développement d'outils adaptés permet d'évaluer de manière pertinente l'empreinte carbone et l'empreinte eau des services publics de l'eau. Chaque évaluation donne lieu à un plan d'actions visant à limiter les impacts et à réduire l'empreinte du service.

Veolia s'est également engagée dans la cotation développement durable de certains services publics d'eau et d'assainissement afin de mesurer l'efficacité de ses actions au regard d'une performance globale. La direction technique et performance consolide l'ensemble des Reporting et peut si la collectivité le souhaite calculer des indicateurs spécifiques tels que le Water Impact Index.

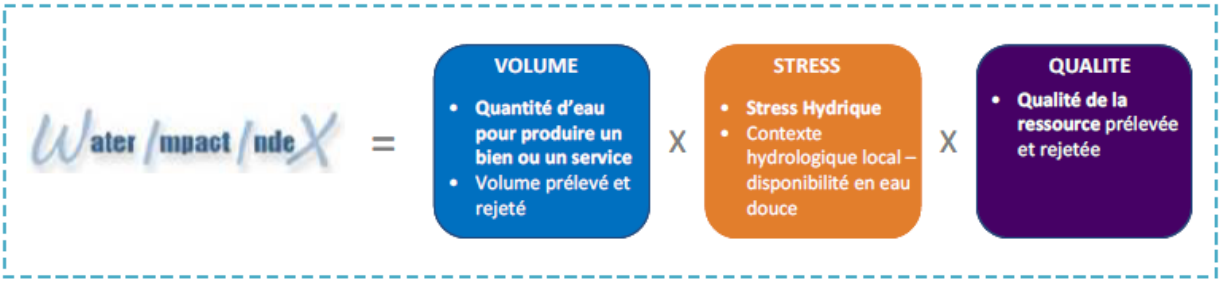
FOCUS

Le Water Impact Index

Le WIIX (Water Impact IndeX) est l'indicateur d'empreinte eau que nous avons développé pour évaluer l'impact de nos activités sur la ressource « eau ». Le WIIX prend en compte l'ensemble des prélèvements et des rejets d'eau directs et indirects dans le milieu naturel.

Il permet d'évaluer l'impact d'une activité sur la disponibilité des ressources en eau. Le Water Impact IndeX prend en compte la quantité d'eau utilisée et également sa qualité et le stress hydrique local.

Compatible avec la norme ISO 14046, le WIXX permet d'identifier si l'empreinte eau est générée directement par le service ou si elle se situe en amont (énergie et réactifs consommés) ou en aval (traitement des déchets)



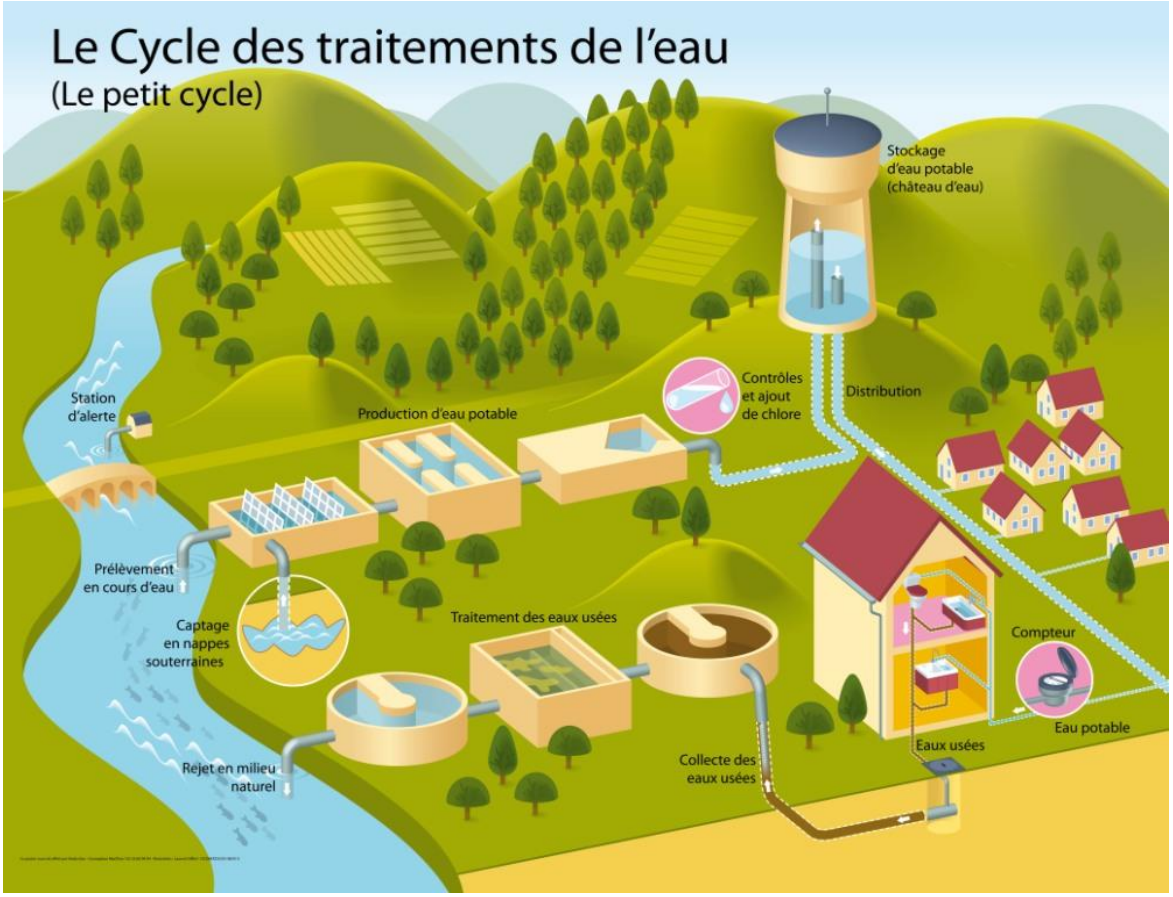
4.3.1. LA PROTECTION DU MILIEU NATUREL

RESPONSABILITÉ

Protéger l'eau, c'est d'abord collecter les eaux usées et les dépolluer. Le bon fonctionnement de ces installations contribue à protéger la qualité des milieux aquatiques et des ressources en eau.

De nombreuses actions en matière de préservation des cours d'eau et de protection de la faune et de la flore aquatique ont été initiées. Des campagnes de mesures biologiques sont menées chaque année sur de nombreuses rivières afin de surveiller l'impact des rejets des stations d'épuration sur le milieu naturel.

La protection des ressources passe aussi par la lutte contre les pollutions chroniques ou accidentelles. Pour ce faire, des modélisations évaluant les risques de pollution sont réalisées afin de mettre en place des programmes de protection adaptés.



4.3.2. L'ENERGIE

Un véritable management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre. La performance énergétique des équipements est prise en compte dans leur renouvellement. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

→ ***Bilan énergétique du patrimoine***

	2013	2014	N/N-1
Energie consommée (kWh)	**543 887**	**560 879**	**3,1%**
Usine de dépollution	323 826	303 600	-6,2%
Poste de refoulement	220 061	257 279	16,9%

Le tableau détaillé du Bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe 6.2.

4.3.3. LES REACTIFS

Selon les cas, le choix du réactif est établi de façon à optimiser le traitement :

- Assurer un rejet au milieu naturel de qualité conforme à la réglementation
- Réduire les quantités de réactifs à utiliser

→ *La consommation de réactifs*

Réactifs consommés	Réactifs	2012	2013	2014
Usine de dépollution Castries	Chlorure ferrique	11,442 Tonnes	9,487 Tonnes	9,445 Tonnes
Usine de dépollution Castries	Polymères	2 095 kg	1 980 kg	1 820 kg
Postes de refoulement	Nitrate de Calcium	126,3 Tonnes	72,9 Tonnes	80,2 Tonnes

La quantité de nitrate de calcium injectée dans les réseaux a augmenté de 10 % en 2014. Ce réactif est utilisé pour limiter la formation de sulfures dans les réseaux, à l'origine des nuisances olfactives. Cette problématique a fait l'objet d'un traitement spécifique dans le cadre d'un plan d'amélioration de la qualité de MAERA.

Usine de dépollution - File Eau

CASTRIES	2012	2013	2014	N/N-1
Chlorure ferrique (kg)	11 442	9 487	9 445	-0,4%

4.3.4. LA VALORISATION DES BOUES ET DES SOUS-PRODUITS

Depuis longtemps, la valorisation des boues d'épuration en engrais agricole est privilégiée. Cette solution présentant parfois des limites en termes d'acceptabilité et d'équilibre économique, Veolia a choisi de rester sur la voie de la valorisation en utilisant les boues, non plus seulement comme un engrais direct, mais aussi comme biomasse. La valorisation de cette biomasse sous forme d'énergie dans la production de biogaz ou sous forme de bio-polymères ou de bio-plastiques est une véritable avancée.

Les boues du traitement

→ *L'identification et la conformité des filières d'évacuation des boues*

Volumes par destination :

Boues évacuées

CASTRIES	Produit brut (t)	Matières sèches (t)	Siccité (%)	Destination (%) *
Compostage norme NF	606,3	90,1	14,86 %	100,00 %
Total	**606,3**	**90,1**	**14,86 %**	**100,00 %**

* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration

Cet indicateur permet d'évaluer l'efficacité de dépollution des usines (extraction et concentration de la pollution de l'effluent traité), hors effet de stock. Il s'exprime en tonnage de matières sèches.

	2013	2014
Boues évacuées (Tonnes de MS)	**91,5**	**90,1**
CASTRIES	91,5	90,1

Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes [P206.3]

Une filière est dite « conforme » si la filière de traitement est déclarée ou autorisée selon sa taille et si le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur. Cet indicateur constitue le pourcentage de boues évacuées selon une filière conforme. Les refus de dégrillage et les boues de curage ne sont pas pris en compte.

	2013	2014
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)	**100**	**100**
CASTRIES	100	100

Les sous-produits du traitement

→ *L'identification et la conformité des filières d'évacuation des sous-produits*

CASTRIES

SOUS PRODUITS EVACUES	Refus de dégrillage (t)	Sables (t)	Graisses (m3)
Incinération	10,7		

4.4. Veolia, acteur économique et social du territoire

4.4.1. LA FORMATION ET LA SECURITE DES PERSONNES

La formation et la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences est au centre de la politique des ressources humaines.

Veolia est ainsi la seule entreprise de services en France à disposer de Campus dédiés aux métiers de l'environnement. Chaque année, ces Campus dispensent plus de 210 000 heures de formation aux salariés de l'entreprise.

En matière de sécurité, chaque salarié dispose des équipements de protection individuelle nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Des actions de sensibilisation sont menées dans toutes les unités opérationnelles pour promouvoir un comportement la sécurité au travail. L'évaluation annuelle de managers de Veolia intègre les résultats de l'entité dont ils ont la responsabilité.

4.4.2. LES RELATIONS AVEC LES PARTIES PRENANTES

Une implication forte dans les territoires d'intervention est essentielle. Cela se traduit dans votre collectivité par l'implication des équipes de la direction locale afin de :

- Mettre en place des actions favorisant l'emploi local,
- Participer à la vie associative
- Soutenir financièrement, ou par le biais de mécénat de compétences, des actions dynamisant la vie locale.

Ces actions s'inscrivent en complément des projets soutenus par la Fondation Veolia Environnement.

FOCUS

Veolia Force

La Fondation Veolia Environnement consacre chaque année des moyens importants au soutien de projets d'intérêt général porteurs de développement local, partout dans le monde.

Elle œuvre notamment en faveur de l'insertion professionnelle des plus démunis et des plus vulnérables, en soutenant des initiatives sociales locales parrainées par des collaborateurs du Groupe.

Sur la base du volontariat, 500 de nos collaborateurs interviennent partout dans le monde après une catastrophe, pour améliorer les conditions de vie des plus démunis ou encore pour apporter une aide d'urgence aux populations exposées à des crises majeures.

5.

Le Rapport financier du service

5.1. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2005-236 du 14 mars 2005, codifié à l'article R 1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

→ *Le CARE*

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières »

(Données en €)

VEOLIA Eau - REGION 04

Veolia Eau - Compagnie Générale Des Eaux **Assainissement**

Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation
Année 2014
(en application du décret du 14 mars 2005)

Collectivité : J3601 **Communauté d'Agglomération de Montpellier / Secteur Périphérique de Maera**

LIBELLE		2013	2014	Ecart en %
PRODUITS		**3 050 337**	**2 824 540**	**-7,40 %**
Exploitation du service		822 257	406 926	
Collectivités et autres organismes publics		2 045 463	2 298 150	
Travaux attribués à titre exclusif		150 351	117 988	
Produits accessoires		32 266	1 476	
CHARGES		**3 176 727**	**3 012 405**	**-5,17 %**
Personnel		447 659	253 606	
Energie électrique		62 603	65 869	
Produits de traitement		28 611	38 936	
Analyses		4 494	1 777	
Sous-traitance, matières et fournitures		332 681	204 919	
Impôts locaux et taxes		39 546	8 754	
Autres dépenses d'exploitation	Télécommunication, poste et télégestion	21 436	3 887	
	Engins et véhicules	35 638	20 043	
	Informatique	32 531	3 661	
	Assurances	6 710	753	
	Locaux	23 527	2 690	
	Autres	-46 083	8 526	
Contribution des services centraux et recherche		58 388	8 690	
Collectivités et autres organismes publics		2 045 463	2 298 150	
Charges relatives aux renouvellements	Fonds contractuel (Renouvellements)	56 542	56 647	
Charges relatives aux investissements	Programme contractuel (Investissements)	460	467	
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement		26 521	35 030	
RESULTAT AVANT IMPOT		**-126 390**	**-187 865**	**-48,64 %**
RESULTAT		**-126 390**	**-187 865**	**-48,64 %**

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006

→ *L'état détaillé des produits*

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE.

Données en €

Les principales évolutions des produits et des charges sont les suivantes :

VEOLIA Eau - REGION 04

Veolia Eau - Compagnie Générale Des Eaux **Assainissement**

Etat détaillé des produits (1)
Année 2014

Collectivité : J3601 **Communauté d'Agglomération de Montpellier / Secteur Périphérique de Maera**

LIBELLE	2013	2014	Ecart en %
Recettes liées à la facturation du service	782 854	392 773	-49,83 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations sur consommations)	*535 578*	*629 517*	
dont variation de la part estimée sur consommations	*247 275*	*-236 745*	
Subvention d'exploitation des stations de dépollution	39 404	14 153	NS
Exploitation du service	**822 257**	**406 926**	**NS**
Produits : part de la collectivité contractante	1 888 414	2 180 576	15,47 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations sur consommations)	*1 904 212*	*2 260 905*	
dont variation de la part estimée sur consommations	*-15 798*	*-80 329*	
Redevance Modernisation réseau	157 049	117 574	-25,14 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations sur consommations)	*153 786*	*119 718*	
dont variation de la part estimée sur consommations	*3 263*	*-2 144*	
Collectivités et autres organismes publics	**2 045 463**	**2 298 150**	**12,35 %**
Produits des travaux attribués à titre exclusif	**150 351**	**117 988**	**-21,52 %**
Produits accessoires	**32 266**	**1 476**	**NS**

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimales, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

5.2. Le patrimoine du service

→ *Variation du patrimoine immobilier*

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

→ *Inventaire des biens*

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens propres de la Société y figurant sont ceux, conformément au décret n° 2005-236 du 14 mars 2005, expressément désignés au contrat comme biens de reprise.

Cet inventaire est détaillé au chapitre 3 Le patrimoine de votre service dans la partie 3.1.

→ *Situation des biens*

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte,...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

La situation des biens détaillée se trouve dans le présent rapport, au chapitre 3.3 : « Les recommandations de Veolia sur les évolutions à prévoir ».

5.3. Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière 6.6 « Les modalités d'établissement du CARE ».

→ ***Programme contractuel d'investissement***

→ ***Programme contractuel de renouvellement***

→ ***Les autres dépenses de renouvellement***

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière 6.6 «Les modalités d'établissement du CARE».

Dépenses relevant d'une garantie pour continuité du service :

Cet état fournit, sous la forme préconisée par la FP2E, les dépenses de renouvellement réalisées au cours de l'exercice dans le cadre d'une obligation en garantie pour continuité du service.

Dépenses relevant d'un fonds de renouvellement :

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fonds relatives à l'exercice sont résumées dans les tableaux suivants :

AU CREDIT	
* solde positif à fin 2013	0,00 €
* dotation de l'exercice 2014	56 646,94 €
AU DEBIT	
* solde négatif à fin 2013	46 843,57 €
* dépense de l'exercice 2014	24 509,03 €
SOLDE A FIN 2014	-14 725,57 €
Actualisation Solde	-19,91 €
BRANCHEMENTS	14 650,53 €
EQUIPEMENTS	9 858,50 €

5.4. Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter sommairement les engagements liés à l'exécution du service public, et qui à ce titre peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments

Objectifs de performance contractuels

PERIPHERIQUE MAERA	Objectifs	Résultats	
Gestion du réseau			
Nombre de déversements accidentels par temps sec sur les postes de relevage d'une durée supérieure à 2h	0	0	
Taux annuel de curage préventif du réseau (standard fixé par la Collectivité pour l'ensemble de ses réseaux d'assainissement) Le résultat sera apprécié au regard de l'objectif sur le taux annuel de points noirs.	≥ 15%/an*	18,02	%/an
Nombre annuel de branchements contrôlés (hors contrôle installations neuves et suite à cession du bien immobilier)	≥ 3%/an soit 320 par an*	347	bchts
Taux annuel de points noirs par 100 Km par an au 31/12/2014 (ne sont considérés que les points noirs résultant d'un déficit d'exploitation du Fermier, les points noirs résultant d'un défaut structurel du réseau sont exclus)	≤ 8	7,68	/100 km
Gestion des stations d'épuration			
Nb de stations respectant la conformité de la performance en application du décret 94-469	2	1/1	
Nombre de déversements accidentels sur les stations d'une durée supérieure à 2h	0	0	
Gestion des usagers			
Taux de respect de rendez-vous donnés dans une plage de 2 heures	≥ 90 %	100	%
Taux de respect d'un délai de réponse de 8 jours aux démarches écrites des usagers	≥ 90 %	100	%

* en accord avec la Direction de l'eau et de l'assainissement de la CAM l'objectif de performance concernant le contrôle des branchements est abandonné car ces contrôles ne sont dirigés que par les demandes d'enquêtes liées à la perception de la PFAC. L'objectif de performance sur le taux annuel de curage préventif est calculé sur l'ensemble des contrats de Veolia Eau. Cet objectif sur l'ensemble du périmètre est de 194 366 ml en 2014 et 195 068 ml ont été réalisés par Veolia Eau. En 2014, le taux moyen global sur la CAM est de 15,16 %

5.4.1. FLUX FINANCIERS DE FIN DE CONTRAT

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base ce ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

Régularisations de TVA

Si Veolia a assuré pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition[1], deux cas se présentent :

- Le nouvel exploitant est assujetti à la TVA2 : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux services de l'Etat.
- Le nouvel exploitant n'est pas assujetti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'administration fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

Biens de retour

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont, sauf stipulations spécifiques, remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

Biens de reprise

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

Autres biens ou prestations

Hormis les biens de retour et des biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

Consommations non relevées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. Il y a lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation (relevé spécifique, prorata temporis) et de recouvrement des sommes dues qui s'imposeront au nouvel exploitant, ainsi que les modalités de reversement des surtaxes correspondantes.

---

[1] art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

[2] Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006

5.4.2. DISPOSITIONS APPLICABLES AU PERSONNEL

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour baliser les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia

Les salariés de Veolia bénéficient :

- des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- des dispositions de l'accord interentreprises de l'Unité Economique et Sociale " VEOLIA EAU - Générale des Eaux " du 12 novembre 2008 qui a pris effet au 1er janvier 2009, d'accords conclus dans le cadre de cette Unité Economique et Sociale et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail des cadres, la protection sociale (retraites, prévoyance, handicap, formation) et d'accords d'établissement, usages et engagements unilatéraux.

Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, …) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante …).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

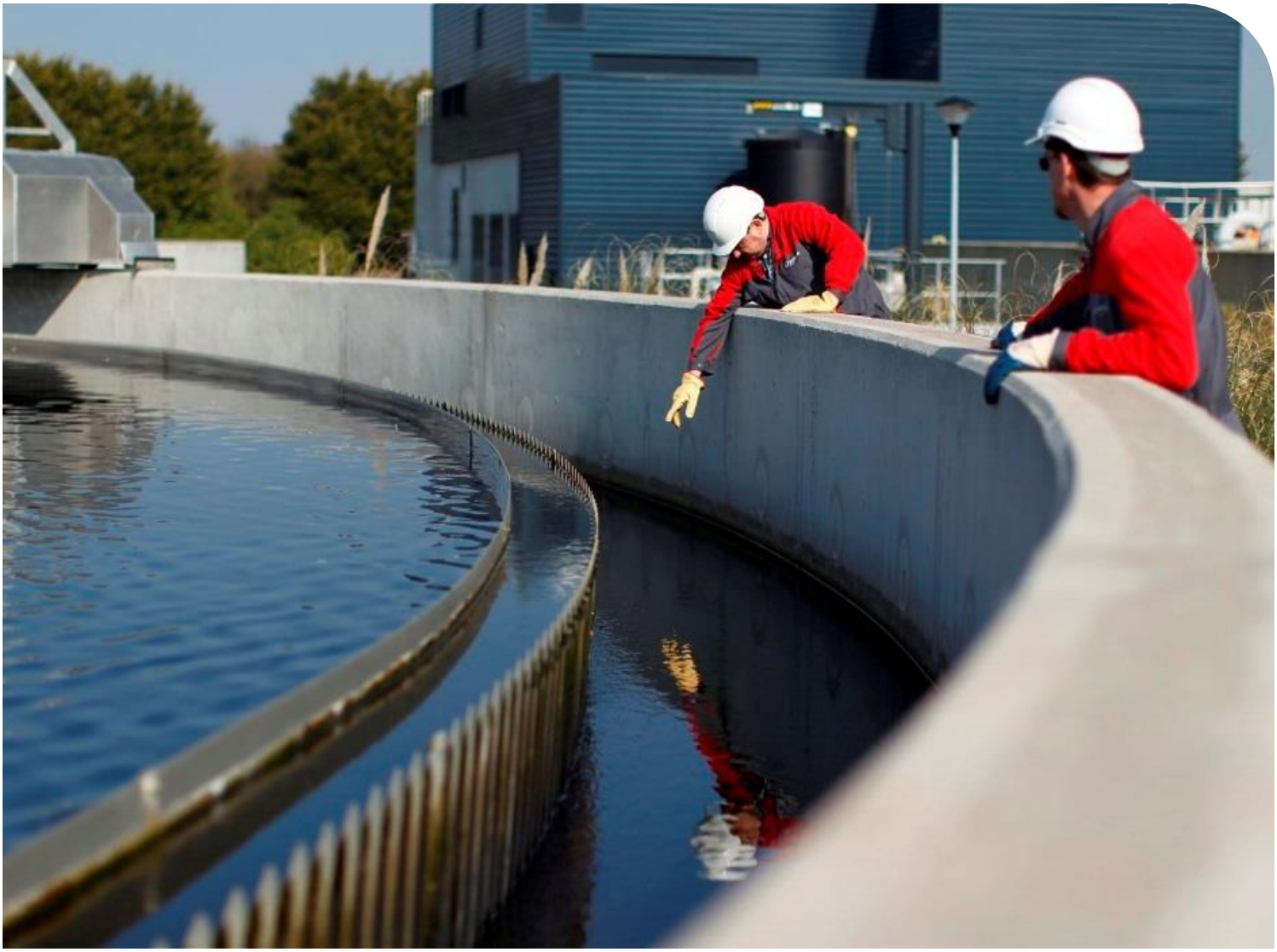
La liste nominative des agents[3] affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

Comptes entre employeurs successifs

Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat
- concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférentes) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13ème mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,….
- concernant les autres rémunérations : pas de compte à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,…

[3] Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.



6.

ANNEXES

6.1. Inventaire des linéaires de réseau par diamètre, nature et par commune

CONTRAT	COMMUNE	TYPE	MATERIAU	DIAMETRE	LONGUEUR
J3601	Castries	EU_GRAVITAIRE	Amiante ciment	150	8795
				200	2612
				250	212
				400	314
			Fonte	200	120
			PVC	60	197
				150	1153
				160	337
				200	18416
				400	1048
		Total EU_GRAVITAIRE			**33203**
		EU_REFOULEMENT	Inc	Inc	2303
			PVC	60	75
				90	136
				160	628
		Total EU_REFOULEMENT			**3142**
	Total Castries				**36345**
	Grabels	EU_GRAVITAIRE	Amiante ciment	150	2500
				160	35
				200	15733
				300	406
			Fonte	200	192
				250	98
				300	1246
			Inc	200	1091
			PVC	110	148
				125	211
				150	3681
				160	506
				200	8818
		Total EU_GRAVITAIRE			**34664**
		EU_REFOULEMENT	Fonte	60	29
				150	39
			Inc	Inc	203
			PVC	80	53
				110	80
				200	587
		Total EU_REFOULEMENT			**992**
	Total Grabels				**35656**

	Jacou	EU_GRAVITAIRE	Amiante ciment	150	6126
				200	1344
				300	90
			Fonte	250	1211
			Gres	300	379
				400	18
			Inc	Inc	870
			PRV	200	155
			PVC	150	83
				160	314
				200	20082
				250	176
				300	594
		Total EU_GRAVITAIRE			**31440**
		EU_REFOULEMENT	Fonte	150	791
			Inc	Inc	158
		Total EU_REFOULEMENT			**950**
	Total Jacou				**32390**

	Montferrier-sur-Lez	EU_GRAVITAIRE	Amiante ciment	150	8761
				200	3183
				300	105
			Fonte	300	875
				400	2145
			Inc	Inc	61
			PVC	150	14
				160	38
				200	9830
				300	137
		Total EU_GRAVITAIRE			**25150**
		EU_REFOULEMENT	Fonte	200	658
				250	959
			PVC	90	70
				110	222
		Total EU_REFOULEMENT			**1908**
	Total Montferrier-sur-Lez				**27058**

	Saint-Jean-de-Védas	EU_GRAVITAIRE	Amiante ciment	150	19934
				200	337
			Gres	200	478
				300	21
			Inc	150	29
				200	182
				Inc	1056
			PVC	150	59
				160	246
				200	30905
				250	1649
				300	592
				400	486
				500	340
		Total EU_GRAVITAIRE			**56315**
		EU_REFOULEMENT	Fonte	80	138
			Inc	300	2384
				Inc	1194
			PVC	75	155
				90	263
				110	1802
				160	1440
		Total EU_REFOULEMENT			**7377**
	Total Saint-Jean-de-Védas				**63692**
	Vendargues	EU_GRAVITAIRE	Amiante ciment	150	11006
				200	14449
				250	265
				300	402
			Fonte	250	464
			Inc	Inc	76
			PRV	300	337
			PVC	150	33
				160	49
				200	9132
				250	1310
		Total EU_GRAVITAIRE			**37524**
		EU_REFOULEMENT	Inc	Inc	1857
		Total EU_REFOULEMENT			**1857**
	Total Vendargues				**39381**
Total J3601					**234522**

6.2. Le bilan énergétique du patrimoine

→ *Bilan énergétique détaillé du patrimoine*

Usine de dépollution

CASTRIES	2013	2014	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	323 826	303 600	-6,2%
Energie facturée consommée (kWh)	319 318	320 288	0,3%
Temps de fonctionnement (h)	4 885	4 367	-10,6%

Poste de refoulement

CASTRIES PR CADOULE	2013	2014	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	3 497	4 052	15,9%
Energie facturée consommée (kWh)	2 786	990	-64,5%
Consommation spécifique (Wh/m3)	33	29	-12,1%
Volume pompé (m3)	106 648	137 881	29,3%
Temps de fonctionnement (h)	1 733	2 228	28,6%
CASTRIES PR CANDINIERES	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Energie relevée consommée (kWh)	3 901	3 305	-15,3%
Energie facturée consommée (kWh)	2 697	1 028	-61,9%
Consommation spécifique (Wh/m3)	69	62	-10,1%
Volume pompé (m3)	56 452	53 267	-5,6%
Temps de fonctionnement (h)	2 209	1 920	-13,1%
CASTRIES PR CHATEAU	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Energie relevée consommée (kWh)	1 236	1 305	5,6%
Energie facturée consommée (kWh)	1 041	303	-70,9%
Consommation spécifique (Wh/m3)	156	155	-0,6%
Volume pompé (m3)	7 942	8 411	5,9%
Temps de fonctionnement (h)	576	657	14,1%
CASTRIES PR GYMNASE	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Energie relevée consommée (kWh)	75	29	-61,3%
Energie facturée consommée (kWh)	96	2	-97,9%
Consommation spécifique (Wh/m3)	96	12	-87,5%
Volume pompé (m3)	778	2 424	211,6%
Temps de fonctionnement (h)	62	179	188,7%
CASTRIES PR LA RESERVE	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Energie relevée consommée (kWh)	327	323	-1,2%
Energie facturée consommée (kWh)	232	108	-53,4%
Consommation spécifique (Wh/m3)	78	72	-7,7%
Volume pompé (m3)	4 218	4 517	7,1%
Temps de fonctionnement (h)	192	205	6,8%
CASTRIES PR LES OLIVIADES	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Energie relevée consommée (kWh)	4 304	5 413	25,8%
Energie facturée consommée (kWh)	1 911	604	-68,4%
Consommation spécifique (Wh/m3)	133	121	-9,0%
Volume pompé (m3)	32 471	44 728	37,7%
Temps de fonctionnement (h)	726	953	31,3%

CASTRIES PR RN 110	2013	2014	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	15 121	21 371	41,3%
Energie facturée consommée (kWh)	10 892	4 454	-59,1%
Consommation spécifique (Wh/m3)	219	173	-21,0%
Volume pompé (m3)	69 072	123 358	78,6%
Temps de fonctionnement (h)	1 342	2 393	78,3%
CASTRIES PR VILLEMAGNE	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Energie relevée consommée (kWh)	840	802	-4,5%
Energie facturée consommée (kWh)	1 447	218	-84,9%
Consommation spécifique (Wh/m3)	152	179	17,8%
Volume pompé (m3)	5 512	4 469	-18,9%
Temps de fonctionnement (h)	245	174	-29,0%
GRABELS PR GRABELS MOSSON	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Energie facturée consommée (kWh)	30 143	29 531	-2,0%
Volume pompé (m3)	311 298	305 941	-1,7%
Temps de fonctionnement (h)	3 103	3 040	-2,0%
GRABELS PR MAS DE MATOUR	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Volume pompé (m3)	9 803	12 753	30,1%
Temps de fonctionnement (h)	305	397	30,1%
GRABELS PR PLEIN SOLEIL	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Energie facturée consommée (kWh)	1 664	2 185	31,3%
Volume pompé (m3)	27 620	36 259	31,3%
Temps de fonctionnement (h)	1 726	2 266	31,3%
JACOU PR CLEMENT ADER	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Energie facturée consommée (kWh)	4 199	4 354	3,7%
Volume pompé (m3)	47 638	49384	3,7%-
Temps de fonctionnement (h)	1 588	1646	3,7%-
JACOU PR LES SYLVAINS	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Energie facturée consommée (kWh)	1 426	1 422	-0,3%
Volume pompé (m3)	10 198	10 163	-0,3%
Temps de fonctionnement (h)	361	360	-0,3%
MONTFERRIER PR AIGUEILLIERES	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Energie facturée consommée (kWh)	1 505	1 786	18,7%
Volume pompé (m3)	39 580	46981	18,7%
Temps de fonctionnement (h)	2 870	3407	18,7%
MONTFERRIER PR FESCAU	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Energie facturée consommée (kWh)	592	773	30,6%
Volume pompé (m3)	6 159	8 039	30,5%
Temps de fonctionnement (h)	684	893	30,6%
MONTFERRIER PR PEUGEOT	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Energie facturée consommée (kWh)	12 567	13 409	6,7%
Volume pompé (m3)	328 887	365 751	11,2%
Temps de fonctionnement (h)	4 271	4 556	6,7%
MONTFERRIER PR PIDOULE	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Energie facturée consommée (kWh)	30 397	35 017	15,2%
Volume pompé (m3)	495 654	543 347	9,6%
Temps de fonctionnement (h)	3 079	3 547	15,2%
ST JEAN PR CONDAMINE	**2013**	**2014**	**N/N-1**

Energie facturée consommée (kWh)	12 895	12 253	-5,0%
Volume pompé (m3)	222 116	210 101	-5,4%
Temps de fonctionnement (h)	2 211	2 101	-5,0%
ST JEAN PR DASSAULT	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Energie facturée consommée (kWh)	224	248	10,5%
Volume pompé (m3)	18 059	14 969	-17,1%
Temps de fonctionnement (h)	512	566	10,5%
ST JEAN PR FERNANDEL	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Energie facturée consommée (kWh)	13 953	12 125	-13,1%
Volume pompé (m3)	363 758	316 195	-13,1%
Temps de fonctionnement (h)	2 526	2 195	-13,1%
ST JEAN PR FONT PONTOU	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Energie facturée consommée (kWh)	438	438	0,0%
Volume pompé (m3)	5 885	5 894	0,2%
Temps de fonctionnement (h)	173	173	0,0%
ST JEAN PR LA LAUZE	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Energie facturée consommée (kWh)	7 978	6 199	-22,3%
Volume pompé (m3)	36 993	28 778	-22,2%
Temps de fonctionnement (h)	740	575	-22,3%
ST JEAN PR LES COMBES	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Energie facturée consommée (kWh)	4 395	6 698	52,4%
Volume pompé (m3)	9 424	12 664	34,4%
Temps de fonctionnement (h)	224	603	169,2%
ST JEAN PR LES PRES	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Energie facturée consommée (kWh)	44 915	44 960	0,1%
Volume pompé (m3)	105 324	105 453	0,1%
Temps de fonctionnement (h)	1 444	1 447	0,1%
ST JEAN PR MARCELLIN	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Energie facturée consommée (kWh)	220	246	11,9%
Volume pompé (m3)	92	103	11,9%
Temps de fonctionnement (h)	32	36	11,9%
ST JEAN PR MARQUEROSE	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Energie facturée consommée (kWh)	17 266	18 768	8,7%
Volume pompé (m3)	240 390	261 183	8,6%
Temps de fonctionnement (h)	1 849	2 009	8,7%
ST JEAN PR MAS DE GRILLE	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Energie facturée consommée (kWh)	1 121	1 308	16,7%
Volume pompé (m3)	23 161	27 028	16,7%
Temps de fonctionnement (h)	926	1 081	16,7%
ST JEAN PR RN 113	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Energie facturée consommée (kWh)	453	626	38,1%
Volume pompé (m3)	2 226	3 079	38,3%
Temps de fonctionnement (h)	278	384	38,1%
ST JEAN PR SIGALIES	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Energie facturée consommée (kWh)	9 253	11 150	20,5%
Volume pompé (m3)	50 600	61 008	20,6%
Temps de fonctionnement (h)	1 077	1 298	20,5%
ST JEAN PR ST JEAN LE SEC	**2013**	**2014**	**N/N-1**

Energie facturée consommée (kWh)	3 309	4 378	32,3%
Volume pompé (m3)	107 756	142 687	32,4%
Temps de fonctionnement (h)	1 036	1 371	32,3%
VENDARGUES PR CREPUSCULE	**2013**	**2014**	**N/N-1**
Energie facturée consommée (kWh)	46	52	12,0%
Volume pompé (m3)	864	1 409	63,1%
Temps de fonctionnement (h)	125	140	12,0%

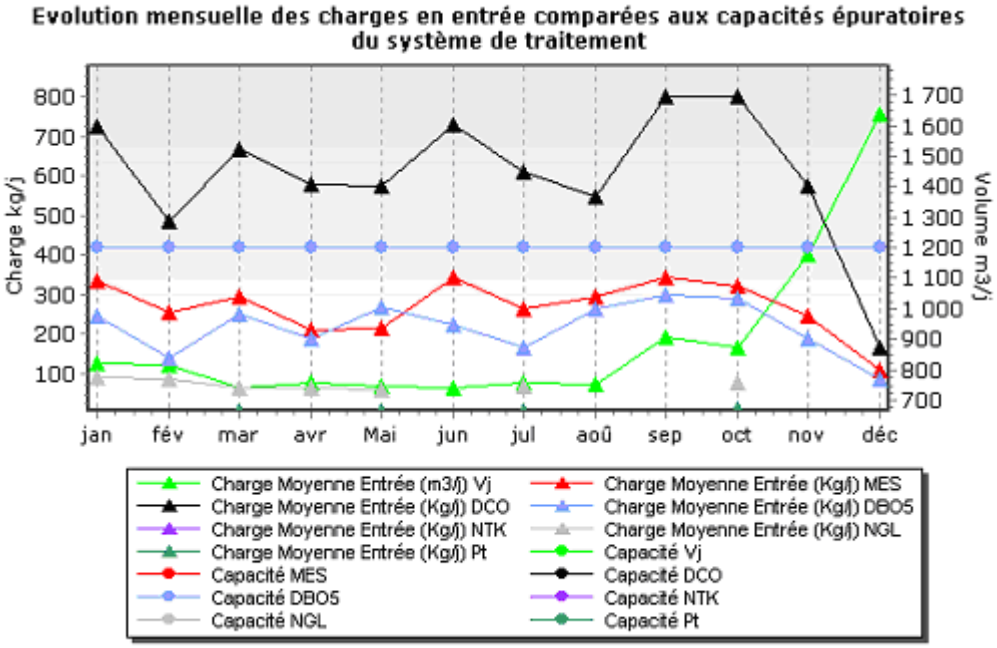
6.3. Le bilan de conformité détaillé par usine

CASTRIES

Bilans HCNF / Bilans :

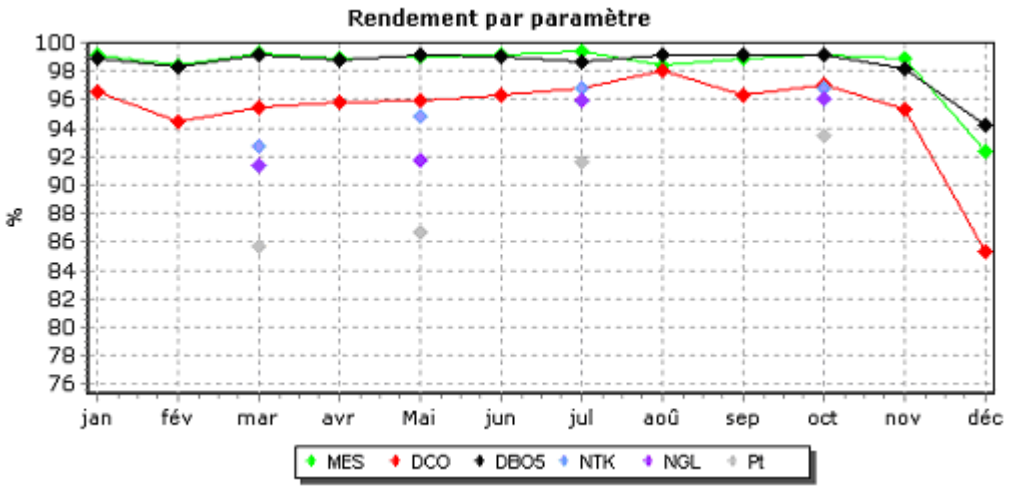
Charges entrantes et dépassement de capacité	Volume		MES	DCO	DBO5	NTK	NGL	Pt
	(m3/j)	Nbr Bilan HcNF* / nbr de bilans	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j
janvier	819	0 / 1	336	724	246	90,4	90,4	-
février	816	0 / 1	253	485	139	86,8	86,8	-
mars	739	0 / 1	296	667	251	64,3	64,7	7,3
avril	757	0 / 1	212	577	189	62,0	62,0	-
mai	743	0 / 1	215	575	267	57,4	57,8	6,7
juin	742	0 / 1	341	730	223	-	-	-
juillet	755	0 / 1	264	611	166	66,4	66,9	7,6
août	751	0 / 1	293	549	263	-	-	-
septembre	904	0 / 1	344	800	298	-	-	-
octobre	874	0 / 1	323	798	288	76,9	77,4	9,6
novembre	1 175	0 / 1	247	572	188	-	-	-
décembre	1 635	1 / 1	106	167	85	-	-	-

(*) Hors conditions normales de fonctionnement.

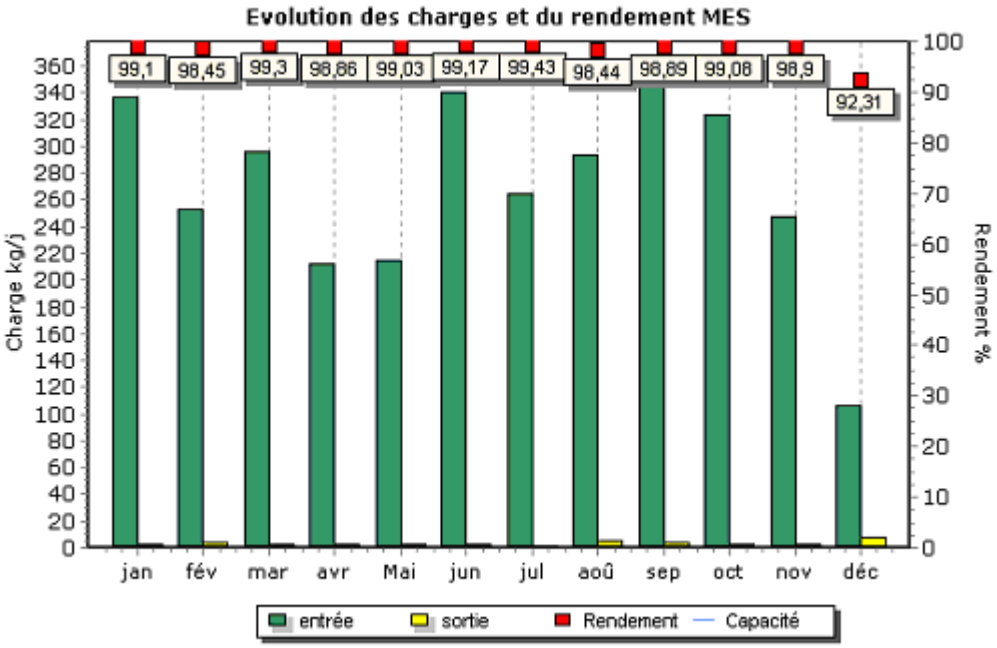


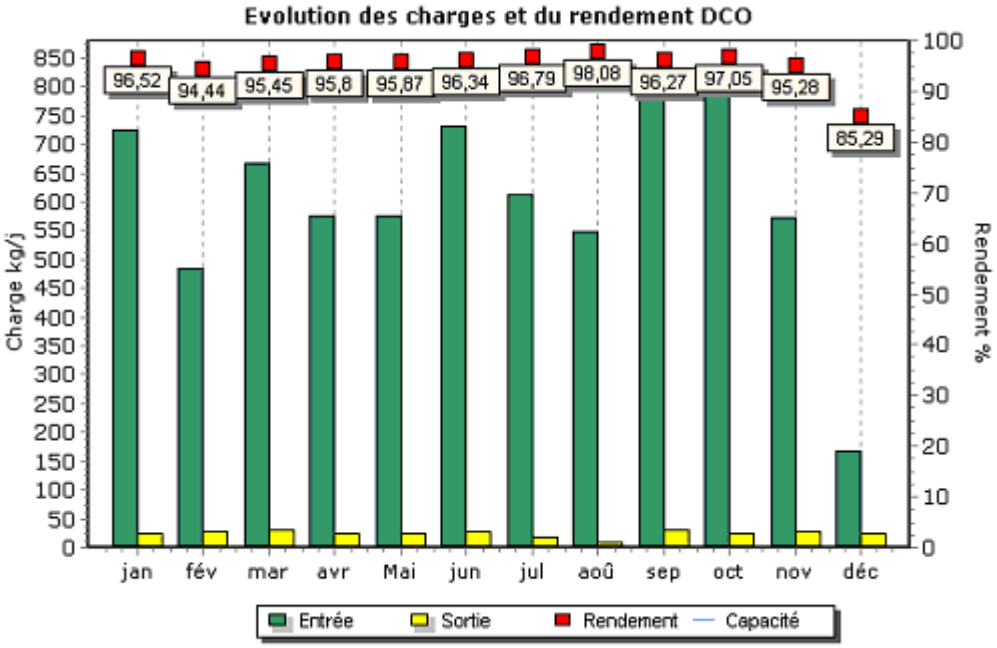
Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement :

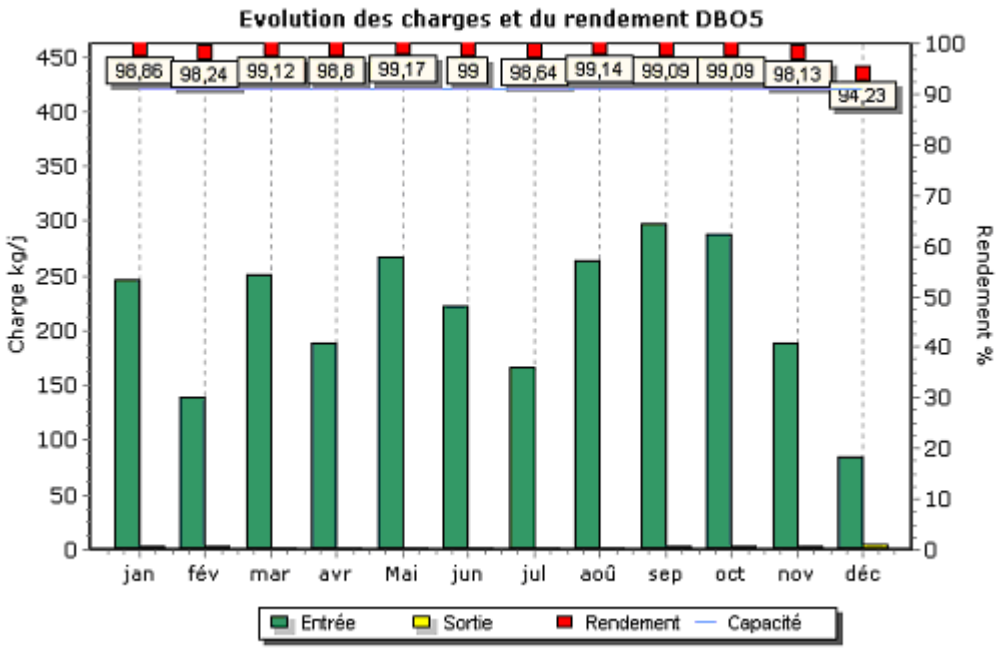
Charges en sortie et rendement	MES		DCO		DBO5		NTK		NGL		Pt	
	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%
janvier	3,0	99,10	25,2	96,52	2,8	98,86						
février	3,9	98,45	26,9	94,44	2,5	98,24						
mars	2,1	99,30	30,3	95,45	2,2	99,12	4,7	92,76	5,6	91,30	1,0	85,71
avril	2,4	98,86	24,2	95,80	2,3	98,80						
mai	2,1	99,03	23,8	95,87	2,2	99,17	3,0	94,82	4,8	91,72	0,9	86,67
juin	2,8	99,17	26,7	96,34	2,2	99,00						
juillet	1,5	99,43	19,6	96,79	2,3	98,64	2,1	96,82	2,7	95,92	0,6	91,60
août	4,6	98,44	10,5	98,08	2,3	99,14						
septembre	3,8	98,89	29,8	96,27	2,7	99,09						
octobre	3,0	99,08	23,6	97,05	2,6	99,09	2,5	96,82	3,1	95,99	0,6	93,45
novembre	2,7	98,90	27,0	95,28	3,5	98,13						
décembre	8,2	92,31	24,5	85,29	4,9	94,23						

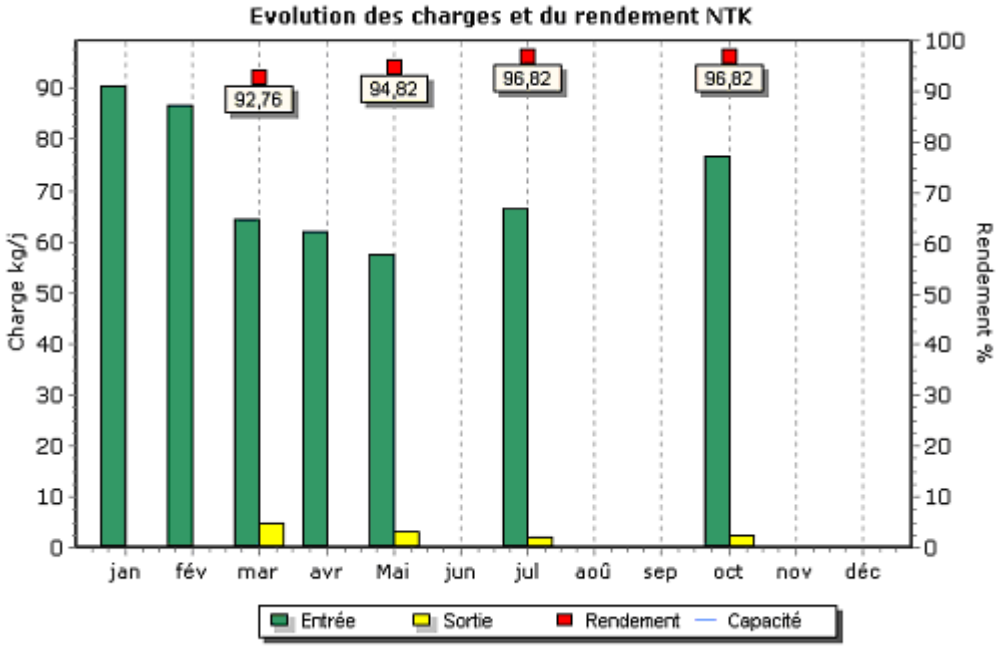


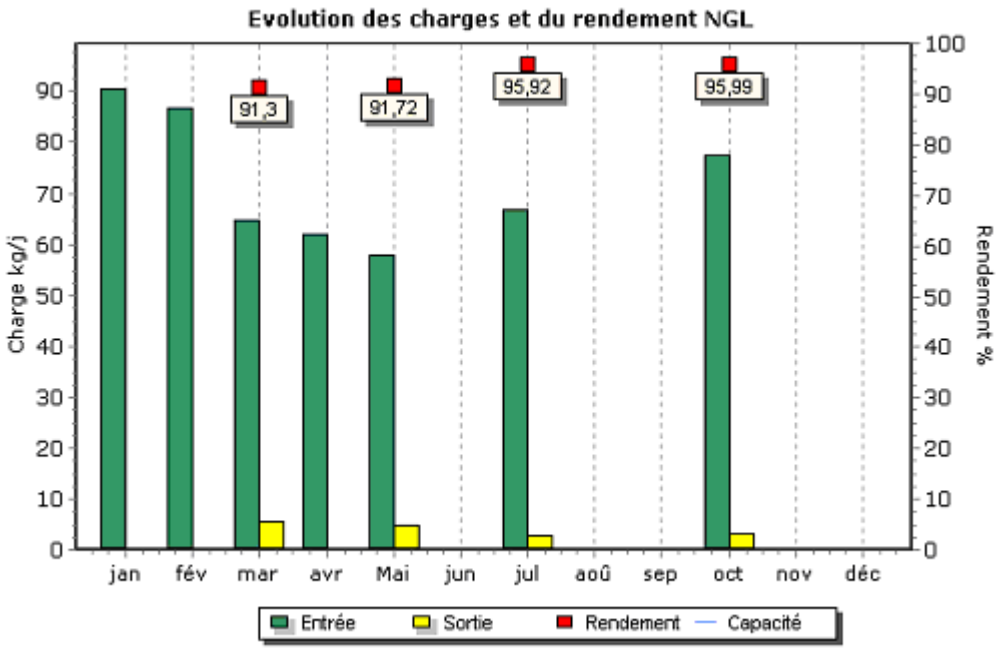
Evolution des charges et du rendement par paramètre

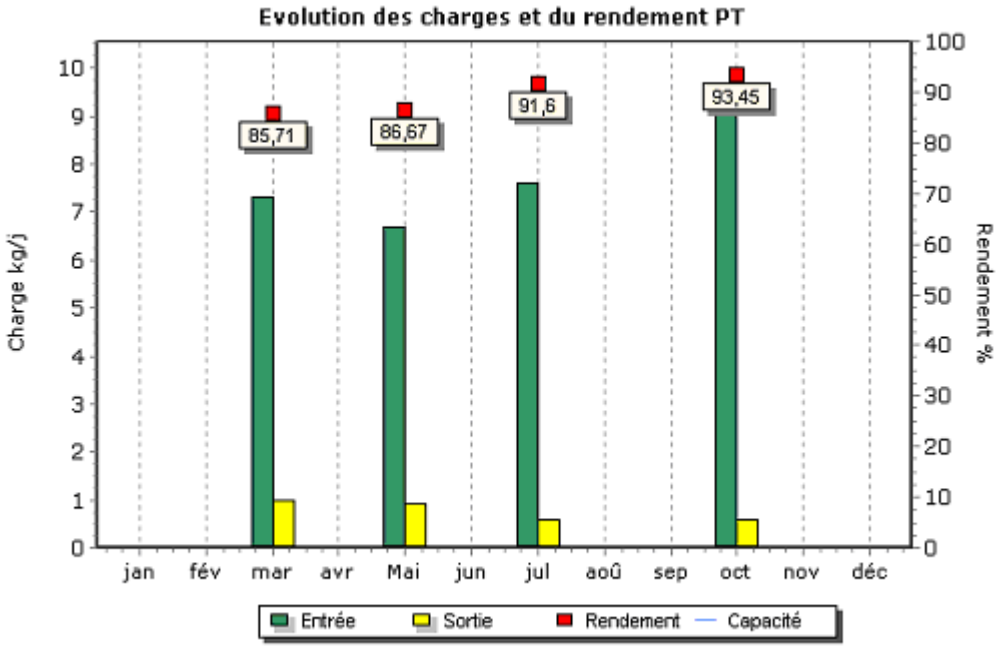

Evolution des charges et du rendement MES
Charge kg/j
Rendement %
99,1
98,45
99,3
98,86
99,03
99,17
99,43
98,44
98,89
99,08
98,9
92,31
jan
fév
mar
avr
Mai
jun
jul
aoû
sep
oct
nov
déc
entrée
sortie
Rendement
Capacité


Evolution des charges et du rendement DCO
Charge kg/j
Rendement %
96,52
94,44
95,45
95,8
95,87
96,34
96,79
98,08
96,27
97,05
95,28
85,29
jan
fév
mar
avr
Mai
jun
jul
aoû
sep
oct
nov
déc
Entrée
Sortie
Rendement
Capacité

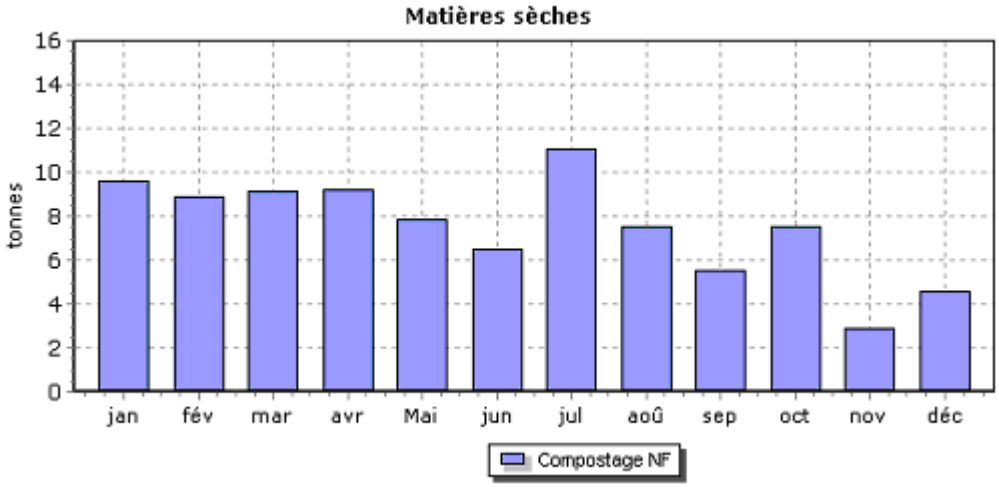

Evolution des charges et du rendement DBO5
98,86
98,24
99,12
98,8
99,17
99
98,64
99,14
99,09
99,09
98,13
94,23
Charge kg/j
Rendement %
jan
fév
mar
avr
Mai
jun
jul
aoû
sep
oct
nov
déc
Entrée
Sortie
Rendement
Capacité


Evolution des charges et du rendement NTK
92,76
94,82
96,82
96,82
Charge kg/j
Rendement %
jan
fév
mar
avr
Mai
jun
jul
aoû
sep
oct
nov
déc
Entrée
Sortie
Rendement
Capacité


Evolution des charges et du rendement NGL
Charge kg/j
Rendement %
91,3
91,72
95,92
95,99
jan
fév
mar
avr
Mai
jun
jul
aoû
sep
oct
nov
déc
Entrée
Sortie
Rendement
Capacité


Evolution des charges et du rendement PT
Charge kg/j
Rendement %
85,71
86,67
91,6
93,45
jan
fév
mar
avr
Mai
jun
jul
aoû
sep
oct
nov
déc
Entrée
Sortie
Rendement
Capacité

Boues évacuées par mois



6.4. Annexes financières

→ *Les modalités d'établissement du CARE*

Introduction générale

Le décret 2005-236, codifié aux articles R1411-7 et R1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, a fourni des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Délégataire prévu à l'article L1411-3 du même CGCT, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2014 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

Organisation de la Société au sein de la Région

L'organisation de la Société **Veolia Eau Compagnie Générale des Eaux** au sein de la Région **MEDITERRANEE** de Veolia Eau (groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

En outre, pour faire face aux nouveaux défis auxquels se trouvent confrontés ses métiers, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société **Veolia Eau Compagnie Générale des Eaux** a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés avec la mise en place de pôles régionaux.

Dans ce contexte, au sein de la Région **MEDITERRANEE** de Veolia Eau, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE régional un certain nombre de fonctions supports (service clientèle, bureau d'étude technique, service achats…).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE régional, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.

L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats les produits et les charges relevant d'une part de la Région (niveaux successifs de la direction régionale, du centre, du service, de l'unité opérationnelle), et d'autre part les charges de niveau national (contribution des services centraux).

En particulier, et conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés de la Région, la Société facture au GIE régional le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE régional lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

Faits Marquants

Dans le contexte très évolutif dans lequel s'inscrit son activité et qui est marqué par des attentes renforcées des clients, Veolia Eau a décidé de mettre en œuvre à compter de 2015 une nouvelle organisation plus adaptée aux enjeux du secteur.
Cette nouvelle organisation, qui s'articule autour de 22 centres régionaux aux moyens renforcés, s'est mise en place à compter du 1er janvier 2015. Les CARE établis au titre de 2014 s'inscrivent par conséquent dans le même cadre que ceux de l'année précédente.
En revanche, la mise en place de cette nouvelle organisation a engendré dès l'année 2014 des coûts de restructuration - par nature exceptionnels - qui ont été répartis selon le critère de la Valeur Ajoutée entre les contrats de la Société.

1. Produits

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement , ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente, en appréciant grâce aux données de gestion les volumes livrés aux consommateurs et non encore relevés à la clôture de l'exercice. Le cas échéant, les écarts d'estimation sont régularisés dans le chiffre d'affaires de l'année suivante.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusifs, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre produits facturés au cours de l'exercice et variation de la part estimée sur consommations.

2. Charges

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes § 2.1);
- la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties § 2.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité soit de calculs à caractère économique (charges calculées § 2.1.2).

2.1 Charges exclusivement imputables au contrat

Ces charges comprennent :

- les dépenses courantes d'exploitation,
- un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement. Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,

2.1.1 Dépenses courantes d'exploitation

Il s'agit des dépenses d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de certains impôts locaux, etc.

A noter toutefois que l'année 2010 a vu l'entrée en vigueur de la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) qui est venue, avec la Contribution Foncière des Entreprises, se substituer à la Taxe Professionnelle. Alors que cette dernière était largement assise sur les installations et immobilisations attachées aux contrats (et alors imputée directement sur ceux-ci), la CVAE est calculée globalement au niveau de l'entreprise. A ce titre, elle a un caractère de charge indirecte et est répartie en application des modalités décrites au paragraphe § 2.2 (Charges réparties). La CFE est quant à elle imputée directement au contrat ou à un niveau supérieur (et alors répartie en tant charge indirecte) selon le périmètre de l'assiette.

Par ailleurs, il est précisé à nouveau que d'éventuels rappels de Taxe Professionnelle dus à l'issue d'un redressement (fonction des délais de reprise dont dispose l'administration même si cet impôt a été remplacé par la CET en 2010) avaient été portés dans les CARE de l'année 2013, exercice au cours duquel ils ont été acquittés.

Enfin, le déploiement de nouveaux outils en 2014 a permis de renforcer la finesse d'imputation des dépenses de personnel opérationnel en facilitant l'imputation au contrat ou au chantier.
En cours d'année, ces imputations sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote part de frais de véhicule et de déplacement. En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau de l'unité opérationnelle dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition à la valeur ajoutée selon les modalités présentées au paragraphe § 2.2.1 (Principe de répartition). Cette évolution n'a pas d'incidence sur la présentation des charges selon leur nature dans les différentes rubriques du CARE.

2.1.2 Charges calculées

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique...il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges calculées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir note 1 ci-après).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

Charges relatives au renouvellement :

Conformément aux préconisations de la FP2E, les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

- Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 2 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 3 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà réalisés depuis le début de la période contractuelle en cours ;

d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire);

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir notes 4 et 5 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

- Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci après);

d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période,

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

- Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

Charges relatives aux investissements

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat,
- pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat (voir note 5 ci après) puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée,
- avec, dans les deux cas, une progressivité prédéterminée et constante (+1,5 % par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné.

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros courants, le montant de l'investissement initial. S'agissant des compteurs, ce dernier comprend, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

Le taux financier retenu se définit comme le taux de référence d'un financement par endettement en vigueur l'année de la réalisation de l'investissement (calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat majoré de 0,5% pour les investissements réalisés jusqu'au 31.12.2007 et de 1,0% pour les investissements réalisés depuis cette date compte tenu de l'évolution tendancielle du coût des emprunts souscrits par le Groupe VEOLIA ENVIRONNEMENT). Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité annuelle de 1,5 % indiquée ci-dessus.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

- Annuités d'emprunts de la Collectivité prises en charge

Lorsque le délégataire s'est engagé contractuellement à prendre à sa charge le paiement d'annuités d'emprunts contractées par la Collectivité, le montant de la charge inscrite dans les comptes annuels du résultat de l'exploitation est égal au total des annuités correspondantes échues au cours de l'exercice considéré.

Le montant des annuités peut varier pendant la durée du contrat ; la charge correspondante peut être déterminée selon un calcul actuariel permettant de lisser cette charge sur cette durée.

- Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »…).

- Provisions pour investissements futurs

Les comptes annuels de résultat de l'exploitation peuvent tenir compte sous la forme de provisions pour investissements futurs de l'obligation du délégataire de financer des investissements qui ne seront réalisés qu'ultérieurement, sans que cela entraîne augmentation de la rémunération du délégataire lors de la réalisation de ces investissements. Le montant de la provision pouvant être constituée, correspond à l'étalement du coût financier total des investissements prévus.

2.1.3 Impôt sur les sociétés

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2014 correspond au taux de base de l'impôt sur les sociétés (33,33 %), hors contributions sociale et exceptionnelle additionnelles (représentant au total jusqu'à 4,67 points d'impôt) applicables lorsque l'entreprise dépasse certains seuils. Il s'entend également hors effet du crédit d'impôt Compétitivité Emploi (CICE) dont a pu bénéficier la société et qui a été porté en minoration de son impôt sur les sociétés dans ses comptes sociaux.

2.2 Charges réparties

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisés au sein d'un GIE régional.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

2.2.1 Principe de répartition

Le principe de base est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, directions régionales, centres, services, unités opérationnelles (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant.

Lorsque les prestations effectuées par le GIE régional à un niveau bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées par celui-ci aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau. La valeur ajoutée utilisée est celle disponible à la date de refacturation.

Ensuite, la Société répartit dans ses comptes annuels de résultat de l'exploitation l'ensemble de ses charges communes telles qu'elles résultent de sa comptabilité sociale (après facturation des prestations du GIE régional) selon le critère de la valeur ajoutée de l'exercice. Ce critère unique de répartition s'applique à chaque niveau, jusqu'au contrat qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici comme la différence entre le volume d'activité (produits) et la valeur des consommations intermédiaires (charges d'exploitation – hors frais de personnel). Le calcul permettant de déterminer le montant de la valeur ajoutée s'effectue en « cascade », ce qui permet d'en déterminer le montant à chaque niveau organisationnel. Il est donc déterminé la valeur ajoutée de chaque région, de chaque centre ; pour les services, les unités opérationnelles (et regroupements de contrats le cas échéant) on détermine la valeur ajoutée des différents périmètres géographiques couverts par ces entités ; il est également déterminé la valeur ajoutée de chaque contrat.

Par ailleurs, lorsque la valeur ajoutée d'un contrat est négative ou nulle, un calcul spécifique est effectué visant à affecter à ce contrat une quote-part de frais répartis au moins égale à 5 % de son chiffre d'affaires hors travaux et hors produits des collectivités et autres organismes.

Les charges indirectes sont donc réparties, par ces imputations successives, sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

A noter toutefois que par exception à la règle décrite ci-dessus, les frais de production d'eau d'une installation donnée sont répartis entre les contrats desservis par cette installation au prorata des volumes.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

Enfin, les charges relatives aux travaux exclusifs étant en général suivies globalement au niveau d'un service alors que les produits correspondant sont suivis au niveau du contrat, il est techniquement impossible de recourir à la clé valeur ajoutée pour répartir ces charges ; elles sont donc réparties au prorata des produits.

2.2.2 Prise en compte des frais centraux

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Régions a été facturée à chaque GIE en fonction de la valeur ajoutée de la région concernée, à charge pour chaque GIE régional de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue par imputations successives, du niveau de la région jusqu'au contrat, au prorata de la valeur ajoutée.

2.3 Autres charges

2.3.1 Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (travaux exclusifs, production immobilisée, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€ ; ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maitrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,..).

La quote part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes).

2.3.2 Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2014 au titre de l'exercice 2013.

3. Autres informations

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE régional ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en sous-traitance.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale, sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Lorsqu'un contrat bénéficie d'un apport d'eau en provenance d'un autre contrat de la société, le compte annuel de résultat de l'exploitation reprend les écritures enregistrées en comptabilité analytique, à savoir :

inscription dans les produits du contrat « vendeur » de la vente d'eau réalisée,
inscription dans les charges du contrat « acheteur » de l'achat d'eau réalisé.

Dans une recherche d'exactitude, et compte tenu de la date avancée à laquelle la Société a été amenée à arrêter ses comptes sociaux pour des raisons d'intégration de ses comptes dans les comptes consolidés du groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux, les comptes annuels de résultat de l'exploitation présentés anticipent sur 2014 certaines corrections qui seront portées après analyse approfondie dans les comptes sociaux de l'exercice 2015.

Notes :

1. *Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.*
2. *C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.*
3. *L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:*
   - *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire ;*
   - *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours*
4. *Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1990, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1990.*
5. *S'agissant des contrats concernés par l'arrêt du Conseil d'Etat du 8 avril 2009 concernant les contrats de Délégation de Service Public dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement pour lesquels l'examen des clauses contractuelles prévu par l'Arrêt n'étaient pas encore finalisées au 31 12 2014 ou encore faisant l'objet d'une procédure judiciaire, la durée initiale du contrat a été maintenue.*

→ *Avis des commissaires aux comptes*

La Société a demandé à l'un des Co-Commissaires aux Comptes de Veolia Eau d'établir un avis sur la procédure d'établissement de ses CARE. Une copie de cet avis est disponible sur simple demande de la Collectivité.

6.5. Les nouveaux textes réglementaires

Certains textes présentés ci-dessous peuvent avoir un impact contractuel. Veolia se tient à disposition pour assister la collectivité dans l'évaluation de leur impact local et la préparation en tant que de besoin des projets d'avenant.

6.5.1. SERVICES PUBLICS LOCAUX

→ *Loi Mapam et GEMAPI*

Les articles 56 à 59 de la loi de Modernisation de l'Action Publique et d'Affirmation des Métropoles (MAPAM) du 27 janvier 2014 introduisent le transfert obligatoire d'un bloc de 4 des 12 compétences désignées dans l'article L211-7 du Code de L'Environnement vers les communes ou les EPCI à fiscalité propre. Cette disposition législative est désignée sous l'acronyme GEMAPI pour « GEstion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations ».

La loi prévoit la possibilité pour les EPCI de confier ce bloc de compétences à un Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux (EPAGE), structure de maîtrise d'ouvrage créée ex-nihilo par la loi MAPAM, ou un Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) – syndicat de rivière, mixte ou ouvert.

Par ailleurs, pour l'exercice de cette compétence, la loi permet la mise en place d'une taxe plafonnée et affectée répartie « entre toutes les personnes physiques ou morales assujetties aux taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties, à la taxe d'habitation et à la cotisation foncière des entreprises. ».

La prise de compétence GEMAPI par les communes et/ou EPCI est prévue en principe au 1 janvier 2016. Les structures de type syndicat de rivière ou EPTB déjà existantes pourront continuer à exercer leur compétence jusqu'au 1 janvier 2018 (et au-delà en cas de confirmation du transfert de la compétence GEMAPI par l'ensemble des EPCI la constituant).

Ces articles de la loi MAPAM seront complétés par 4 décrets d'application durant l'année 2015.

→ *Marchés publics*

Le décret 2014-1097 du 26 septembre 2014 s'inscrit dans le cadre de la transposition des deux directives européennes sur la passation des marchés publics (Directives 2014/24/UE et 2014/25/UE du 26 février 2014).
Ce décret s'articule autour de trois mesures de simplification applicables aux marchés publics, à savoir :

- le plafonnement du chiffre d'affaires annuel minimal demandé aux candidats au double de la valeur estimée du marché,
- l'allègement du dossier de candidature,
- l'instauration du partenariat d'innovation : une nouvelle forme de marché qui permet au pouvoir adjudicateur d'acquérir sans remise en concurrence les fournitures, services ou travaux innovants qui résultent de la recherche et du développement menés spécifiquement pour le marché.

→ *Lutte contre les retards de paiement*

L'arrêté du 3 mars 2014 modifie l'arrêté du 8 septembre 2009 et vise à la réduire les retards de paiement à travers différentes dispositions notamment la nouvelle rédaction des articles 13.3 et 13.4 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux. De nouveaux délais sont fixés pour toutes les parties et des dispositions nouvelles sont introduites à l'article 13.4.4 en cas d'absence de production d'un décompte général par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les délais contractuels. Ces dispositions intègrent une procédure d'alerte du titulaire auprès du maître d'ouvrage

→ *Travaux à proximité des réseaux*

La réglementation concernant les travaux à proximité des réseaux de transport et de distribution dite « DT-DICT » est entrée en application dans le courant des années 2012 et 2013.
Un décret du 17 juin 2014 et deux arrêtés du 18 et 19 juin 2014 ont modifié cette réglementation en y introduisant des ajustements.
Ces textes, complétés par un avis ministériel en date du 24 juin 2014, visent à simplifier le cadre réglementaire et sont entrés en application le 1er juillet 2014, à l'exception des délais de déclaration pour les réponses aux DICT, qui ne sera effective qu'à compter du 1er avril 2015. Ils traitent de cinq volets distincts :

- Les dispenses d'enregistrement ;
- Les précisions sur le caractère obligatoire des investigations complémentaires ;
- La dématérialisation des échanges ;
- Les travaux d'urgence ;
- Les redevances pour le financement du guichet unique ;

Enfin, l'arrêté du 12 août 2014, publié le 26 août 2014, fixe pour l'année 2014 le barème des redevances instituées pour financer le téléservice www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr.

→ *Amiante*

Entrée en vigueur au 1 juillet 2014 de différentes dispositions réglementaires visant à renforcer la prévention du risque « amiante ». Parmi l'ensemble des dispositions prévues, certaines portent sur :

- Le repérage exhaustif et le recensement des infrastructures et réseaux routiers dont les enrobés sont susceptibles de contenir de l'amiante ;
- Le statut et la gestion des déchets contenant de l'amiante (enrobés et, le cas échéant, canalisations déposées, etc).

→ *Facturation électronique*

L'ordonnance no 2014-697 du 26 juin 2014 introduit l'obligation, à compter du 1er janvier 2017, pour certaines entreprises titulaires de contrats de la commande publique de transmettre obligatoirement leurs factures par voie électronique. Selon la taille des entreprises, l'introduction de cette mesure s'échelonnera dans le temps pour devenir obligatoire pour toutes les entreprises à compter du 1er janvier 2020.

→ *Principe « silence vaut acceptation »*

Par la loi n° 2013-1005 du 12 novembre 2013 habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens, le législateur a entendu inverser le principe selon lequel le silence de l'administration valait implicitement refus. Cette loi a ainsi modifié l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et a amené l'ensemble des services ministériels à recenser leurs procédures d'autorisations, au total plus de 1200 procédures.

Le 1er novembre 2014, ont été publiés 42 décrets d'application qui tendent à préciser les exceptions et adaptations du nouveau principe « le silence de l'administration gardé pendant 2 mois vaut décision implicite d'acceptation ».
Ce nouveau principe entre en vigueur à compter :

- du 12 novembre 2014 pour l'Etat et ses établissements publics,
- du 12 novembre 2015 pour les collectivités territoriales et leurs établissements.

Il est assorti de conditions (forme et fond) et de nombreuses exceptions et, pour chaque procédure, il appartiendra à tout demandeur de vérifier au préalable dans des listes annexées à la loi ou aux décrets d'application si la demande adressée à l'administration est susceptible de faire naître une décision implicite d'accord ou une décision implicite de refus et dans quel délai (2 mois ou bien au-delà).

→ *Certificats d'Economie d'Energie*

Le Décret 2014-1557 du 22/12/14 (publié au JO du 24 décembre 2014) définit les nouvelles modalités de mise en œuvre du dispositif de certificats d'économies d'énergie (CEE) pour la période couvrant les années 2015 à 2017.

→ *Eaux pluviales urbaines*

La loi de finances du 29 décembre 2014 supprime un certain nombre de taxes à faible rendement, notamment la taxe pour la gestion des eaux pluviales urbaines.
La loi crée un chapitre au Code général des collectivités territoriales, avec un article précisant que "la gestion des eaux pluviales urbaines correspondant à la collecte, au transport, au stockage et au traitement des eaux pluviales des aires urbaines constitue un service public administratif relevant des communes, dénommé service public de gestion des eaux pluviales urbaines" et pour lequel un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application.

6.5.2. SERVICES PUBLICS DE L'ASSAINISSEMENT

→ *Injection de biogaz produit en station d'épuration*

Trois textes règlementaires publiés au Journal officiel du 26 juin modifient le cadre règlementaire établi en novembre 2011 encadrant l'injection de biogaz dans le réseau de gaz naturel. Notamment, ces textes modifient la réglementation en vigueur de telle sorte à ce que le biogaz produit en station d'épuration (Step) puisse être injecté au réseau.
Le décret n° 2014-672 du 24 juin 2014, qui modifie le décret n° 2011-1597 du 21 novembre 2011 relatif aux conditions de contractualisation entre producteurs de bio-méthane et fournisseurs de gaz naturel, fixe le tarif d'achat du biogaz issu d'installations mises en service pour la première fois après le 22 novembre 2011.
Un arrêté du 24 juin 2014 fixe les conditions d'achat du bio-méthane produit à partir des boues de STEP et injecté dans les réseaux de gaz naturel.
Un autre arrêté du 24 juin 2014 fixe la nature des intrants dans la production de bio-méthane pour l'injection dans les réseaux de gaz naturel (boues, graisses, etc., résultant du traitement des eaux usées, traitées en digesteur).

→ *Réutilisation des Eaux Usées traitées à des fins d'irrigation*

L'arrêté du 25 juin 2014 modifie l'arrêté du 2/08/2010 portant sur la réutilisation des eaux usées après traitement à des fins d'irrigation de cultures et d'espaces verts.
Ce nouvel arrêté met fin au régime de l'expérimentation prévu dans l'arrêté du 2 août 2010 et apporte quelques modifications techniques mineures sur l'encadrement du volet 'sanitaire'.

→ *Redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique*

Le décret 2014 - 1578 du 23/12/14 porte sur la prise en compte des substances dangereuses pour l'environnement dans le calcul de l'assiette de la redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique**.**
Ce décret définit les catégories de substances dangereuses pour l'environnement prises en compte dans la redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique et les modalités de détermination de la quantité de substances dangereuses pour l'environnement ajoutée dans le milieu naturel qui sert d'assiette pour le calcul du montant de la redevance ainsi que le seuil à partir duquel un suivi régulier des rejets doit être mis en place par les personnes assujetties.

→ *Emissions polluantes*

Le décret n° 2014-1666 du 29 décembre 2014, pris en application de l'article 33 de la loi de finances pour 2014, fixe les seuils d'assujettissement à la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) des émissions dans l'atmosphère de certaines substances polluantes : plomb (200 kg/an), zinc (200 kg/an), chrome (100 kg/an), cuivre (100 kg/an), nickel (50 kg/an), cadmium (10 kg/an) et vanadium (10 kg/an). La TGAP sur la pollution atmosphérique est due par les ICPE soumises à autorisation qui émettent ces substances dans des quantités supérieures aux seuils indiqués sur une année, ainsi que par les installations de combustion d'une puissance thermique d'au moins 20 MW et par les installations de traitement thermique des ordures ménagères de capacité supérieure à 3 tonnes par heure.
Ce texte étant rattaché à la loi de finances pour 2014, il s'applique rétroactivement aux émissions constatées à partir du 1er janvier 2014.
L'arrêté du 11 décembre 2014 a modifié l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets. Cette déclaration concerne désormais les installations de stockage de déchets inertes, qui relèvent à présent, de la réglementation ICPE. L'annexe II du texte modifie aussi certains critères déclenchant l'obligation de déclaration dans le domaine des rejets atmosphériques. Il prévoit par ailleurs que les incinérateurs de déchets, non dangereux ou dangereux, devront communiquer le rendement et les quantités de chaleur et d'électricité produites

→ *Observatoire des services publics d'eau et d'assainissement*

Suite à la publication des rapports nationaux des données du système d'information sur les services publics d'eau et d'assainissement (Sispea) pour les années 2010 et 2011, la ministre de l'Ecologie a adressé le 27 octobre une note aux services déconcentrés de l'Etat et établissements publics concernés par le Sispea qui permet d'alimenter l'observatoire proposé sur le site www.service.eaufrance.fr. La note rappelle que cet observatoire, qui met à la disposition du public les données relatives au prix et à la qualité du service d'eau et d'assainissement, est l'une des priorités de la feuille de route gouvernementale pour la politique de l'eau issue de la dernière conférence environnementale. Cette note fixe comme objectif d'atteindre au 31 décembre 2014, une représentation d'au moins 50% de la population et de 25% des services de chaque département, et ce pour chacune des compétences (eau potable, assainissement collectif, assainissement non collectif).

→ *Indicateurs de performance*

L'article 36 de la loi de finances rectificative 2014 (2014-1655) reporte d'un an l'échéance à laquelle les services d'eau et d'assainissement doivent disposer du descriptif détaillé, à savoir, le 31 décembre 2014 au lieu du 31 décembre 2013. Ce même article apporte des précisions sur les modalités de l'éventuel doublement de la redevance de prélèvement auquel les services d'eau ne satisfaisant aux critères de performance introduits dans le décret du 27 janvier 2012 pourraient être soumis.

6.5.3. ASSAINISSEMENT ET QUALITE DES MILIEUX

→ *Elaboration des SDAGE 2016 – 2021*

Les Sdage constituent des outils essentiels pour l'atteinte du bon état prévu par la Directive cadre européenne sur l'eau (DCE), car ils permettent de fixer les objectifs à atteindre et de planifier la gestion de l'eau.
Le processus d'élaboration des Sdage pour la période 2016-2021 s'est poursuivi tout au long l'année 2014. A ce titre, différents arrêtés 'techniques' et circulaires ont été publiés (Instruction du Gouvernement du 22 avril 2014 relative à la mise à jour des SDAGE et des programmes de mesures associés, arrêté du 18 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 17 mars 2006 relatif au contenu des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux, …).

Les Sdage des sept bassins versants en France métropolitaine et des cinq en Outre-mer sont ouverts à la consultation publique depuis le 19 décembre 2014 et, ce, jusqu'au 18 juin 2015.
Par cohérence, cette consultation des Sdage est conjointe avec celles concernant les Plans de gestion des risques d'inondation (PGRI) pour les eaux continentales et les programmes de mesures des Plans d'actions pour le milieu marin (PAMM).
Cette étape de consultation est la dernière avant l'adoption de l'ensemble de ces documents

→ *Zonages réglementaires*

Par une note datée du 21 août 2014, la ministre de l'Ecologie a demandé aux préfets coordonnateurs de bassin de procéder à la révision des zones sensibles à l'eutrophisation en application de la Directive n°91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (ERU).
Cette directive européenne impose aux Etats membres un traitement plus rigoureux des eaux usées urbaines qui sont rejetées dans les zones sensibles. Elle prévoit une révision de ces zones au minimum tous les quatre ans.
Les arrêtés définitifs seront publiés en juin 2015. Le cas échéant, chaque projet de révision des zones sensibles devra tenir compte des travaux déjà effectués au titre de la directive cadre sur l'eau (DCE) et de l'état des lieux des Sdage.

De même, le ministère de l'écologie a initié une nouvelle révision des zones vulnérables au titre de la Directive Européenne 91/676/CEE du 12 décembre 1991, dite « .
Cette révision vise à l'atteinte des objectifs de bon état des eaux au titre de la directive cadre sur l'eau (DCE) sur les nombreuses masses d'eau souterraines, superficielles et littorales qui restent déclassées au motif d'une présence excessive de nitrates.

6.5.4. ASSAINISSEMENT ET BIODIVERSITE - ENVIRONNEMENT

→ *Substances soumises à autorisation*

Le règlement (UE) n° 895/2014 du 14 août 2014, entré en vigueur le 22 août, ajoute neuf substances à la liste des substances soumises à autorisation figurant à l'annexe XIV du règlement Reach, qui en compte 31.
Rappel. Ces substances ne peuvent plus être mises sur le marché ni utilisées ni importées, à moins qu'une autorisation soit accordée pour une utilisation spécifique. Le règlement indique la date à partir de laquelle cette interdiction court ainsi que la date limite pour présenter une demande d'autorisation.

→ *Troisième Plan National Santé Environnement*

La Direction Générale de la Santé (DGS) a publié en novembre 2014 le 3è Plan National Santé Environnement pour la période 2015-2019 (PNSE III).
Cinq actions concernent à des degrés divers l'eau de consommation humaine :

- Action n°32 : surveiller les substances émergentes prioritaires dans les milieux aquatiques et les captages d'eau destinée à la consommation humaine.
- Action n°53 : élaborer un nouveau plan "micropolluants » qui devra intégrer les plans sur les « résidus de médicaments dans les eaux » et sur les PCB.
- Action n°54 : mieux prendre en compte le caractère perturbateur endocrinien des micropolluants.
- Action n°55 : promouvoir la mise en place de plans de sécurité sanitaire « AEP.
- Action n°56 : mettre en œuvre la protection des captages utilisés pour l'alimentation en eau potable (AEP) contre les pollutions accidentelles et les pollutions diffuses.

→ *Directive 2014/101/UE*

La directive n°2014/101 du 30 octobre 2014 a actualisé la liste des normes internationales fixant les méthodes pour le contrôle des éléments de qualité des eaux de surface et des eaux souterraines.
Les États membres doivent établir des programmes de surveillance de l'état des eaux de surface et des eaux souterraines afin de dresser un tableau cohérent et complet de leur état au sein de chaque district hydrographique. Cette nouvelle version sera applicable à compter du 20 mai 2016

6.6. Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

Abonnement :

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif). (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008). Pour Veolia, à chaque abonnement correspond un client distinct : le nombre d'abonnements est égal au nombre de clients.

Assiette de la redevance d'assainissement :

Volume total facturé aux usagers du service.

Arrêté d'autorisation de déversement :

Arrêté d'autorisation de déversement signé par la collectivité responsable de l'ouvrage où sont rejetés les effluents du bénéficiaire de l'arrêté.

Bilans disponibles :

Sur une usine de dépollution, les bilans disponibles sont les bilans 24h réalisés, exception faite des bilans inutilisables

Capacité épuratoire :

Capacité de traitement des ouvrages d'épuration donnée par le constructeur. Elle s'exprime en capacité épuratoire (kg de DBO5/jour) et en capacité hydraulique (m^3/jour) ou en équivalent-habitants.

Certification ISO 14001 :

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche environnementale effectuée par le délégataire

Certification ISO 9001 :

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche management qualité effectuée par le délégataire

Certification OHSAS 18001 :

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche sécurité et santé effectuée par le délégataire

Client (abonné) :

Personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc..). Le client est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les clients eau, les clients assainissement collectif et les clients assainissement non collectif. Le client perd sa qualité d'abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé). (cf. circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008). Pour Veolia, un client correspond à un abonnement : le nombre de clients est égal au nombre d'abonnements.

Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies en application de l'arrêté du 22 juin 2007 [P203.3] :

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions définies en application de l'arrêté du 22 juin 2007 [P204.3] :

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions définies en application de l'arrêté du 22 juin 2007 [P205.3] :

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau [P 254.3] :

Parmi les bilans de fonctionnement des équipements d'épuration réalisés sur 24h, nombre de bilans conformes aux objectifs de rejet spécifiés par l'arrêté préfectoral rapporté au nombre total de bilans (arrêté du 2 mai 2007)

Conformité réglementaire des rejets :

L'indice mesure la conformité des rejets aux prescriptions de rejet définies dans la réglementation ou dans l'arrêté préfectoral.

DBO5 :

Demande biochimique en oxygène pendant 5 jours. La DBO5 est un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

DCO :

Demande chimique en oxygène. La DCO est un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Développement durable :

Défini en 1987 comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. ». C'est un développement économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement soutenable, tout en reposant sur une nouvelle forme de gouvernance qui encourage la mobilisation et la participation de tous les acteurs de la société civile aux processus de décision.

Equivalent-habitant :

Flux journalier moyen de pollution, correspondant à la quantité de DBO5 (en grammes / jour) des eaux brutes en entrée de système de traitement divisé par 60. Un équivalent-habitant (EH) rejette en effet 60 grammes de DBO5 par jour.

Habitants desservis :

Population INSEE des communes desservies après correction en cas de couverture partielle d'une commune. Cette donnée est consultable sur le site internet de l'INSEE à compter de 2009 (décret n° 2008-1477 du 30/12/2008).

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées [P202.2] :

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 120, avec le barème suivant :

- 0 point : absence de plan des réseaux de collecte et de transport des eaux usées ou plan très incomplet ;

- + 10 points : existence d'un plan des réseaux de collecte et de transport des eaux usées mentionnant la localisation des ouvrages annexes (postes de relèvement ou de refoulement, déversoirs d'orage...), et s'ils existent, des points d'autosurveillance du fonctionnement des réseaux d'assainissement ;
- + 5 points : définition d'une procédure de mise à jour du plan afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux) ainsi que les données acquises notamment en application de l'article R. 554-34 du code de l'environnement. La mise à jour est réalisée au moins chaque année.

L'obtention des 15 points précédents est nécessaire avant de pouvoir ajouter les points suivants :

- + 10 points : existence d'un inventaire des réseaux identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage définie en application de l'article R. 554-2 du code de l'environnement ainsi que de la précision des informations cartographiques définie en application du V de l'article R. 554-23 du même code et, pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de collecte et de transport des eaux usées.

Lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.
La procédure de mise à jour du plan des réseaux est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux.

- + 10 points : l'inventaire des réseaux mentionne pour chaque tronçon la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié du linéaire total des réseaux étant renseigné.

Lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.

Un total de 40 points est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées mentionné à l'article D. 2224-5-1 du code général des collectivités locales. Ils doivent être obtenus pour que le service puisse bénéficier des points supplémentaires suivants :

- + 10 points : le plan des réseaux comporte une information géographique précisant l'altimétrie des canalisations, la moitié au moins du linéaire total des réseaux étant renseignée.

Lorsque les informations disponibles sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.

- + 10 points : localisation et description des ouvrages annexes (postes de relèvement, postes de refoulement, déversoirs...).
- + 10 points : existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées ;
- + 10 points : le plan ou l'inventaire mentionne le nombre de branchements pour chaque tronçon du réseau (nombre de branchements entre deux regards de visite) ;
- + 10 points : l'inventaire récapitule et localise les interventions et travaux réalisés sur chaque tronçon de réseaux (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement...) ;
- + 10 points : mise en oeuvre d'un programme pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau, un document rendant compte de sa réalisation. Y sont mentionnés les dates des inspections de l'état des réseaux, notamment par caméra, et les réparations ou travaux effectuées à leur suite.

- + 10 points : mise en oeuvre d'un programme pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif chiffré portant sur au moins trois ans).

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte [P255.3] :

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 120, les éléments indiqués aux points B et C suivants n'étant pris en compte que si la somme des points mentionnés au point A atteint 80. Pour des valeurs de l'indice comprises entre 0 et 80, l'acquisition de points supplémentaires est faite si les étapes précédentes sont réalisées, la valeur de l'indice correspondant à une progression dans la qualité de la connaissance du fonctionnement des réseaux.

A – Éléments communs à tous les types de réseaux

- + 20 : identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejets potentiels aux milieux récepteurs (réseaux de collecte des eaux usées non raccordés, déversoirs d'orage, trop pleins de postes de refoulement…)
- + 10 : évaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet (population raccordée et charges polluantes des établissements industriels raccordés)
- + 20 : réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaître les points de déversements et mise en œuvre de témoins de rejet au milieu pour identifier le moment et l'importance du déversement
- + 30 : réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes
- + 10 : réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des stations d'épuration des agglomérations d'assainissement et les résultats en application de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes
- + 10 : connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets sur le milieu récepteur

Un total de 80 points minimum sur les 100 premiers est nécessaire pour considérer que le service dispose des éléments communs à tous les types de réseaux. Ils doivent être obtenus pour que le service puisse bénéficier des 20 points suivants :

B – Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs

- + 10 : évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur, les émissaires concernés devant drainer au moins 70 % du territoire desservi en amont, les paramètres observés étant a minima la pollution organique (DCO) et l'azote organique total.

C – Pour les secteurs équipés en réseaux unitaires ou mixtes

- + 10 : mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage

Matières sèches (boues de dépollution) :

Matières résiduelles après déshydratation complète des boues, mesurées en tonnes de MS

MES :

Matières en suspension. Les MES sont un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau [P252.2] :

Est recensé le nombre de points du réseau de collecte des eaux usées (unitaire ou séparatif) nécessitant au moins 2 interventions par an (préventives ou curatives). Ce nombre est rapporté à 100 km de réseaux de collecte des eaux usées, hors branchements. (Arrêté du 2 mai 2007)

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration :

Quantité de boues, exprimée en tonnes de matières sèches, qui sortent du périmètre des ouvrages d'épuration du service ou qui sont comptabilisées à l'amont des filières d'incinération ou de compostage en cas de traitement sur site ; ces boues contiennent les réactifs ajoutés aux boues brutes et sont comptabilisées en sortie du périmètre des ouvrages d'épuration, donc avec prise en compte des éventuels effets de stockage sur site.

Réseau de collecte des eaux usées :

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques. (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

Station d'épuration (ou usine de dépollution) :

Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP). (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation [P206.3] :

Une filière est dite « conforme » si la filière de traitement est déclarée ou autorisée selon sa taille et si le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur. L'indicateur est le pourcentage de boues évacuées selon une filière conforme. Les refus de dégrillage et les boues de curage ne sont pas pris en compte. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif [P301.3] :

L'indicateur traduit la proportion d'installations d'assainissement non collectif ne nécessitant pas de travaux urgents à réaliser. Il s'agit du ratio correspondant à la somme du nombre d'installations neuves ou à réhabiliter contrôlées conformes à la réglementation et du nombre d'installations existantes qui ne présentent pas de danger pour la santé des personnes ou de risque avéré de pollution de l'environnement rapportée au nombre total d'installations contrôlées (arrêté du 2 décembre 2013).

Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers [P251.1] :

Le nombre de débordements et d'inondations correspond au nombre de demandes d'indemnisation présentées par des tiers, usagers ou non du service. Le taux de débordement est obtenu en rapportant le nombre de demandes d'indemnisation au millier d'habitants desservis. Les débordements résultant d'une obstruction du réseau due à l'usager ne sont pas pris en compte. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées [P201.1] :

Est défini comme le nombre d'abonnés du service public d'assainissement collectif rapporté au nombre potentiel d'abonnés de la zone relevant de l'assainissement collectif dans l'agglomération d'assainissement au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales. Le taux de desserte ne peut être établi qu'après définition des zones d'assainissement collectif et non collectif. On estime qu'un abonné est desservi par un réseau d'assainissement dès lors qu'un réseau existe devant l'immeuble. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux d'impayés [P257.0]:

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la

part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux de raccordement :

Pourcentage des clients desservis effectivement raccordés au réseau d'assainissement (Nombre de clients effectivement raccordés / nombre de clients desservis). La politique en matière d'autosurveillance et d'assainissement non collectif doit être mise en parallèle de l'appréciation de l'indicateur.

Taux de réclamations [P258.1] :

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est mis en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou à des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix. (Arrêté du 2 mai 2007)

6.7. Autres annexes

Intitulé	Nombre de pages
DESOBSTRUCTIONS BRANCHEMENTS	5
DESOBSTRUCTIONS COLLECTEURS	3
CURAGE PRÉVENTIF 2014	6

DESOBSTRUCTIONS BRANCHEMENTS - CASTRIES	
DATE	ADRESSE
17/01/2014	10 RUE 8 MAI 1945
22/01/2014	164 RUE REINE AMELIE
27/01/2014	10 AVENUE DU 8 MAI 1945
13/02/2014	LE MAS DE FONDESPIERRE
05/03/2014	5RUE DU CADE
05/03/2014	30AV DE LA GARE
07/03/2014	CRÈCHE FONDESPIERRE
07/03/2014	362 RUE DU ROMARIN
10/03/2014	7 RUE DE L AQUEDUC
20/03/2014	9 RUE DU PLAN DU FOUR
02/04/2014	16 RUE DU CHATEAU
03/04/2014	1 RUE DE LA CAVE COOPÉRATIVE
03/04/2014	386 RUE ANDRE LE NOTRE
16/04/2014	7 RUE DE L AQUEDUC
24/04/2014	235 RUE DE L ARGILE
15/05/2014	33 ROUTE DE SOMMIERES
16/05/2014	SALLE POLYVALENTE RUE DU ROMARIN
31/05/2014	PLACE JEAN LOUIS BOUSQUET
31/05/2014	PLACE FOULQUIER
10/06/2014	16 RUE DU CHATEAU
10/06/2014	RUE ARGENTIERE
13/06/2014	1 AVENUE DU PIC SAINT LOUP
18/06/2014	164 RUE REINE AMELIE
23/06/2014	22 RUE DE LA RIVIERE
30/06/2014	7 RUE DE L'AQUEDUC
08/07/2014	ANCIENNE GARE
29/07/2014	2BAVENUE DE SOMMIERES
06/08/2014	OFFICE DU TOURISME
01/09/2014	164 RUE REINE AMELIE
01/10/2014	11 RUE PIERRE BLEUE
14/10/2014	RUE DE LA PIERRE BLEUE
31/10/2014	29 ROUTE DE SOMMIERES
07/11/2014	33 ROUTE DE SOMMIERES
25/11/2014	11 RUE DES ARCEAUX
27/11/2014	RUE DE L'AQUEDUC
02/12/2014	IMPASSE DES ECUREUILS
02/12/2014	ROUTE NATIONALE 110
04/12/2014	RUE DES ECUREUILS
08/12/2014	7 RUE DES ARCEAUX
12/12/2014	7 AVENUE DE MONTPELLIER
19/12/2014	5 IMPASSE DU SQUARE
21/12/2014	IMPASSE DE L'ABATTOIR
24/12/2014	3 RUE DU COURS COMPLEMENTAIRE
29/12/2014	28 AVENUE DE LA GARE
30/12/2014	7 RUE DE L ACQUEDUC

DESOBSTRUCTIONS BRANCHEMENTS - GRABELS	
DATE	ADRESSE
11/02/2014	2 RUE LES SOURCES DU RIEUMASSEL
24/03/2014	13 RUE DES APHILANTES
26/03/2014	RUE DU PRADAS
12/04/2014	BORD MOSSON
22/04/2014	12 RUE DES TERRASSES
24/04/2014	6 IMP MAS D'ARMAND
07/05/2014	2 RUE DES GRILLONS
11/06/2014	RUE LAVANDIN
16/06/2014	11 APHILANTES
27/06/2014	7 RUE FON DE COMBES
11/07/2014	14 PETIT HOUE
19/08/2014	424 RUE DU PLATEAU
29/08/2014	18 RUE ROQUEBLANQUE
10/09/2014	RUE DE LA MOSSON
19/09/2014	COUR POLICE MUNICIPALE
06/10/2014	20 RUE DU PRADAS
13/10/2014	8 FON DE COMBE
13/10/2014	18 RUE DU RIO
14/10/2014	26 ROUTE DE MONTFERRIER
18/10/2014	RUE FONT DE COMBE N 12
19/10/2014	242 RUE DES CARIGNANS
20/10/2014	8 IMPASSE DU PLEIN SOLEIL
23/10/2014	12 RUE FON DE COMBE
28/10/2014	8 RUE DE LA PINEDE
28/10/2014	12 FONT DE COMBE
01/11/2014	1 ALLEE DES CYPRES
02/11/2014	6 IMPASSE MAS D'ARMAND
18/11/2014	4 RUE ROQUEBLANQUE
19/11/2014	419 CARIGNAN
22/12/2014	10 RUE FONT DE COMBE
31/12/2014	12 RUE DES TERRASSES

DESOBSTRUCTIONS BRANCHEMENTS - JACOU	
DATE	ADRESSE
07/01/2014	1 RUE DU BELVEDERE
09/01/2014	TERRAIN DERRIERE COLLEGE MENDES FRANCE
22/01/2014	7 RUE DU LANGUEDOC
15/02/2014	IMPASSE DE CORSE
03/03/2014	9 ZONE ARTISANALE CLEMENT ADER
07/03/2014	47 RUE DES IRIS
07/03/2014	6 RUE DE LA CHAPELLE
31/03/2014	8 RUE DE LA GRIMAUDIERE
14/04/2014	7 RUE D ANJOU
29/04/2014	10 RUE DE LA CHAPELLE
09/06/2014	18 RUE SIMONE BEAUVOIR
07/07/2014	9 ET 11 RUE DU SQUARE
15/07/2014	6 IMPASSE DE CORSE
24/07/2014	10 RUE D ANJOU

20/08/2014	10 TER RUE DE LZ CHAPELLE
25/08/2014	16 RUE DE LA GRIMAUDIERE
29/08/2014	16 RUE DE LA GRIMAUDIERE
10/09/2014	PLACE DES ECOLES
26/09/2014	1 RUE JACQUELINE AURIOL
30/09/2014	IMPASSE JEAN CARRIERE
30/09/2014	IMPASSE DES CARRIERES
13/10/2014	7 RUE MARCEL CERDAN
16/10/2014	AVENUE DE VENDARGUES
30/10/2014	N 9 RUE DU LANGUEDOC
05/11/2014	7 RUE MARCEL CERDAN
28/11/2014	2 RUE DES BORDES
28/11/2014	2AAVENUE JOSEPH ARLERY
09/12/2014	11RUE DE LA FRIGOULE
17/12/2014	9 RUE DU THYM
29/12/2014	13 RUE ROLAND GARROS
31/12/2014	RUE ROLAND GARROS

DESOBSTRUCTIONS BRANCHEMENTS - MONTFERRIER SUR LEZ	
DATE	ADRESSE
17/01/2014	20 RUE DU FOUR
31/01/2014	431 CHEMIN DE VERSAILLE
31/01/2014	431 CHEMIN DE VERSAILLES
11/03/2014	IMPASSE DE LA GRAND FONT
03/04/2014	IMPASSE GRAND CHAMP
04/04/2014	RUE DE LA LIRONDE
29/04/2014	5A RUE DU FOUR
29/04/2014	5ARUE DU FOUR
10/05/2014	587 RT DE MENDE
19/05/2014	CHEMIN DE LA CONDAMINE
18/07/2014	194 CHEMIN DES BAUMES
18/08/2014	98 ROUTE DE MENDE
15/09/2014	136 ROUTE DE MENDE
08/10/2014	BD LIRONDE
08/10/2014	LA LIRONDE
04/11/2014	5 RUE DU FOUR
24/11/2014	302 RT DE MENDE
24/11/2014	302 ROUTE DE MENDE
01/12/2014	350 CHEMIN DU POUGET
04/12/2014	4 CHEMIN NEUF
19/12/2014	2076 ROUTE DE MENDE

DESOBSTRUCTIONS BRANCHEMENTS - SAINT JEAN DE VEDAS	
DATE	ADRESSE
08/01/2014	ZAC LA PEYRIERE
24/01/2014	6 CATALPA
25/01/2014	14 RUE DES CADES
28/01/2014	46 CADORQUE
03/02/2014	24 GEORGES CLEMENCEAU
04/02/2014	RUE FLEMING
12/02/2014	163 RUE ALEXANDRE FLEMING

14/02/2014	581 CHEMIN DE PARRELOUP
14/02/2014	611BCHEMIN DU PARRELOUP
28/02/2014	14K RUE FONTAINE DE ¿ HOSPITAL
17/03/2014	3 RUE DES GENÊTS
25/03/2014	46 RUE DE LA CADORQUE
27/03/2014	9 RUE DES MURIERS
17/04/2014	32BRUE DU VAL DE LA MOSSON
22/04/2014	7 IMPASSE LES JARDINS DE ST JEAN
03/05/2014	19 RUE DE GAUD
05/05/2014	22 ROUTE DE BEZIERS
07/05/2014	10 RUE DES ASPHODELES
23/05/2014	3 RUE DE LA CADORQUE
02/06/2014	1 RUE DES PINS
03/06/2014	RT DE LATTES
05/06/2014	14 RUE DES PEUPLIER
10/06/2014	10 ALBIZIAS
13/06/2014	2 RUE DES CIGALIES
17/06/2014	5 TOURTOUREL
17/06/2014	ZAC TOURTOUREL
23/06/2014	12 ALBERTO SANTOS DUMOND
23/06/2014	11 RUE DES FRENES
25/06/2014	3 RUE SOPHORA
03/09/2014	7 RUE DES MICOCOULIERS
06/09/2014	275 RUE CAMILLE CLAUDEL
11/09/2014	11 RUE RENE CHAMSON
18/09/2014	2 RUE DONNAT
22/09/2014	1 IMPASSE DU CALVAIRE
01/10/2014	1 IMPASSE MISTRAL
05/10/2014	19RUE DE L'ARBOUSIER
05/10/2014	19 RUE DES ARBOUSIERS
11/10/2014	IMPASSE COULONDRES
17/10/2014	255 RUE CAMILLE CLAUDEL
17/10/2014	25 TER RUE DES TOURTOURELS
20/10/2014	25TRUE DES TOURTOURELLES
28/10/2014	8 RUE PUITS DE GAUD
04/12/2014	3 IMPASSE DES JASSES
20/12/2014	16 RUE DES ORTS

DESOBSTRUCTIONS BRANCHEMENTS - VENDARGUES	
DATE	ADRESSE
06/01/2014	20 BOULEVARD FREDERIC MISTRAL
07/01/2014	15 RUE DU TEYRON
10/01/2014	21 RUE DES CISTES
21/01/2014	13 RUE CHEVALIER DE MALTE
21/01/2014	13 RUE DES CHEVALIERS DE MALTE
27/01/2014	6 RUE DES ROSIERS
30/01/2014	3 RUE GEORGES BIZET
01/02/2014	12 RUE DE LA CAVE COOPERATIVE
03/02/2014	10 AVE DE LA GARE

05/03/2014	10 IMPASSE DU MAZET
07/03/2014	13 RUE M PAGNOL
07/03/2014	13 RUE MARCEL PAGNOL
17/03/2014	ANCIEN CHEMIN DE MEYRARGUES
28/03/2014	RUE DES CHENES VERTS
14/04/2014	52BRUE DES DEVEZES
16/04/2014	7 RUE GEORGES BIZET
19/04/2014	12AVENUE DE LA GARE
11/06/2014	PLACE HERMES
11/06/2014	5 RUE DE L AFICION
18/06/2014	34 RUE DES LAVANDINS
23/06/2014	13 RUE DES CHEVALIERS DE MALTE
18/07/2014	GARENNE
22/07/2014	AVE DE LA GARE
18/09/2014	RUE DE LA GARENNE
10/10/2014	5 RUE DES CHENES VERTS
23/10/2014	RUE DE LA GARE
24/12/2014	4 RUE DES PINS
29/12/2014	12 RUE DES PINS

DESOBSTRUCTIONS COLLECTEURS - CASTRIES		
DATE	N°	ADRESSE
17/01/2014	10	RUE 8 MAI 1945
27/01/2014		RUE REINE AMELIE
05/03/2014	30	AV DE LA GARE
12/03/2014		CHAMPS ENTRE RN110 ET RUE DU VIEUX PUITS A CASTRIES
26/04/2014	7	RUE DES ARCEAUX
13/05/2014	60	RUE DU LOU CASTEL
27/05/2014	40	AV DE LA GARE
31/05/2014		PLACE JEAN LOUIS BOUSQUET
31/05/2014		PLACE FOULQUIER
10/06/2014		RUE ARGENTIERE
30/06/2014	7	RUE DE L'AQUEDUC
11/08/2014	73	RUE DE LA BRIQUETERIE
20/08/2014	24	AVENUE DE LA CADOULE
24/08/2014	177	CHEMIN DU PIOCH VIALA
29/08/2014	1	IMPASSE DU ROSSIGNOL
09/09/2014		RUE SAINTE CATHERINE
23/09/2014		RUE CANTONNAT
24/09/2014	52	RUE FREDERIC BAZILLE
03/10/2014	16	RUE DE L ENCLOS DU VILLAGE
14/10/2014		AVENUE DE LA CADOULE
28/11/2014	134	CHEMIN DE LA PIERRE BLEUE
06/12/2014		IMPASSE DU LEVANT
17/12/2014	386	RUE ANDRE LE NOTRE

DESOBSTRUCTIONS COLLECTEURS - GRABELS		
DATE	N°	ADRESSE
30/01/2014		RUE DES CIGALES
24/03/2014	13	RUE DES APHILANTES
26/03/2014		RUE DU PRADAS
08/04/2014	1	PLACE PAUL CHASSARY
12/04/2014		RESEAU BORD DE LA MOSSON - PR
22/04/2014	12	RUE DES TERRASSES
24/04/2014	6	IMP MAS D'ARMAND
07/05/2014	2	RUE DES GRILLONS
11/06/2014		RUE LAVANDIN
16/06/2014	11	RUE DES APHILANTES
27/06/2014	7	RUE FON DE COMBES
11/07/2014	14	PETIT HOUE
19/08/2014	424	RUE DU PLATEAU
29/08/2014	18	RUE ROQUEBLANQUE
10/09/2014		RESEAU BORD DE LA MOSSON - PR
19/09/2014		COUR POLICE MUNICIPALE
09/10/2014		RUE DES GRILLONS
09/10/2014		RESEAU BORD DE LA MOSSON - PR
10/10/2014		RESEAU BORD DE LA MOSSON - PR
16/10/2014		RT DE BEL AIR
21/10/2014		RUE DU PLATEAU
22/10/2014	171	RUE DE LA GRAVE
20/11/2014	14	RUE DES CIGALES

29/11/2014	2	RUE GRAND CHAMP
08/12/2014	1	IMPASSE PIERRE DE RONSARD
11/12/2014		CROIX DE GUILLERY
16/12/2014		ANCIENNE ECOLE FACE BOULANGERIE
16/12/2014		CENTRE ESCALADE
23/12/2014	403	RUE DE LA VALSIERE

DESOBSTRUCTIONS COLLECTEURS - JACOU		
DATE	N°	ADRESSE
09/01/2014		TERRAIN DERRIERE COLLEGE MENDES FRANCE
07/04/2014	4	RUE DE LA PLAINE
15/05/2014		RUE LOU PRADAS
30/05/2014		AVENUE DE VENDARGUES
09/06/2014	18	RUE SIMONE BEAUVOIR
07/07/2014	7	RUE DU SQUARE
15/07/2014	6	IMPASSE DE CORSE
20/08/2014	10T	RUE DE LA CHAPELLE
23/08/2014		RUE SIMONE SIGNORET
25/08/2014	18	RUE SIMONE BEAUVOIR
07/09/2014	18	RUE SIMONE BEAUVOIR
10/09/2014		RUE LOUISE MICHEL
25/09/2014	18	RUE SIMONE BEAUVOIR
30/09/2014		IMPASSE DES CARRIERES
20/11/2014	18	RUE SIMONE BEAUVOIR
13/12/2014		RUE SIMONE BEAUVOIR
26/12/2014	10T	RUE DE LA CHAPELLE

DESOBSTRUCTIONS COLLECTEURS - MONTFERRIER SUR LEZ		
DATE	N°	ADRESSE
21/01/2014	21	RUE DU FOUR
31/01/2014	431	CHEMIN DE VERSAILLES
29/04/2014	5A	RUE DU FOUR
10/05/2014	587	ROUTE DE MENDE
19/05/2014		CHEMIN DE LA CONDAMINE
19/05/2014		IMPASSE DU GRAND FOND
02/09/2014	495	CHEMIN DES OLIVETTES
31/10/2014	2	RUE DES FLEURS
20/11/2014	350	CHEM DU POUGET
26/11/2014	203	ROUTE DE MENDE
15/12/2014	98	ROUTE DE MENDE
18/12/2014		ROUTE DE MENDE

DESOBSTRUCTIONS COLLECTEURS - SAINT JEAN DE VEDAS		
DATE	N°	ADRESSE
09/01/2014		ROUTE DE BEZIERS
10/01/2014		ROUTE DE BEZIERS
28/01/2014	46	CADORQUE
12/02/2014	163	RUE ALEXANDRE FLEMING

14/02/2014		RUE MARQUEROSE
17/03/2014	3	RUE DES GENÊTS
03/05/2014	19	RUE DE GAUD
05/05/2014	22	ROUTE DE BEZIERS
02/06/2014	1	RUE DES PINS
03/06/2014		RT DE LATTES
10/06/2014	10	RUE DES ALBIZIAS
17/06/2014	5	TOURTOUREL
17/06/2014		ZAC TOURTOUREL
19/06/2014		ZAC RIECOULON
25/06/2014	14	RUE DES PEUPLIERS
25/06/2014	3	RUE SOPHORA
08/08/2014		RUE EUPHORBE
09/08/2014	4	IMPASSE COULONDRE
27/08/2014	350	CHEMIN DE LA COUSTAUDE
29/08/2014	14	RUE DE MAS MAGRET
03/09/2014		IMPASSE COULONDRE
06/09/2014	275	RUE CAMILLE CLAUDEL
18/09/2014	6	RUE ENGABANAC
24/09/2014	6	RUE ROBERT SCHUMANN
17/10/2014	25T	TOURTOUREL
10/11/2014	14	PETIT PARC
14/11/2014	11	DES FRERES CALAGE
19/11/2014	170	RUE HENRI FORMAN
25/11/2014		RUE ROBERT SCHUMAN
01/12/2014	12	RUE GUILLAUME D ANTIGNAC
16/12/2014		IMPASSE COULONDRE

DESOBSTRUCTIONS COLLECTEURS - VENDARGUES		
DATE	N°	ADRESSE
31/01/2014		AVENUE DES BIGOTS
19/02/2014	160	AVENUE DES BIGOTS
26/02/2014		RUE DU SALAISON
25/03/2014		IMPASSE MILLEPERTUIS
03/04/2014		AVENUE DES BIGOTS
18/06/2014	605	AVENUE DES BIGOTS
19/06/2014	605	AVENUE DES BIGOTS
21/06/2014	12	RUE DES PINS
26/06/2014		AVENUE DES BIGOTS
27/06/2014		AVENUE DES BIGOTS
28/06/2014	6	BD FRÉDÉRIC MISTRAL
06/07/2014		RUE DU SALAISON
11/07/2014		RUE DE LA MONNAIE
17/07/2014		AVENUE DES BIGOTS
18/07/2014		RUE DE LA LAUNE
18/07/2014		RUE DE LA GARENNE
18/09/2014		RUE DE LA GARENNE
23/09/2014		RUE DE LA GARENNE
29/09/2014		RUE DE LA GARENNE
13/10/2014		RUE DE LA GARENNE
23/10/2014		AVENUE DES BIGOTS

17/12/2014		RUE DE LA GARENNE
30/12/2014	12	RUE DES PINS

CURAGE PRÉVENTIF 2014 - CASTRIES		
DATE DE L'INTERVENTION	VOIE DE L'INTERVENTION	LINÉAIRE DE CURAGE (ML)
14/01/2014	RUE DE L ARGILE	670
15/01/2014	RUE DES ETATS DU LANGUEDOC	39
15/01/2014	RUE DES COMBES	311
15/01/2014	AVENUE PAUL RIQUET	21
17/01/2014	10 RUE 8 MAI 1945	100
05/03/2014	30AV DE LA GARE	50
12/03/2014	CHAMPS ENTRE RN110 ET RUE DU VIEUX PUITS A CASTRIES	50
18/03/2014	RUE DU VIEUX PUITS	192
18/03/2014	PASS PROP VIEUX PUITS RN 110	64
26/04/2014	7 RUE DES ARCEAUX	50
12/05/2014	RUE DES COMBES	33
13/05/2014	60 RUE DU LOU CASTELL	50
27/05/2014	AVENUE DE LA GARE	270
27/05/2014	AV DU 8 MAI 1945	157
27/05/2014	40 RUE DE LA GARE	50
31/05/2014	PLACE JEAN LOUIS BOUSQUET	50
31/05/2014	PLACE FOULQUIER	50
10/06/2014	RUE ARGENTIERE	50
30/06/2014	7 RUE DE L'AQUEDUC	50
29/07/2014	AVENUE DE LA COOPERATIVE	570
30/07/2014	RUE DE LA BRIQUETERIE	346
20/08/2014	AVENUE DE LA GARE	14
20/08/2014	RUE DU LIEUTENANT PAUL CALS	222
20/08/2014	MONTEE DE L ARCHE	35
20/08/2014	AVENUE DE LA CADOULE	45
24/08/2014	CHEMIN DU PIOCH VIALA	70
29/08/2014	IMPASSE DU ROSSIGNOL	50
29/08/2014	RUE SAINTE CATHERINE	30
17/09/2014	RUE DU CHATEAU	67
17/09/2014	RUE DU CANTONNAT	116
18/09/2014	RUE SAINTE CATHERINE	184
23/09/2014	RUE CANTONNAT	50
24/09/2014	RUE FREDERIC BAZILLE	50
03/10/2014	RUE DE L ENCLOS DU VILLAGE	50
14/10/2014	AVENUE DE LA CADOULE	50
07/11/2014	AVENUE PAUL RIQUET	785
07/11/2014	RUE REINE AMELE	260
07/11/2014	AVENUE DU PIC SAINT LOUP	750
07/11/2014	RUE DE LA COLLINE	478
07/11/2014	PASS PRIVE FARIGOULE PIC ST LOUP	159
07/11/2014	RUE DES ETATS DU LANGUEDOC	305
07/11/2014	ALLEE FRANCOIS MANSARD	117
07/11/2014	RUE DE L AQUEDUC	269
07/11/2014	RUE DU DUC RENE DE CASTRIES	348
07/11/2014	RUE DES OLIVETTES	433
07/11/2014	RUE DE LA GARRIGUES	128
07/11/2014	RUE ANDRE LE NOTRE	318
07/11/2014	RUE DE LA FARIGOULE	169
14/11/2014	RUE DES CANDINIERES	938

14/11/2014	PLACE DES MUSCATS	16
14/11/2014	IMP DES CARIGNANS	280
28/11/2014	CHEMIN DE LA PIERRE BLEUE	50
06/12/2014	IMPASSE DU LEVANT	80
17/12/2014	RUE ANDRE LE NOTRE	200

CURAGE PRÉVENTIF 2014 - GRABELS		
DATE DE L'INTERVENTION	VOIE DE L'INTERVENTION	LINÉAIRE DE CURAGE (ML)
30/01/2014	FOND IMPASSE DES CIGALES	50
13/03/2014	RUE DU PRESBYTERE	100
13/03/2014	RUE DE LA RIVIERE	15
24/03/2014	13 RUE DES APHILANTES	150
26/03/2014	RUE DU PRADAS	50
04/04/2014	RUE DU GRAND CHAMP	468
08/04/2014	1 PLACE PAUL CHASSARY	50
12/04/2014	BORD MOSSON	50
22/04/2014	12 RUE DES TERRASSES	126
24/04/2014	6 IMP MAS D'ARMAND	80
07/05/2014	2 RUE DES GRILLONS	70
19/05/2014	BERGES DE LA MOSSON	800
11/06/2014	RUE LAVANDIN	150
11/06/2014	LAVANDIN	54
16/06/2014	APHILANTES	50
27/06/2014	RUE FON DE COMBES	120
11/07/2014	PETIT HOUE	50
13/08/2014	ROUTE DE MONTPELLIER	371
19/08/2014	RUE DU PLATEAU	50
29/08/2014	RUE ROQUEBLANQUE	50
10/09/2014	RESEAU BORD DE LA MOSSON - PR	50
17/09/2014	RUE DES GARRIGUETTES	79
17/09/2014	RUE DES CAPRIERS	91
17/09/2014	RUE DES APHYLLANTES	108
19/09/2014	ROUTE DE MONTPELLIER	168
19/09/2014	COUR POLICE MUNICIPALE	50
09/10/2014	RUE DES GRILLONS	150
09/10/2014	RESEAU BORD DE LA MOSSON - PR	400
10/10/2014	RESEAU BORD DE LA MOSSON - PR	350
16/10/2014	RT DE BEL AIR	50
21/10/2014	RUE DU PLATEAU	250
22/10/2014	RUE DE LA GRAVE	200
07/11/2014	RUE DU GRAND CHAMP	118
07/11/2014	RUE FON DE COMBE	158
20/11/2014	RUE DES CIGALES	50
29/11/2014	RUE GRAND CHAMP	50
01/12/2014	RUE DU GRAND CHAMP	118
08/12/2014	IMPASSE PIERRE DE RONSARD	50
11/12/2014	CROIX DE GUILLERY	75
16/12/2014	ANCIENNE ECOLE FACE BOULANGERIE	50
16/12/2014	CENTRE ESCALADE	50
19/12/2014	RUE DES CIGALES	24

19/12/2014	RUE DES CEVENNES	136
23/12/2014	RUE DE LA VALSIERE	75

CURAGE PRÉVENTIF 2014 - MONTFERRIER		
DATE DE L'INTERVENTION	VOIE DE L'INTERVENTION	LINÉAIRE DE CURAGE (ML)
21/01/2014	21 RUE DU FOUR	50
31/01/2014	431 CHEMIN DE VERSAILLES	50
20/02/2014	CHEMIN NEUF	160
20/02/2014	CHEMIN DES BUGADIERES	73
07/03/2014	CHEMIN DE LA JASSE	500
07/04/2014	CHEMIN NEUF	247
07/04/2014	CHEMIN DES BUGADIERES	95
29/04/2014	RUE DU FOUR	50
10/05/2014	RT DE MENDE	250
19/05/2014	CHEMIN DE LA CONDAMINE	130
19/05/2014	IMPASSE DU GRAND FOND	50
03/06/2014	PASS DE L ARGELE	37
03/06/2014	MAS DE LHUILE	10
03/06/2014	CHEMIN DU MAS DE L HUILE	108
03/06/2014	CHEMIN DES BUGADIERES	250
03/06/2014	CHEMIN DE LA JASSE	65
04/06/2014	CHEMIN DU MAS DE L HUILE	450
04/06/2014	CHEMIN DES AIGUELLIERES	62
19/08/2014	ALLEE DES PLATANES	170
02/09/2014	CHEMIN DES OLIVETTES	50
31/10/2014	RUE DES FLEURS	100
20/11/2014	CHEM DU POUGET	50
26/11/2014	ROUTE DE MENDE	250
15/12/2014	ROUTE DE MENDE	250
18/12/2014	ROUTE DE MENDE	50

CURAGE PRÉVENTIF 2014 - JACOU		
DATE DE L'INTERVENTION	VOIE DE L'INTERVENTION	LINÉAIRE DE CURAGE (ML)
09/01/2014	TERRAIN DERRIERE COLLEGE MENDES FRANCE	50
12/02/2014	COLLEGE JACOU	202
07/04/2014	4RUE DE LA PLAINE	50
09/04/2014	RUE SAINT EXUPERY	61
09/04/2014	RUE DU PUITS	273
09/04/2014	RUE DU CLOS DE VIVIERS	134
09/04/2014	RUE DE LA PLAINE	249
09/04/2014	IMPASSE DE L ARAMON	56
15/05/2014	RUE LOU PRADAS	50
30/05/2014	AVENUE DE VENDARGUES	50
31/05/2014	RUE LOU PRADAS	800
09/06/2014	RUE SIMONE BEAUVOIR	50
12/06/2014	AV MAINGUIN TOUS	700
07/07/2014	RUE DU SQUARE	49
08/07/2014	RUE DES JARDINS	27
15/07/2014	IMPASSE DE CORSE	50
17/07/2014	IMPASSE DE CORSE	51

20/08/2014	RUE DE LA CHAPELLE	50
23/08/2014	RUE SIMONE SIGNORET	50
25/08/2014	RUE SIMONE BEAUVOIR	50
07/09/2014	RUE SIMONE BEAUVOIR	51
10/09/2014	RUE LOUISE MICHEL	151
10/09/2014	RUE LOUISE MICHEL	53
31/10/2014	RUE SIMONE BEAUVOIR	30
31/10/2014	IMPASSE DES CARRIERES	50
20/11/2014	RUE SIMONE BEAUVOIR	50
13/12/2014	RUE SIMONE BEAUVOIR	50
15/12/2014	RUE FERNAND SOUBEYRAN	165
15/12/2014	RUE SIMONE DE BEAUVOIR	55
26/12/2014	RUE DE LA CHAPELLE	50
CURAGE PRÉVENTIF 2014 - SAINT JEAN DE VEDAS		
DATE DE L'INTERVENTION	**VOIE DE L'INTERVENTION**	**LINÉAIRE DE CURAGE (ML)**
09/01/2014	RY DE BEZIERS	50
10/01/2014	ROUTE DE BEZIERS	50
28/01/2014	46 CADORQUE	50
12/02/2014	163 RUE ALEXANDRE FLEMING	50
14/02/2014	RUE MARQUEROSE	50
11/03/2014	CHEMIN RURAL DE LA COMBE	101
11/03/2014	ALLEE DU VAL DES GARRIGUES	194
12/03/2014	CHEMIN RURAL DE LA COMBE	347
17/03/2014	RUE DE ROUDERES	299
17/03/2014	ROUTE DE ST JEAN E VEDAS A LATTES	59
17/03/2014	3 RUE DES GENÊTS	50
18/03/2014	RUE DES SIGALIES	757
01/04/2014	VOIE INCONNUE 7	64
01/04/2014	VOIE INCONNUE 6	43
01/04/2014	RUE DE LA CADORQUE	325
01/04/2014	ROUTE DE LATTES	35
01/04/2014	PLAN DES CARDOUNILLES	13
03/04/2014	RUE DE LA GARE	284
03/04/2014	RUE DES TAMARIS	24
03/04/2014	RUE GEORGES BRASSENS	10
03/04/2014	RUE FON DE L'HOSPITAL	133
03/04/2014	CHEMIN RURAL DES COMBETTES	21
04/04/2014	RUE DE LA GARE	215
04/04/2014	RUE DES LILAS	57
04/04/2014	ROUTE DE BEZIIERS	33
04/04/2014	ALLEE DU PRADET	28
03/05/2014	19 RUE DE GAUD	50
05/05/2014	22 ROUTE DE BEZIERS	50
02/06/2014	1 RUE DES PINS	50
03/06/2014	RT DE LATTES	50
10/06/2014	IMPASSE DES PINS	71
10/06/2014	10 ALBIZIAS	50
17/06/2014	5 TOURTOUREL	50
17/06/2014	ZAC TOURTOUREL	50
18/06/2014	ROUTE DEPARTEMENTALE DE SAINT-JEAN-DE-VEDAS	79
18/06/2014	ROUTE DE ST JEAN E VEDAS A LATTES	260
19/06/2014	ZAC RIECOULON	50

25/06/2014	14 ET 16 RUE DES PEUPLIER	50
25/06/2014	3 RUE SOPHORA	50
30/06/2014	RUE DES PEUPLIERS	71
18/07/2014	RUE JEAN-MARIE AMELIN	217
08/08/2014	RUE EUPHORBE	54
09/08/2014	IMPASSE COULONDRE	58
27/08/2014	RUE GUILLAUME PELISSIER	163
27/08/2014	RUE FRANCOIS DE BOSQUET	77
27/08/2014	RUE DU LIEUTENANT JOSEPH LIGNON	77
27/08/2014	CHEMIN DE LA COUSTAUDE	56
28/08/2014	RUE GUILLAUME D'AUTIGNAC	73
28/08/2014	Allee de la MARQUEROSE	172
28/08/2014	RUE DU CLAUD	145
28/08/2014	RUE FRANCOIS DE BOSQUET	71
29/08/2014	RUE DU LIEUTENANT JOSEPH LIGNON	303
29/08/2014	RUE DU CAPORAL PIERRE AVIGON	209
29/08/2014	RUE JOSEPH MASSET	109
29/08/2014	RUE DE MAS MAGRET	54
17/09/2014	RUE DU CLAIR SOLEIL	588
17/09/2014	IMPASSE DES PINS	143
17/09/2014	RUE DE LA FARRIGOULE	426
17/09/2014	RUE DES POMMIERS	331
17/09/2014	CHEMIN DE LA MOUSSON	302
09/10/2014	RUE ROBERT SCHUMAN	439
17/10/2014	RUE DU TORTOUREL	501
19/11/2014	RUE HENRI FORMAN	100
25/11/2014	RUE ROBERT SCHUMAN	100
01/12/2014	RUE GUILLAUME D ANTIGNAC	51
05/12/2014	impasse des rossignols	71
05/12/2014	RUE DES ROMAINS	117
05/12/2014	RUE DES EGLANTIERS	87
05/12/2014	RUE DES CADES	600
05/12/2014	IMP DU CORIANDRE	41
05/12/2014	RUE DES CHENES	185
05/12/2014	IMPASSE DU CHEVREFEUILLE	51
05/12/2014	RUE DU BRUCA	492
05/12/2014	RUE DES CHENES	31
05/12/2014	R DU MAS DE MAGRET	448
05/12/2014	IMP DES CADES	138
05/12/2014	IMP SAINT-LOUIS	75
16/12/2014	IMPASSE COULONDRE	54

CURAGE PRÉVENTIF 2014 - VENDARGUES		
DATE DE L'INTERVENTION	VOIE DE L'INTERVENTION	LINÉAIRE DE CURAGE (ML)
31/01/2014	AVENUE DES BIGOTS	50
19/02/2014	160 AVENUE DES BIGOTS	50
26/02/2014	RUE DU SALAISON	50
25/03/2014	IMPASSE MILLEPERTUIS	50
03/04/2014	AVENUE BIGOS	50
07/04/2014	AV DES BIGOTS	1000
18/06/2014	605 AVENUE DES BIGOS	50

19/06/2014	605 AVENUE DES BIGOS	50
21/06/2014	12RUE DES PINS	50
24/06/2014	RUE DES SERVANTS	26
24/06/2014	RUE DES PINS	236
24/06/2014	RUE DES CHENES VERTS	112
25/06/2014	RUE DES LAVANDINS	98
25/06/2014	IMPASSE DES CINSAULTS	21
25/06/2014	ALLEE DU BOIS DU JUGE	223
26/06/2014	RUE DES BIGOTS ZI VENDARGUES	50
27/06/2014	RUE BIGOS	50
28/06/2014	6BLD FRÉDÉRIC MISTRAL	50
06/07/2014	RUE DU SALAISON	50
17/07/2014	AVENUE DES BIGOTS	50
21/07/2014	RUE DE LA GARENNE	181
23/07/2014	RUE DE LA GARENNE	395
24/09/2014	LOT LA FARIGOULE	130
24/09/2014	RUE DU TEYRON	20
13/10/2014	RUE DE LA GARENNE	50
23/10/2014	AVENUE DES BIGOTS	50
27/10/2014	TRAVERSEE TERRAIN MILITAIRE ZA	117
27/10/2014	VOIE FERREE A ZA	153
08/12/2014	ROUTE DE CASTRIES	27
08/12/2014	ANCIENNE GARE UNICO	103
08/12/2014	RT DE CASTRIES	65
08/12/2014	AVENUE DE LA GARE	49
17/12/2014	RUE DE LA GARENNE	50
24/12/2014	RUE GUSTAVE COURBET	188
24/12/2014	IMPASSE GERARD PHILIPPE	38
24/12/2014	RUE JEAN FRANCOIS MILLET	515
24/12/2014	RUE DES AGASSES	96
24/12/2014	IMPASSE DU BERRY	61
24/12/2014	RUE MARCELIN ALBERT	479
24/12/2014	RUE DELACROIX	241
24/12/2014	IMPASSE H MATISSE	72
24/12/2014	RUE PAUL GAUGUIN	455
24/12/2014	RUE COROT	135
30/12/2014	RUE DES PINS	50

Ressourcer le monde

Document à usage externe
Crédits photos : © Photothèque Veolia: Christophe Majani d'Inguimbert, Jean Marie Ramès, Samuel Bigot, Olivier Guerrin, Stéphane Harter/agence VU

Veolia - Compagnie Générale des Eaux - SCA au capital de 2.207.287.340,98 euros - 575008 Paris RCS Paris 572 025 526 - Tous droits réservés - 2014